

**é**HORLIEU  
éditions

<http://www.horlieu-editions.com>  
[contact@horlieu-editions.com](mailto:contact@horlieu-editions.com)

INTROUVABLE

## LES REVOLTES LOGIQUES N° 2

Numéro de revue publié au printemps-été 1976 aux éditions Solin.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites à l'exclusion de toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'auteur, le nom du site ou de l'éditeur et la référence électronique du document.

Document accessible à l'adresse suivante:

[horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/les-revoltes-logiques-n-2.pdf](http://horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/les-revoltes-logiques-n-2.pdf)

© les auteurs



# Les révoltes logiques

n°2  
15 f.



cahiers du Centre de Recherches  
sur les Idéologies de la Révolte



# Les révoltes logiques n°1 15 f.

**Collectif de rédaction :**  
Jean Borreil, Geneviève  
Fraisie, Jacques Rancière,  
Pierre Saint-Germain, Mi-  
chel Souletie, Patrick Vau-  
day, Patrice Vermeren.

Pour prendre con tract  
avec la revue: permanen-  
ce le 1er et 3ème jeudi du  
mois, de 17 à 19 h., à la  
librairie *dérives*, 1 rue des  
Fossés Saint-Jacques,  
75005 PARIS - Tél. :  
033.39.46.

**L'abonnement annuel pour  
4 numéros: 60 F. (Etran-  
ger: 70 F.) – Le numéro :  
15 F.**

Edité par Solin  
1, rue des Fossés Saint-  
Jacques - 75005 PARIS.

Imprimé par Copédith  
7, rue des Ardennes  
75019 PARIS  
Dépôt Légal 4ème trimes-  
tre 1975.

Directeur de la publication  
**Jean Borreil.**

## sommaire

N° 2 – PRINTEMPS - ETE 1976

**Les maillons de la chaîne (Prolétaires et dictatures)**  
par Jacques Rancière .....3

### ETUDES

**Les ouvrières enfermées : les couvents soyeux**  
par Dominique Vanoli .....23

**Hors la vie : 19/20 La Voix des Cheminots**  
par Michel Souletie .....51

**La chaîne et le parapluie : Face à la rationali-  
sation (1919-1935)**  
par Pierre Saint-Germain.....87

### DEBAT

**“L’AFFRANCHISSEMENT DE NOTRE SEXE”**  
**A propos des textes de Claire Demar**  
**réédité par Valentin Pelosse**  
par Lydia Elhadad et Geneviève Fraisie ..... 105

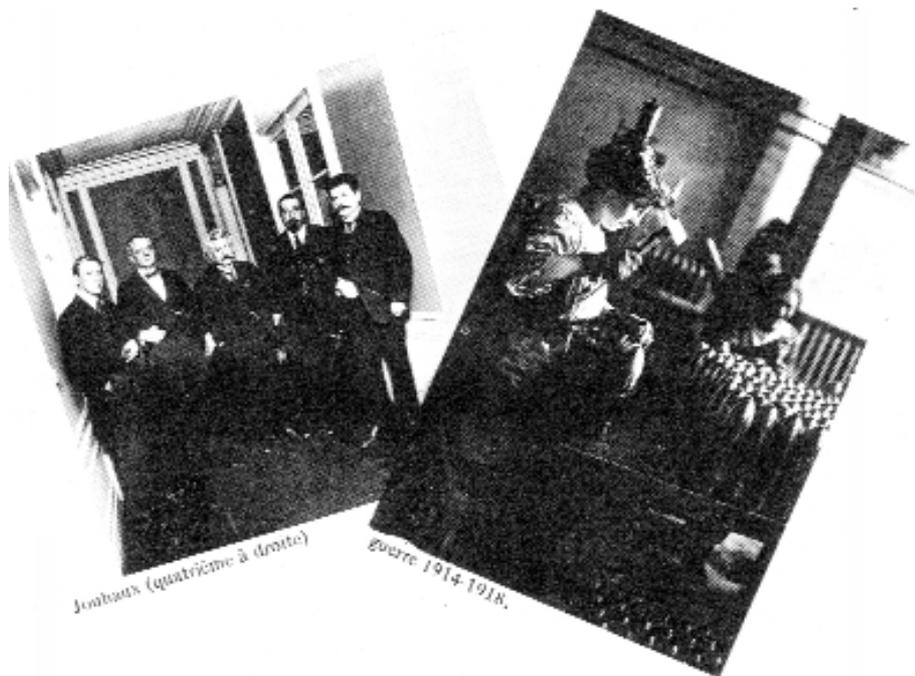
### NOTE DE LECTURE

**Les aventures d’un marin allemand (Jan Valtin :  
“Sans patrie ni frontière”)**  
par Pierre Saint-Germain et Patrice Vermeren..... 121

1, RUE DES FOSSES SAINT-JACQUES, 75005 PARIS



# LES MAILLONS DE LA CHAÎNE PROLÉTAIRES ET DICTATURES



*«Le mouvement ouvrier ne doit pas être un satellite tournant dans l'orbite de l'astre gouvernemental, mais une nébuleuse animée de son mouvement propre».*

Verdier, *La vie ouvrière*, 24 sept. 1919.

Histoire de l'enfermement des ouvrières en soie; luttés et rêves de la corporation des cheminots au sortir de l'Union Sacrée et à la rencontre de la Révolution soviétique; réactions à la taylorisation dans les usines d'une part, dans l'appareil syndical unitaire au temps de la bolchévisation d'autre part : les trois études qui suivent s'inscrivent dans une histoire des formes historiques concrètes de la "conscience de classe" dans leurs rapports avec les stratégies bourgeoises – patronales et étatiques – de "développement des forces productives". **Stratégies**, sans métaphore, car, aux deux bouts de la chaîne, il apparaît qu'il n'y a nul développement des forces productives mu par sa logique propre et susceptible d'entrer en "contradiction" avec les "rapports sociaux de production" : le développement des forces productives n'est jamais que la continuation de la guerre de classes par d'autres moyens. C'est de guerre civile qu'il s'agit quand, au lendemain de l'insurrection des canuts lyonnais, le patronat de la soie décide de créer une industrie nouvelle, préservée de la "barbarie" des ouvriers campés au coeur de la ville (1). Il organise alors de vastes établissements mécanisés et crée un prolétariat à sa discrétion : jeunes filles enfermées – là encore sans métaphore – le temps que l'école de la fabrique et l'instruction religieuse conjuguées les préparent à leur vie d'épouses. Cette guerre permanente où la bourgeoisie utilise contre le prolétariat organisé les nouveaux **agents de la production** (machines, travailleurs déqualifiés, femmes) culmine avec l'invention des deux grands facteurs de développement des forces productives du XXe siècle : l'**organisation scientifique du travail** et l'**organisation politique de la collaboration des classes**. Ce sont d'abord ces armes-là qui se forgent dans les usines de guerre de 14-18. Et ce sont ces deux aspects nouveaux de la domination capitaliste qu'affrontent les militants révolutionnaires au lendemain de la guerre. Dans le mouvement des cheminots de 1920, les syndicalistes minoritaires investissent leur refus de la collaboration de classe pratiquée par la direction de la CGT ; mais sans pouvoir inventer un autre mot d'ordre que celui qu'elle leur propose: la **nationalisation**, soit l'intégration de l'autonomie ouvrière à l'Etat-Nation. Tandis que les métallurgistes de la CGTU vont devoir lutter contre la rationalisation capitaliste en exaltant sa sœur jumelle : la rationalisation soviétique. Lutte ou collaboration de classes, despotisme capitaliste ou dictature prolétarienne, comment tracer concrètement, dans le réseau des solidarités, les voies de la rupture ?

A travers les études et documents de ce numéro et de ceux qui le suivront, il s'agit de prendre la mesure de cette complexité, de ramener sur le terrain de leur position concrète les questions débattues sur les théâtres d'ombres d'aujourd'hui, celle par exemple de savoir s'il faut se satisfaire ou s'indigner du récent abandon de la "dictature du prolétariat". Car s'il est assurément bouffon d'arguer, pour proscrire un concept dont on a si longtemps célébré le statut **scientifique**, du fait que "la dictature, ça fait penser au Chili", il

4 (1) Cette menace des **nouveaux barbares** fait, au lendemain de l'insurrection de 1831, le thème d'un article à sensation du **Journal des Débats**.

n'est guère plus sérieux d'expliquer par la "trahison des révisionnistes" un processus de déchéance qui ressortit à l'histoire concrète des pratiques et des idéaux de la lutte des classes.

En un premier sens, en effet, la question est toute formelle: la thèse de la dictature énonce cette simple évidence, à laquelle plus d'un anarchiste, au lendemain d'Octobre, souscrivit sans angoisse: la révolution ouvrière ne saurait se limiter par aucune loi dans la tâche de réprimer l'ennemi de classe (la difficulté bien sûr commençait au pas suivant, quand il s'agissait d'identifier le dit ennemi). L'adhésion à l'illégalisme de la dictature, qui prolonge celui de la lutte, n'est en ce sens que la conséquence de l'adhésion à la légitimité du pouvoir ouvrier. Et la question "faut-il maintenir la dictature comme moyen de défendre le pouvoir ouvrier?" se ramène à celle de savoir quel type de "pouvoir ouvrier" est désirable, en telle circonstance de la lutte des classes, pour la classe ouvrière, ou plus exactement pour la fraction hégémonique de cette classe, celle qui assure de façon dominante la représentation des intérêts et des idéaux ouvriers auprès des instances de la société civile et politique. Car la "trahison" des idéaux révolutionnaires ouvriers ne saurait s'identifier à la trahison des masses révolutionnaires par l'aristocratie ouvrière. On peut certes dire que la politique "communiste" d'aujourd'hui représente les intérêts d'une nouvelle bourgeoisie d'appareil, recrutée dans l'aristocratie ouvrière. Mais on n'aura par là que repoussé le problème. Car la formation d'une "bourgeoisie ouvrière" est elle-même fonction de l'intégration de la classe ouvrière à l'Etat industriel et d'autre part les formes d'organisation et les idéaux prolétariens – révolutionnaires aussi bien que réformistes – ont toujours jusqu'ici été définis par une fraction hégémonique de la classe ouvrière, massivement recrutée dans son aristocratie. Le parti supposé pur et dur de la ligne "classe contre classe" n'avait pas plus de bases que le parti révisionniste d'aujourd'hui parmi les esclaves de la chaîne. Et c'est au sein de l'aristocratie technique des métiers, opposée à la plèbe des manufactures, que s'est formée l'aristocratie culturelle des syndicalistes révolutionnaires.

C'est toujours au sein de l'aristocratie ouvrière que s'est constituée une fraction hégémonique, se posant comme le prolétariat et affirmant la capacité prolétarienne d'organiser un autre ordre social, à partir des compétences et des valeurs formées dans son travail et dans sa lutte.

Or, c'est bien évidemment la question de cette capacité qui est en jeu derrière le problème au premier abord formel de la dictature. Derrière le débat de théâtre, il y a la question: où en sommes-nous avec le vieux rêve de l'émancipation ouvrière, sur lequel se sont construites les théories et les politiques de la révolution: rêve de l'abolition du salariat comme but et de l'organisation de l'autonomie ouvrière comme moyen, rêve fondé sur l'idéal du libre producteur, capable de construire de ses mains et de son intelligence un monde nouveau? Quelles transformations au sein de cette visée fondamentale de l'avant-garde ouvrière ont pu rendre désirable ou indésirable la dictature du prolétariat? En fonction de quels rapports à la masse ouvrière, à l'organisation du travail et aux appareils étatiques? En fonction de quelles stratégies d'en haut et de quelles ripostes d'en-bas?

## LE TRIOMPHE DU SALARIAT

*“L’argent se mit à couler encore mieux que le sang”*

Charles Tillon, **La révolte vient de loin.**

*“Comment agir pour donner aux mouvements qui vont inévitablement se déclencher — malgré vous — ici ou là, ce caractère de force et de noblesse, cette beauté de la révolte des consciences, de la révolte des hommes se dressant enfin contre la sinistre faucheuse d’hommes, accoucheuse de misère et de deuil ?*

*Comment coordonner les mouvements, comment effacer ces mots avilissant notre syndicalisme de guerre : Salaire ! Salaire ! Salaire ! Payez ! j’abat-trai du charbon, payez ! je tournerai des obus, payez ! je ferai des canons, des fusils, payez ! je vous donnerai ma sueur, mon travail, mon sang, ma vie. Pour 10, 15 ou 20 frs je vous livrerai ma conscience, j’abdiquerai mes droits, mes devoirs, je trahirai ma classe.”*

Péricat, lettre du 2 février 1918.

Les débats des cheminots et des métallurgistes des années 20 se situent à un moment où se nouent toutes ces questions, où le vieil idéal de la révolution des producteurs, menacé de se perdre dans le réseau des liens nouveaux qui enserrant l’ouvrier dans l’ordre de la production capitaliste et de l’État bourgeois, vient rencontrer l’idéal neuf de la dictature du prolétariat. C’est que le double assaut de l’industrie de guerre et de l’industrie de la reconstruction est venu ébranler l’idéal de la révolution syndicale non seulement dans ses représentations (illusions pacifistes) mais dans son fondement même : cette liberté du producteur fondée en même temps sur la qualification de son travail et sur son pouvoir de **ne pas produire**, de ne connaître aucun « intérêt général » supérieur à celui du producteur. A cette liberté du producteur à la fois indispensable et irresponsable, l’industrie de guerre substitue la servitude du travail militarisé et déqualifié. La grande menace contre laquelle s’était insurgée avant la guerre l’aristocratie mécanicienne (*“L’intelligence est chassée des ateliers et des usines. Il ne doit y rester que des bras sans cerveaux et des automates de chair adaptés à des automates de fer et d’acier”*) (1), prend maintenant l’aspect d’une contrainte irréversible : le taylorisme s’installe dans l’atelier du métallurgiste en même temps que le travail des femmes. Celles-ci sont accusées désormais non plus de prendre la place des hommes mais d’enchaîner leur avenir : *“Nous avons assez lutté contre le travail aux pièces et*

(1) Merrheim, **La Vie ouvrière**. 5 mars 1913

contre le système Taylor pour ne pas l'introduire bénévolement avec la femme dans l'industrie" (1). Cependant, l'ouvrier mobilisé à l'arrière se trouve doublement incité à produire : par la menace permanente d'être renvoyé au front et par sa culpabilisation d'embusqué («*Nous devons fabriquer, faire tout notre devoir pour faire envoyer le plus possible de munitions à nos camarades qui sont sur le front*») (2). La compensation de ce sur-travail en (relativement) hauts salaires détermine un renversement de l'éthique du producteur : Réglez votre production sur le salaire qu'on vous donne, disait l'ancienne éthique, celle-là même qui se refusait à considérer les armes de guerre comme des produits industriels (3). Exigez des salaires correspondant à votre production sera le nouveau mot d'ordre. Dans l'usine militarisée, la bourgeoisie cherche à réaliser son vieux rêve : produire l'ouvrier surproducteur-consommateur, enchaîné aux deux bouts de la production capitaliste. Tentative qui ne va pas sans résistance : grèves de femmes, mouvement du printemps 1918, sabotage et coulage (notamment aux Établissements Militaires de Bourges, où, après douze jours d'embauche, deux inspecteurs de police dépassent le rendement des professionnels...) (4). Mais un thème vient maintenant hanter ceux-là mêmes qui devraient guetter toutes les marques de la résistance à la production militarisée, les chefs syndicalistes minoritaires qui se sont affirmés contre l'Union Sacrée : celui de la déchéance de l'ouvrier, dépossédé en même temps de sa maîtrise individuelle sur le travail et de son idéal collectif, déterminé **dans sa lutte même** par la stratégie de la machine de guerre, par la programmation qu'elle effectue de l'usage et des besoins de la force de travail : ouvrières qui font grève au moment où le Capital ne peut plus rien tirer de leur force de travail et a intérêt à la renouveler; corps ouvriers pliés à la surproduction qui se rebiffent pour indiquer l'augmentation nécessaire des frais de reproduction de la force de travail, tensions de révolte accordées aux tensions de la production. L'image obsessionnelle de l'élite syndicaliste à la fin de la guerre est celle de l'ouvrier réduit à un **ventre**. A cette déchéance correspond, il est vrai, une promotion nouvelle des **cerveaux** ouvriers : dans les organismes paritaires où le ministre socialiste de l'Armement, Albert Thomas, fait

(1) E. Cassin : Les femmes dans l'industrie, **L'Union des Métaux**, septembre 1916. Cf. Merrheim : «*Dans une usine que je connais et où travaillent 20 ouvriers (12 femmes et 8 Espagnols), on est arrivé au résultat suivant : les femmes faisaient d'abord 350 grenades par jour ; elles étaient payées 8 francs ; le patron donne une prime de 0 F 50 pour cent : le lendemain, elles en faisaient 700. Le patron alors diminue la journée, la met à 7 francs, mais augmente de 0 F 25 la prime ; le lendemain, elles faisaient 1200 grenades. Le patron diminue la journée de 0 F 50, mais donne 1 franc de prime, elles font alors 1 700 grenades. Le patron met la journée à 5,25 F et la prime à 0 F 50. Il en résulte une grève et on les met à la porte. D'autres les remplacent et se crèvent à la tâche*». Discours de Merrheim à l'Union des ouvriers mécaniciens de la Seine, 26 nov. 1916 (A.N. F7 13366).

(2) Propos rapportés dans **L'Union des Métaux**, août 1916.

(3) Rapport des ouvriers mécaniciens à l'exposition Universelle de 1867. Cf. Les Révoltes Logiques N° 1, p. 12.(4) «*Le 20 novembre 1916, deux inspecteurs de police auxiliaire, MM. Vic et Guilley, le premier greffier de justice de paix, le second représentant de commerce, ont été placés comme fraiseurs dans les "Petits Ateliers" dans le but de faciliter leur surveillance occulte sur les ouvriers.*

*Dès le 2 décembre suivant, la moyenne de leur rendement dépassait de 30 % celle des meilleurs ouvriers du cadre normal*».

Rapport du commissaire spécial Blanc à la Direction de la Sûreté générale, janvier 1917. A.N. F7 13376.

des états majors syndicaux les partenaires des patrons pour le plus grand bien de la défense nationale et de la paix sociale. C'est cette double chaîne de l'intégration ouvrière, cette double servitude des ventres et des cerveaux ouvriers, devenus indicateurs et partenaires sociaux, que dénonce en 1918 un des leaders de la minorité, Georges Dumoulin :

*“On veut enchaîner le syndicalisme au capitalisme ; que nous fassions partie de l'impérialisme économique. Notre impérialisme ouvrier atteindrait ainsi à la barbarie industrielle : une formidable production pour accroître la consommation. Des bras taylorisés et des ventres germanisés. Notre pensée, nos instincts de classe sont en péril. Je prends cette lointaine remarque du docteur Nicolai : pour que les Romains, peuple aristocrate, soient parvenus au savoir et à la supériorité morale, ils ont dû faire travailler pour eux d'autres peuples esclaves. Méfions-nous de l'esclavage moderne. Dans un monde comme le nôtre, l'impérialisme ouvrier se doublerait de l'impérialisme des individus : il se triplerait de l'impérialisme des consommateurs insatiables.*

*A l'aide de prétextes accidentels, la lutte de classe est battue en brèche. Dans les tranchées, on s'est rencontré avec des patrons, dans les usines on a “tourné” avec des riches, des notaires et des banquiers. Des syndicalistes fatigués ont pris usine à leur compte et des commandites ouvrières ont fleuri sur la ferraille. Le nombre des conditions moyennes, l'importance de la classe-tampon, la paysannerie et la petite industrie ont ouvert des horizons à l'entente des classes. N'acceptons pas cette déformation, cette déviation, Pour nous, la classe que nous combattons n'est pas représentée par le modeste patron boulanger qui pétrit au fond d'une cave avec ses deux commis, c'est le régime que nous combattons, l'organisation capitaliste produit d'une classe, un état social qui réduit le travail à l'esclavage pour le conduire à la barbarie en passant par des guerres. C'est à lui qu'il ne faut pas laisser enchaîner le syndicalisme. Ce régime de classe n'a rien modifié, rien changé, il s'appuie toujours sur les mêmes forces d'autorité et de domination. L'État, l'Église, le sabre, les prisons, forment toujours ses piliers d'erreurs et de contrainte. Écartons-nous de lui et ne nous laissons pas attacher par les maillons dorés de sa chaîne. Sa chaîne est prête : participation aux bénéfiques, pénétration dans les conseils patronaux, associations mixtes pour études industrielles, conférences, cours, écoles professionnelles, etc. Une fois enchaînés, les meilleurs des nôtres y abdiqueront leur pensée et notre idéal. Amis minoritaires, arrachons-nous à cette étreinte et laissons les autres s'embarquer dans le concubinage. Sur ce nouveau chemin de Damas, ils y rencontreront Samuel Gompers, Karl Legien et Ben Tillet (1) en compagnie des hommes d'affaires de la bourgeoisie internationale. Nous irons vers les travailleurs de tous les pays pour rebâtir l'Internationale ouvrière” (2).*

Texte prophétique de l'avenir « socialiste » où une seule chose n'est pas prévue : le proche ralliement de son auteur à cet ordre nouveau dont il deviendra – en attendant mieux – un des maîtres d'œuvre.

(1) Dirigeants syndicalistes américain, allemand et anglais.

(2) **Les syndicalistes français et la guerre**, juin 1918.

## UN SOCIALISME AUX COULEURS DE LA FRANCE

*“Si le nationalisme ouvrier triomphe dans ce pays, il est évident que les différentes mesures destinées à enchaîner la classe capitaliste trouveront leur application”.*

Dumoulin. **Ce qu’il faut dire.**

16 juin 1917

*“Lorsque nous ajoutons : les chemins de fer doivent être administrés à la fois par les producteurs et les consommateurs, est-ce que nous affirmons une thèse de collaboration de classe ou est-ce que nous affirmons une thèse d’intérêt général ?”*

Léon Jouhaux, C.C.N. de la CGT, Avril 1920

*“Il a d’une façon préalable établi que la CGT n’avait rien fait qui pût entraver le développement de notre industrie, non plus qu’infliger un sacrifice à la classe patronale, mais que dans les milieux syndicalistes on considérait l’établissement de la journée de 8 heures comme indispensable pour aiguillonner l’activité des dirigeants du monde industriel qui, s’ils n’y étaient pour pas contraints, ne se préoccuperaient pas assez vivement de moderniser l’outillage, condition préalable à la renaissance du pays”.*

Compte-rendu de l’intervention de **Laurent**, secrétaire-adjoint de la CGT, au Comité national d’études sociales et politiques. 7 avril 1919

La guerre finie, ses “conquêtes” se consolident : les pratiques de l’Union Sacrée vont se codifier dans la grande pensée de la participation ouvrière à la reconstruction nationale, telle que l’exprime le programme de la C.G.T. : maximum de production dans un minimum de temps avec un maximum de salaire (soit en clair la reconnaissance des bienfaits de l’intensification du travail) ; nationalisation des industries-clés ; participation des travailleurs à un Conseil Économique national et à l’œuvre nécessaire de planification ; constitution en attendant d’un Conseil économique du Travail où la classe ouvrière fera son éducation au côté d’économistes, d’ingénieurs et de techniciens, plus instruits qu’elle, **donc** plus libérés de l’idéologie bourgeoise (1) ; soumission en bref des intérêts “égoïstes” et “corporatifs” à l’intérêt collectif. Toute la pensée du mouvement ouvrier moderne et “responsable” se forme là : de la “révolution scientifique et technique” à la “collectivisation des grands moyens de production” et à la “planification démocratique”. Ne nous y trompons pas au demeurant : c’est encore une visée révolutionnaire qu’affirment les majoritaires de la C.G.T. en incitant les ouvriers à produire et en allant s’asseoir aux côtés des représentants de l’État et du patronat. Il s’agit par là de créer les deux conditions de la révolution : l’abondance économique et l’éducation d’une classe ouvrière qui n’aura plus, le moment venu, qu’à substituer aux organismes bourgeois les institutions ouvrières symétriques, forgées dans cette “collaboration” qui est la voie nouvelle de la lutte des classes. C’est ainsi qu’au sortir de la guerre, des anarcho-syndicalistes saisis par l’appareil d’État forment la base du “communisme” d’aujourd’hui :

(1) “Nous reconnaissons tout de même que l’éducation qu’ont reçue les techniciens est une éducation plus générale, et par conséquent moins bourgeoise dans le sens même du mot que celle que nous recevons à l’école primaire”. Jouhaux, C.C.N. de la CGT, avril 1920.

le mouvement ouvrier intégré à l'État industriel, et dessinent la matrice de tous les "programmes communs" de l'avenir : communs, cela s'entend, au prolétariat et à la bourgeoisie. C'est bien ainsi que l'apprécie le ministre du commerce, Clémentel, en une adresse aux industriels dont la vigueur s'accompagne d'une délicatesse de bon aloi à l'égard des rêves têtus de l'émancipation ouvrière : car dans l'ordre nouveau, il faudra bien laisser à la lutte des classes, théoriquement déniée, sa part de jeu : dans le réajustement des intérêts réciproques et dans l'imaginaire de la révolution :

*« A la notion stérile, d'ailleurs made in Germany, de la lutte des classes, nous devons substituer la notion de la collaboration des classes dans l'intérêt commun.*

*Les patrons sont prêts, j'en suis certain, à pratiquer cette collaboration qui est d'ailleurs une tradition française.*

*Du côté ouvrier, vous trouverez aussi, je puis vous en donner l'assurance, des dispositions nouvelles...*

*Ils n'abandonnent pas, vous ne leur demanderez pas d'abandonner leurs conceptions théoriques, leurs rêves d'un nouvel avenir social. Vous vous placerez avec eux sur le ferme terrain des réalités et vous enregistrerez comme nous ce fait qu'ils ont cessé d'être des adversaires du machinisme et du temporisme.*

*Vous constaterez avec nous que leurs chefs se déclarent soucieux avant tout d'augmenter la production.*

*La réorganisation économique, déclarent-ils, doit avoir pour base le développement ininterrompu de l'outillage national, et pour but de stimuler les initiatives privées en enlevant toute excuse et toute tranquillité à la routine stérile et meurtrière.*

*Aux formules restrictives, ils ont substitué une formule nouvelle, la formule du travail fécond, à la fois intensif et rémunérateur de maximum de production dans le minimum de temps pour le maximum possible de salaire et avec le minimum possible de fatigue.*

*Quel industriel, à l'esprit ouvert aux nécessités de demain pour notre pays, ne souscrirait pas à ce programme ?*

(Discours de M. Clémentel, ministre du Commerce, à la séance d'installation de M. Ribes-Christophe à la présidence de la Chambre de Commerce de Paris. **Information ouvrière**, 8 décembre 1918).

## LA RÉVOLUTION PAR LA COLLABORATION DE CLASSE

*"... ceux qui, pendant la guerre, ont découvert que la collaboration de classes était une chose utile pour des fins révolutionnaires».*

Sirolle. Congrès de la CGT à Lyon, septembre 1919.

*"Il faut refuser la production et faire la révolution».*

Griffuelhes **La Vie ouvrière**.

13 février 1919.

*"... La dictature du prolétariat dont on parle tant est dominée par la dictature des intérêts économiques généraux du pays dont il faut satisfaire les besoins en utilisant les compétences ou les organismes capables de concourir et aboutir à ce résultat : produire, car sans production c'est la misère et, par la misère, la décadence d'un pays".*

Merrheim, **La Révolution économique**

Comment la force révolutionnaire née du refus de cette “lutte des classes” d’un genre nouveau a pu produire un parti destiné, au terme de son parcours, à venir occuper la même place, c’est une histoire dont on ne retracera pas ici les étapes. On jalonnait seulement les premiers sentiers de cette convergence, tels que les tracent les syndicalistes minoritaires ; ceux d’abord qui se rallient à la fin de la guerre à l’ordre nationaliste-productiviste qu’ils avaient dénoncé durant tout le conflit. Ce ralliement des Merrheim et des Dumoulin n’est aucunement un retournement théorique : il procède avec une logique implacable de ce principe qu’ils ont affirmé contre l’Union Sacrée et sur lequel au fond leurs adversaires demeurés minoritaires sont entièrement d’accord : **la révolution, idéal de l’élite ouvrière, ne saurait être mise sous la dépendance des appétits des masses tels que les a déterminés la domination bourgeoise**. Et si la guerre a corrompu les ouvriers embusqués, achetés par de hauts salaires pour contribuer à la barbarie, il faut en conclure que ceux-ci ne sont pas dignes de faire la révolution. Or ce sont précisément les mobilisés de l’arrière, métallurgistes et cheminots, qui mènent entre 1918 et 1920 le mouvement corporatif.

Cette opposition des intérêts des **ventres** et de la révolution de l’idéal, les minoritaires qui prennent la tête des mouvements et en particulier de la grève des cheminots, l’accusent en chaque circonstance, mais ils veulent, par l’exemple de la révolution russe, faire croître le germe d’**idéalisme** que contiennent néanmoins ces mouvements ; quitte à ruser avec “l’égotisme”, tel Sirolle, renchérissant sur les revendications de salaires, afin d’amener les masses “avachies” à un meeting où il pourra leur faire honte de leur égotisme et leur parler de la révolution. Folie de cette tactique, selon Merrheim, pour ceux qui auront demain à conduire la Révolution :

*“Comment, j’ai entendu au moment des grèves parisiennes, dans une réunion où j’ai essayé de dire la vérité à la masse que l’on avait dressée contre moi, j’ai entendu dire : “Quoi, huit heures de travail effectif, vous avez signé ça ! Nous ne voulons pas travailler plus de quatre heures par jour !” Je dis qu’un état d’esprit comme celui là nous condamne à l’impuissance dans notre action révolutionnaire de demain, vous m’entendez bien, et je ne veux pas me trouver impuissant demain, en face des masses ouvrières ne voulant travailler que quatre heures par jour” (1).*

Il y a là plus que la prudence du futur dirigeant de la révolution, le sentiment de la fin d’un rêve : *“Aujourd’hui, oui, tout le monde veut de l’argent ; l’idéal, l’affranchissement, ne le niez pas, on ne le comprend plus, on n’en veut plus” (2)*. Aussi bien si l’on veut *“sauver pour la révolution la classe ouvrière française de l’immoralité dans laquelle nous sombrerons et dans laquelle le socialisme et notre idéal sombrent à l’heure actuelle” (3)*, il faut lui rendre sa dignité en la rappelant à sa **responsabilité** envers la **collectivité**, à son devoir qui est de produire et d’apprendre à gérer pour demain :

---

(1) Merrheim, Congrès de Lyon, p. 185.

(2) Ibid., p. 187.

(3) Ibid., p. 183.

*“Le courage, c’est de dire, de répéter à la masse que tout individu est en même temps que producteur un consommateur et que le continuuel développement de la production est nécessaire, indispensable [...].*  
*Le courage, c’est de clamer hautement qu’une révolution purement politique, qui hante le cerveau des masses, ne saurait résoudre le problème social dont la guerre a précipité et imposé la solution.*  
*Le courage, c’est d’inlassablement leur dire que la révolution qui est à faire, qu’il faut faire, c’est la révolution économique et que celle-là ne se fait pas dans la rue, par la foule délirante et déchaînée, détruisant pour le seul désir ou plaisir de gaspiller et de détruire.*  
*Qu’en réalité, une révolution économique puise sa sève dans le travail et se fortifie, se développe et s’achève par la production intensifiée aussi bien dans les champs que dans les ateliers et usines par une meilleure utilisation des procédés scientifiques et des moyens de production” (1).*

Dans ce retournement se parachèvent les effets de la machine de guerre. Celle-ci n’a pas seulement discipliné les corps à l’ordre de la surproduction, elle a aussi produit, dans la pensée de l’avant-garde ouvrière, cette prodigieuse machine d’interprétation qui permet de voir dans les efforts des ouvriers pour briser la chaîne de la surproduction et de la collaboration de classes, la manifestation même de leur enchaînement. Grâce à quoi ceux qui ont les premiers dénoncé la chaîne vont contribuer à la resserrer, en proposant comme antidotes à la surproduction et à la collaboration **égoïstes** de l’industrie destructrice la surproduction et la collaboration de classes au service de **“l’intérêt collectif”** et de l’industrie de la reconstruction.

A cette paradoxale consolidation du nationalisme ouvrier, les syndicalistes restés fidèles à la minorité opposent la Révolution des Soviets. Mais ici, Merrheim n’aura pas de mal à retourner le jeu : c’est lui qui, en opposant l’école de la fabrique à l’anarchie des ventres, est fidèle à l’esprit de la révolution léniniste. Car la nouveauté de celle-ci n’est pas dans son modèle insurrectionnel (révolution politique) mais dans son organisation de la production (révolution économique) : organisation de soviets dont les bases ne sont *“qu’une association de défense des intérêts politiques du pays, c’est-à-dire des intérêts généraux de la collectivité”* (2), de sections économiques *“travaillant en parallèle avec les syndicats professionnels et les institutions patronales”* (3), d’un Conseil Supérieur de l’Économie où Merrheim reconnaît le projet cégétiste d’un Conseil national économique, collaboration avec les techniciens, *“élévation du degré de discipline des travailleurs, du savoir-faire, de la vitesse, de l’intensivité du travail, de sa meilleure organisation”* (4). Le mérite des bolcheviks est d’avoir su redresser une situation où *“les ouvriers chassaient des ateliers et des usines ce qui constituait la partie dirigeante*

---

(1) Merrheim. La révolution économique, Paris, 1919, pp. 5-6.

(2) Ibid., p. 20.

(3) Ibid., p. 20.

(4) Lénine, **Problèmes économiques du pouvoir des soviets** ; cité par Merrheim, p. 23

technique, c'est-à-dire les ingénieurs et les directeurs et se trouvaient dans l'impossibilité de faire fonctionner ces usines parce qu'ils n'avaient pas les capacités techniques voulues" (1). Tout de même, ils ont su imposer la discipline de la production à des ouvriers qui s'imaginaient que "prendre un magasin, le dévaliser, c'était là la solution de la question sociale" (2). Les thèses du Lénine de 1918 – nécessité du repli stratégique, part faite aux capitalistes, appel aux techniciens, dictature de la production et bienfaits du taylorisme – autorisent le théoricien de la CGT à présenter son programme comme une inversion des étapes de la révolution soviétique : plutôt que de revenir en arrière, le pouvoir pris, pour créer l'essor de la production nécessaire au socialisme, autant assurer maintenant dans la collaboration-confrontation avec la bourgeoisie, le développement de la production et l'apprentissage de la gestion qui permettront de construire le socialisme. A Paris comme à Moscou, il s'agit, pour sauver le socialisme, d'apprendre à gérer le capitalisme. Peut-être parce qu'ici comme là la contre-révolution prend un visage nouveau : celui des forces de l'anti-production, masses "arriérées" et affamées, avides de consommer mais avares de leur force de travail au service de la collectivité : égoïsme ouvrier ici, barbarie paysanne là-bas qui menacent d'étrangler, comme dans la Hongrie de Bela Kun, la révolution de l'élite prolétarienne. L'image ancienne du capitalisme anarchique, gaspilleur et destructeur, voici qu'elle s'inverse : comme si les masses, ayant intériorisé toute la négativité du capitalisme, devaient être rachetées par ses vertus positives. Par-delà la justification stratégique des étapes, des préparations ou des replis, c'est une conversion complète de l'ancien idéal qui s'opère. L'ancienne idéologie du travail en face du capital, de l'autonomie des producteurs, celle qui avait autorisé le discours de Marx — y compris dans sa distance critique — se trouve ruinée au moment même où s'ouvre l'ère des révolutions du xx<sup>e</sup> siècle. C'est en fait une cassure définitive qui s'opère au moment où les chefs révolutionnaires de Moscou comme les syndicalistes "traîtres" de Paris définissent la même étape **transitoire** : *la révolution par la collaboration des classes*, et la même morale **provisoire**, celle qui identifie la vertu prolétarienne du travailleur à sa responsabilité à l'égard du développement des forces productives de son capitalisme : capitalisme ou barbarie.

## LA DICTATURE POUR QUOI FAIRE ?

*"Le socialisme d'État est la machine la plus oppressive pour le peuple qui la subit".*

Manifeste du "Parti Communiste"  
L'Internationale, 7 juin 1919

*"Nous sommes en présence, non pas d'une révolution morale, mais d'une révolution des besoins et des instincts, ce qui est beaucoup plus grave et plus difficile à résoudre».*

Monmousseau, *La Vie ouvrière*, 31 mars 1922.

*"Le bolchévisme nous semble être autant qu'on peut en juger, un socialisme d'État..."*

F. Mayoux, L'Internationale,  
14 juin 1919

(1) Merrheim, *La Révolution économique*, p. 15.

(2) Ibid., p. 17.

Maillons dorés de l'impérialisme ouvrier ; maillons de fer de la misère soviétique ; corruption de l'abondance et corruption du dénuement. Pour briser cette double chaîne les minoritaires révolutionnaires n'ont pas de stratégie, tout au plus une tactique d'instinct : utiliser la solidarité avec la Révolution russe assiégée pour transformer les luttes corporatives en luttes révolutionnaires. Le mouvement des cheminots en est la principale illustration. Mouvement **hors-la-voie** en ce sens aussi qu'il est sans issue, coincé dans le même dilemme concernant les conditions objectives et subjectives de la révolution. Car s'ils ont d'abord reconnu dans la Russie des Soviets le vieux rêve syndical de la démocratie des producteurs, opposée aux mensonges de la démocratie politique, les minoritaires sont vite confrontés à l'**atypisme** de la révolution russe. Celle-ci contredit l'image classique de la révolution, fondée sur l'essor concomitant de la production et de la conscience révolutionnaire. "*Révolution contre Le Capital*", disait Gramsci ; les syndicalistes révolutionnaires français qui n'ont point tant de lettres, le disent autrement : "*Il est évident que la dictature exercée par le Parti implique la centralisation des pouvoirs, ainsi que celle des ressources du pays en vue d'une équitable répartition, car nous sommes bien forcés de reconnaître qu'en dépit de l'affirmation de Karl Marx, la révolution prolétarienne sera surtout l'œuvre de la misère*" (1).

La "dictature du prolétariat" est acceptée comme réponse à cette situation inédite. C'est en somme l'erreur de Marx qui justifie la thèse léniniste. Le puriste pourrait sans doute répondre que c'est là un résumé bien rapide et qu'au demeurant la thèse de la dictature est énoncée par Marx. Mais il est aisé de voir que cette thèse repose chez lui sur une double foi maintenant en question : dans les effets révolutionnaires de la contradiction forces productives/rapports de production, et dans la capacité des masses, éduquées dans les conflits nés de cette contradiction, à produire un monde nouveau – point où sa vision dialectique venait rejoindre la vision morale du syndicalisme révolutionnaire – La Russie "arriérée" et affamée impose maintenant cette image nouvelle que renforce ici le sentiment de la déchéance de l'idéal ouvrier : la révolution est désormais portée non par la capacité des masses ouvrières à gérer la société, mais par leur simple incapacité à subsister. Que la Révolution soit œuvre de la faim – et non de l'idéal –, cela veut dire que les masses y entrent en scène **d'abord** sous l'aspect des ventres à nourrir. Situation qui fonde la nécessité de la dictature et qui fait de celle-ci une affaire de **parti**. Car les syndicalistes minoritaires qui, dans leur majorité, vont se rallier à la dictature du prolétariat et à l'Internationale Syndicale Rouge ne sont aucunement dupes de l'idée rassurante selon laquelle la dictature du prolétariat serait la "dictature de la majorité", qu'elle ne saurait être une dictature "sur le prolétariat". Tout autant que les bolcheviks d'une part ou les réformistes de l'autre, ils sont persuadés que les tenants de l'idéal révolutionnaire doivent commander aux ventres égoïstes ; et surtout la Révolution russe démontre l'impuissance du syndicalisme à répondre aux tâches

---

(1) Cotinsouzas, **La Vie ouvrière**, 4 mars 1921 (il s'agit d'une intervention dans une tribune de discussion sur la question de savoir si les syndicalistes révolutionnaires doivent entrer au nouveau Parti Communiste).

de la Révolution des besoins. C'est ainsi qu'en 1922, le dirigeant cheminot Monmousseau, qui veut conduire à l'Internationale Syndicale Rouge la jeune C.G.T.U., renvoie "l'erreur" de Marx dans le camp de ses nouveaux adversaires : les syndicalistes purs, soit le dernier carré de ceux qui se refusent à lier l'émancipation ouvrière à l'action d'un pouvoir :

*"C'est le retour très net de notre syndicalisme à cette conception qui, supposant une révolution enfantée en plein essor économique et en plein épanouissement de la conscience révolutionnaire dans les masses ouvrières, lui fait franchir d'un coup toutes les étapes abolissant l'Etat et le gouvernement, quelle que soit leur forme, même prolétariens et même provisoires" (1).*

Toujours le même dilemme, à la fois absurde et indépassable : pour que la révolution marche comme on la rêvait, il faudrait **en même temps** l'abondance de la production et la révolutionnarisation des masses. Et c'est toujours le même sentiment de **déchéance** qui commande l'analyse : la capacité – matérielle et morale – du producteur soutenait l'idéal qui voulait le moins d'État possible, la science nouvelle du bon gouvernement prolétarien vient se fonder sur la double incapacité reconnue des masses et du syndicat. Car celui-ci se trouve mis en présence de sa contradiction. Il a beau se prévaloir de n'être pas un pouvoir, de n'être que l'organisation **naturelle** des travailleurs, sa réalité et sa pratique démentent ces prémisses. Il est dans sa réalité un "groupement d'affinités", regroupant l'élite des révoltés ouvriers, bien plus que l'expression organisée du prolétariat ; et, dans la pratique des luttes, il ne se fait pas faute, Monmousseau le rappelle longuement aux anarchistes du "syndicalisme pur", d'exercer sa dictature à l'égard des masses, forçant le consentement des hésitants, taisant les voix discordantes et les faits gênants : rôle effectif d'avant-garde qu'il n'accomplit qu'en contredisant son concept. Mais s'il était conforme à ce concept, il ne serait qu'un groupement d'intérêts sans pouvoir de transformation révolutionnaire de la société. Le syndicat rencontre ici la contradiction entre sa légitimité **ouvrière** et sa légitimité **révolutionnaire**. Si les syndicalistes révolutionnaires qui se tournent vers Moscou peuvent rester indifférents au sort du « parti syndical » en Russie et ne pas entendre son chef Chliapnikov féliciter ironiquement les bolcheviks de gouverner "au nom d'une classe qui n'existe plus", c'est qu'ils sont pris dans cette même contradiction de leur concept et de leur réalité, révolutionnaires seulement en tant que groupement d'affinités sans pouvoir de conduire une révolution dès lors qu'elle n'est plus celle de l'idéal mais des besoins.

Le même Monmousseau qui, en 1919, affirmait que "*la dictature du prolétariat ne saurait se cristalliser dans les statuts d'un Parti, quel qu'il soit, sans que, par cela même, elle constitue un danger*" (2), prend, dans une série d'articles consacrés en 1922 à la dictature du prolétariat, la mesure de cette transformation :

*"La Révolution telle qu'elle nous apparaît n'est plus cette bonne fille offrant ses attraits à l'ouvrier et au bourgeois, subitement réconciliés, après 48 heures de bourrasques et une passe d'éloquence sur la Place de la Nation.*

---

(1) Monmousseau. **La Vie ouvrière**, 31 mars 1922.

(2) **La Vie Ouvrière**, 31 août 1919.

*Elle a une figure plus revêche ; elle n'est pas fille de l'idée pure, elle est fille de la faim, et cela change l'aspect des choses.*

*Il suffit de se pencher un peu sur elle pour entendre gronder les instincts populaires, du fond des mines, dans les chantiers, dans les gares, dans les usines, pour voir la foule poussée à la révolte par la faim et l'impatience, renversant d'un effort suprême les artisans de sa famine qui lui sont désignés depuis longtemps par l'élite qui parle en son nom.*

*Il suffit d'étendre jusqu'aux grands faits sociaux l'expérience que nous pouvons avoir des petits faits journaliers, il suffit pour se rendre compte de l'auto-conscience populaire de se représenter la foule livrée à elle-même, se ruant vers la destruction, capable de tout le bien et de tout le mal.*

*Car la foule est capable, pour faire échec à la guerre, de se faire piétiner par les flics de Lépine, le 30 juillet 1914, et de se ruer en vague d'assaut, dès le lendemain, vers les tranchées démocratiques, après avoir mis les "Maggi" au pillage.*

*Et c'est elle cependant qui fait les révolutions, à moins que les révolutions ne soient des coups d'État.*

*Pour qu'on spéculé sur son degré de conscience, sur la continuité de ses initiatives et de ses efforts intelligents, pour bâtir avec elle et dès aujourd'hui une révolution sans principe directeur et sans pouvoir même provisoire, la juge-t-on tellement changée depuis huit ans et depuis l'armistice, cette foule, capable d'édifier spontanément les barricades de la Commune et trois mois plus tard de crucifier Varlin ?" (1).*

Que la révolution soit l'œuvre de la foule n'entraîne visiblement aucun excès d'enthousiasme chez le futur prolétaire archétypal du communisme français. Son ralliement à la dictature du prolétariat repose sur la même image obsessionnelle qui soutient le ralliement de Merrheim au réformisme : l'image de la foule destructrice prête à crucifier la révolution. A la débandade patriotique de 1914 ce n'est plus la trahison des chefs qui est associée, mais cela même dont les chefs font argument : la trahison des masses, ramenée ici à sa scène primitive : la mise à mort du père de la révolution syndicaliste, Eugène Varlin. "Regardez la Commune de Paris, disait Engels, c'était la dictature du prolétariat". Regardez la Commune, dit-on maintenant, **il lui a manqué la dictature du prolétariat** pour se défendre contre la bourgeoisie, mais aussi, en dernière instance, contre les masses.

La mort de Varlin est ici rappelée pour justifier l'enterrement de l'idéal ouvrier dont il avait donné la première formulation en 1870 : "A moins de vouloir tout ramener à un État centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs d'usines, de manufactures, de comptoirs de répartition, lesquels directeurs nom-meraient à leur tour les sous-directeurs, contremaîtres, chefs d'atelier, etc., et arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient sans liberté ni initiative ; à moins de cela nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs, eux-mêmes, doivent avoir la libre disposition, la possession

de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités" (1). Rêve écroulé, pas simplement parce que le système économique-social nouveau serait "trop complexe" pour cet idéal de l'échange égal (cette "complexité" est elle-même l'exercice d'une stratégie de dépossession), mais parce que les tenants de l'héritage ne croient plus en la capacité de ces mêmes masses qu'ils invoquent à faire un monde nouveau. Le temps est venu des défilés au Mur des Fédérés, grande parade de l'appareil révolutionnaire. On a coutume de dire que le syndicalisme révolutionnaire a transmis au communisme français son ouvriérisme. Mais les Monmousseau, Péricat et autres ralliés ne lui auraient-ils pas tout autant transmis le pessimisme des élites ouvrières à l'égard des capacités d'émancipation des masses ouvrières ? Ou plutôt ils lui transmettent la même division dont il est mort entre légitimité **ouvrière** et légitimité **révolutionnaire** ; défense de la révolution qui a maintenant son siège ailleurs, à Moscou ; défense des

Facciamo la rivoluzione russa

Al processo di rinnovamento in atto nell'Unione Sovietica, noi della Pirelli diamo molto. Uomini prima di tutto: tecnici, specialisti. E impianti e macchinari per costruire pneumatici.

Pirelli  
Un patrimonio di energia e intelligenza, uomini, tecnologie, impianti.  
Per risultati come il nuovo pneumatico P3. Durata, sicurezza, confort. 3 pneumatici in uno.

**PIRELLI P3**

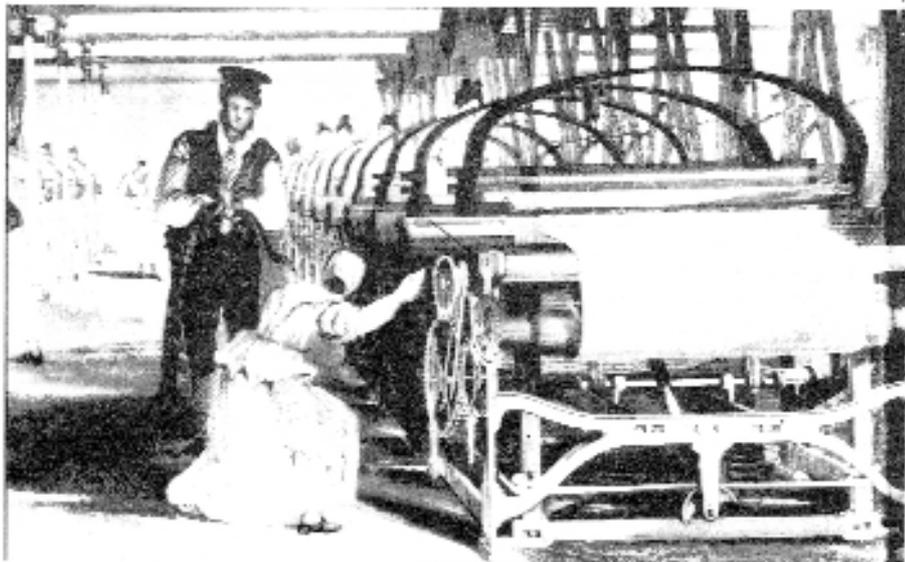


(1) Les sociétés ouvrières. *La Marseillaise*. 11 mars 1870.

intérêts ouvriers et de la production nationale ; dogmatisme de la révolution et populisme de la classe. On pourra toujours reprocher à la nouvelle force communiste ses virages imprévisibles, accuser tantôt son obédience aux ordres moscovites, tantôt sa conversion aux valeurs du patriotisme. Mais la possibilité même de ces virages est sans doute inscrite dans sa formation même, dans ce dédoublement de légitimité qui est à son origine. On peut de même s'amuser à chercher à quel moment le P.C. s'est mis à trahir la révolution prolétarienne. Mais il reste à se demander de quelle révolution prolétarienne il s'agit. Or notre communisme est né comme syndic de faillite d'une certaine révolution, de **l'idéologie ouvrière autonome de la révolution**. Il est né sans pouvoir proposer une alternative nouvelle de la révolution ouvrière à l'ordre nouveau de l'industrie taylorisée et du mouvement ouvrier intégré à l'ordre étatique. La "dictature du prolétariat" n'est alors que le substitut de l'idée de l'émancipation autonome des travailleurs. Dictature de la production, dictature de l'État, telles sont les réalités qui viennent maintenant s'imposer par des voies différentes à la fraction hégémonique de la classe ouvrière. Toute la dissidence révolutionnaire se trouve investie dans l'internationalisme. Mais celui-ci aussi a changé de statut : non plus idéal ancien de "l'homme libre sur la terre libre", mais défense de la patrie du socialisme. Au terme de l'aventure internationaliste, quand la "patrie du socialisme" aura précisé son visage de capitalisme d'État participant à l'équilibre du partage impérialiste mondial, il faudra bien constater que le refus par la minorité révolutionnaire de l'ordre du "nationalisme ouvrier" produit par la guerre impérialiste n'a forgé aucun idéal hégémonique nouveau de la révolution ouvrière. À la défunte "révolution des producteurs", rien n'est substitué à long terme qui diffère du programme des majoritaires de 1919 : passage du règne ancien de l'intérêt privé à la démocratie industrielle nouvelle, fondée sur l'association de la fraction hégémonique ouvrière à la gestion du capital national. Idéal nouveau qui met à la place de l'abolition du salariat la promotion de l'élite des salariés, au service des intérêts de la collectivité salariée.

Et peut-être faut-il se louer de ce que la suppression d'un masque nous renvoie aujourd'hui à la nudité de la question posée il y a plus de cinquante ans par le syndicalisme révolutionnaire en décomposition : quelles forces nouvelles opposer à l'ordre productiviste-étatiste-nationaliste de la barbarie industrielle nouvelle ?

# LES COUVENTS SOYEUX



**CHERCHEZ D'ABORD LE ROYAUME DE DIEU ET SA JUSTICE.  
LE RESTE VOUS SERA ACCORDÉ PAR SURCROÎT.**

Maxime dominant la porte d'entrée de l'internat de Jujurieux

*L'histoire reste muette.*

*Aux glorieux canuts, pour leurs révoltes si obstinées, la palme de l'histoire ouvrière française pourrait être décernée. Lyon: 1830-1831-1834-1848-1849 : 20 ans d'histoire révolutionnaire. Mais qui connaît l'histoire de l'oppression et des révoltes des tisseuses en soie, leurs anonymes remplaçantes ?*

Productrices, elles aussi, des luxueux atours des “*grands de la terre*”, elles sont soumises au travail capitaliste en des internats industriels forteresses – mais aussi utopies – contre le désordre social. Utopies, car la révolte n’épargnera pas ces bastions du travail, de la morale et de la religion. C’est au moins 300 grèves de femmes que l’on comptera entre 1890 et 1914 dans l’industrie de la soie: tissages, filatures et moulinages, plusieurs d’entre elles dans des internats.

*“Ils ont senti que c’était par la femme qu’il fallait commencer, que c’était par elle qu’il fallait combattre le socialisme et ses exécrables doctrines, et qu’à côté d’une femme profondément chrétienne, le mari ne serait pas longtemps un socialiste redoutable”* (1).

La prise de parole des uns provoque le mutisme des autres. Face aux révoltes ouvrières, les patrons lyonnais, dès 1831, cherchent des solutions. Les salaires sont devenus trop élevés à Lyon. A ce problème économique et politique s’offrent des solutions techniques. Les métiers sont simplifiés et peuvent être manipulés par des femmes puis par des enfants; on y emploiera donc des petites et des jeunes filles en majorité. Cette rupture de la tradition fait partie de l’évolution et de la dégénérescence de la corporation. Ceux qu’on appelle les “patrons” sont à l’origine les fabricants, marchands qui faisaient travailler des maîtres-ouvriers propriétaires d’un nombre de métiers réglementé. Le maître travaillait à un métier et louait les autres à des compagnons. Il y avait peu de compagnonnes. Les règlements de la corporation ont été peu à peu transgressés, permettant la concentration des moyens de production dans un nombre de plus en plus restreint de mains. C’est ainsi que les canuts déposés de leurs métiers sont remplacés par des tisseuses, ouvrières de moins en moins qualifiées au fur et à mesure des perfectionnements techniques, surtout avec la mécanisation. A la baisse des salaires due à la déqualification s’ajoutera celle due à l’âge et au sexe. Le remplacement des hommes par les femmes n’est pas la seule solution employée. Les Lyonnaises n’ont pas été absentes dans les insurrections, et le climat social de la ville est agité. C’est pourquoi la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle voit le départ du tissage vers la campagne environnante; avec la mécanisation il s’oriente vers le Sud-Est, et se concentre dans l’Isère dont Voiron devient le centre le plus important. Le Sud-Est offre au tissage de nombreuses forces hydrauliques et une main-d’œuvre féminine abondante. Lyon reste le centre financier de l’industrie de la soie, mais en 1890, 90 % des tissus sont produits au-dehors. A une époque où la concentration manufacturière puis industrielle conquiert les villes, le tissage de la soie se réfugie jusque dans les hameaux les plus isolés.

---

(1) Aumônier de l’internat de Montboucher près de Montélimar. In Reybaud ; *“Etudes sur le régime des manufactures – les ouvriers en soie”* (Pièces justificatives). 1859.

*“Les filatures de soie devinrent de véritables bagnes féminins”* (1)

Dans les filatures, au contraire, la main d’œuvre a toujours été traditionnellement féminine et rurale. Le seul changement qui intervienne est le passage, comme dans le tissage, du travail à domicile au travail en usine. L’Occitanie, avec les départements de l’Ardèche, du Gard et de l’Hérault, connaît cette production depuis des siècles.

Sans expérience collective du travail ni de la révolte, les jeunes paysannes du Sud-Est subiront en sus des exploitations “normales” la torture d’être enfermées toute leur jeunesse (12-21 ans) dans des “couvents soyeux” où le patronat et l’Eglise, avec l’assentiment de la famille, leur imposeront les dures “vertus” du travail et de la morale, dont la plus “haute” est la soumission. L’aumônier de Montboucher définit clairement le but du système : *“Il faut moraliser la classe ouvrière”, “Au reste, tout industriel doit tendre à réaliser le plus de bénéfices possibles. Comment se fait-il que ceux qui tiendraient un pareil langage n’adoptent pas un système qui, d’après eux, en assure d’aussi brillants ?”*. Le plus souvent, les ouvrières ne reçoivent pas de salaire : *“Comme première rétribution du travail qu’on demande d’elles, les ouvrières seront nourries, chauffées, éclairées et blanchies à la fabrique; on leur fournit de plus un lit”, “Les ouvrières selon leur capacité, leur travail, et surtout le travail exécuté dans de bonnes conditions, seront rangées dans trois classes. Ce classement se renouvellera tous les trois mois”* (2). Seules les deux premières classes reçoivent des primes. Les ouvrières ne touchent que la moitié de ces primes, l’autre est versée dans la caisse de secours.

*“... une adaptation et un affinement des appareils qui prennent en charge et mettent sous surveillance leur conduite quotidienne, leur identité, leur activité, leurs gestes apparemment sans importance...”* (3)

Le premier internat, celui de **Jujurieux** dans l’Ain, créé en 1835, constitue le type le plus élaboré de ce genre d’établissements. Premier et modèle, l’enfermement qu’il réalise ne sera jamais égalé. L’internat industriel, de par sa direction patronale, se différencie totalement de l’ouvrier. Les sœurs ne sont ici que les employées du patron et reproduisent à l’intérieur de l’usine, en dehors des heures de travail, une hiérarchie similaire à celle de l’encadrement des ouvrières pendant le travail. L’internat de Jujurieux est dès sa fondation un établissement à moteurs mécaniques, comme les grands internats qui seront créés par la suite. Les ouvrières y font toutes les opérations du travail de la soie, de la filature au tissage. *“Ces jeunes filles viennent pour un sixième environ de l’hôpital des enfants trouvés de Lyon; les autres ont été admises dans l’usine sur la recommandation d’ecclésiastiques ou de personnes qui connaissaient l’établissement et quelque-fois même y ont été employées”* (4).

(1) Congrès des fileuses en soie, 1908.

(2) Règlement de l’internat de La Séauve (Haute-Loire), in Reybaud.

(3) Foucault : “Surveiller et punir”, p.80.

(4) Turgan : Les grandes usines.

C'est le plus gros établissement mécanisé, et il le restera jusqu'en 1914, employant 1 800 jeunes filles dont 1 500 internes et un grand nombre de tisseurs à domicile en 1896. Reybaud évalue à 40 000 le nombre total des jeunes filles soumises à un tel régime dans tout le Sud-Est. En 1906, on en compte 100 000 environ. A Tarare, *“l'apprentissage est de 3 années consécutives, non compris un mois d'essai obligé”* (1). Le contrat est renouvelé pour une durée de trois ans en général. L'apprentie doit être encore plus soumise qu'une autre : *“Toute apprentie qui quitterait l'établissement avant la fin de son temps, ou qui aurait mérité son renvoi pour cause de mauvaise conduite, coalition, rébellion, paresse ou infraction grave au règlement, perdra ses droits au gage de l'année courante; en outre, dans ce cas, le père ou le tuteur de l'élève s'engage à payer au directeur de l'établissement la somme de 100 F pour le dédommager de la non exécution du présent engagement; la moitié de cette somme sera versée au bureau de Bienfaisance de la paroisse de l'élève”* (2). De quoi inciter les jeunes filles à la sagesse ! Les parents, paysans le plus souvent croyants et apolitiques, sont heureux de se débarrasser d'une fille et d'en toucher les gages. Ils peuvent ainsi lui constituer une dot et lui trouver un bon parti terrien. En effet, à leur sortie de l'internat, les jeunes filles sont mariées, après avoir été pendant de longues années maintenues dans la soumission, prêtes à faire des épouses travailleuses et obéissantes. *“Lorsqu'un jeune homme des environs de la fabrique, cultivateur ou ouvrier, désire se marier, il en fait la demande au directeur qui s'enquiert de sa situation avec autant de sollicitude que s'il s'agissait d'un de ses enfants, et si les renseignements obtenus sont bons, il consent au mariage”*. (3) *“Les sœurs se prêtent volontiers à ces unions et le fondateur y prend un intérêt très réel. Il aime à marier ses ouvrières et leur cherche au besoin des partis; quelquefois, il règle les accords et assiste en personne à la cérémonie. C'est un grand bonheur pour les fiancés et une réjouissance pour la maison. On ouvre alors la chapelle, on prodigue les fleurs et les cierges sur l'autel; l'orgue résonne sous les voûtes, les chants s'y associent; aucune fête n'émeut plus profondément les cœurs. Pour les sœurs, c'est un membre de la famille qui s'en va ; pour les jeunes filles, c'est une perspective qui sourit; elles auront aussi leur jour et n'en sont que plus disposées à le hâter par la sagesse et le travail”*. (4) Toute la vie des ouvrières est conditionnée par l'internat. Les ouvrières de Jujurieux sont très recherchées par les jeunes paysans : *“La réputation de bonne éducation et de sagesse des ouvrières de Jujurieux rend ces unions fréquentes”* (5). Les bonnes ouvrières ont plus de chances que les autres : *“En général, ces prix constatent l'habileté et la bonne conduite des jeunes filles ; facilitent beaucoup leur établissement, non seulement parce que les jeunes gens qui les recherchent en mariage peuvent ainsi constater leurs bonnes qualités, mais encore parce que l'épargne accumulée par leur travail représente une somme plus forte que celle de leurs compagnes”* (6). Cette

(1) Voir annexe.

(2) Idem.

(3) Turgan : Les grandes usines.

(4) Reybaud.

(5) Reybaud.

(6) Turgan.

“bonne réputation” de l’établissement permet au patron d’instaurer une sélection à l’entrée, d’après les rapports de moralité des curés de village : “Le directeur n’admettra comme ouvrières à la fabrique que des personnes pouvant donner de bonnes attestations ou de bons répondants sur leurs antécédents”.

Dans certains internats, les ouvrières ne rentrent pratiquement jamais dans leur famille. A la Séauve, “les apprenties ne peuvent sortir que toutes les six semaines” (1). Dans d’autres internats, plus nombreux, les ouvrières rentrent le samedi soir chez elles, et retournent à l’usine pour le lundi matin. Elles habitent souvent à dix ou vingt kilomètres et marchent parfois toute la nuit. Elles apportent leurs provisions pour la semaine et touchent des gages plus élevés.

Extérieurement et intérieurement, les internats ressemblent à des couvents, “bien qu’on n’y prononce pas de vœux” (2). Il s’agit d’appliquer le “ressort religieux” (3) à l’industrie. La référence aux différentes formes carcérales pour qualifier l’usine: prison, bagne, couvent, caserne, forteresse, très fréquente au 19<sup>e</sup> siècle, est systématique en ce qui concerne les internats. A Tarare, “rien n’y trouble la tranquillité dont jouissent les recluses” (4) bien que les ouvriers de l’usine à côté dénoncent cette “Cayenne” auprès des parents qui y emmènent leurs filles. Les ouvrières de l’internat Permezel à Paviot près de Voiron appellent les voitures qui les amènent à l’usine des “galères”. Les ouvrières qui ne rentrent pas chez elles le dimanche ne sortent même pas toujours pour aller à la messe, car souvent il y a une chapelle à l’intérieur de l’usine. Elles n’ont pas la moindre liberté pour s’échapper des dures structures disciplinaires qui les encadrent. Toute la semaine il est interdit de parler pendant le travail, au réfectoire et au dortoir. Seules les récréations sont plus animées, bien que les conversations y soient surveillées, et qu’il y soit interdit de courir ou de crier. La plupart des ouvrières ainsi enfermées sont des Italiennes ou des orphelines : “Voici de quelle façon on était allé les chercher en Italie. M. Permezel avait envoyé son directeur, accompagné de son aumônier, racoler dans le Piémontais des femmes et des enfants en leur promettant 3 F par jour, une indemnité de 25 F pour leur apprentissage, le paiement des frais de voyage, et un voyage annuel dans leur pays... Hélas! une fois arrivées dans le bagne, les choses avaient tourné tout autrement. Impossible de repartir pour l’Italie, car elles ne gagnaient même pas de quoi vivre.”... “Il est vrai que l’usine Permezel n’est pas une exception. Il faut aussi citer l’usine Ruby à Paviot. Il est vrai qu’ici il s’agit d’orphelines recrutées par le trop célèbre abbé Santol de Paris. Une fois amenées dans le bagne, ces jeunes filles ont bien peu de chances de n’en sortir jamais. Elles sont étroitement surveillées même à l’intérieur de l’usine par des sœurs qui leur interdisent même de parler et surtout de se syndiquer au syndicat rouge... C’est avec ces inconscientes qu’on a constitué un syndicat jaune à Voiron”. (5)

(1) Reybaud. Pièces justificatives. Règlement de La Séauve.

(2) Reybaud.

(3) Idem.

(4) Reybaud.

(5) Lucie Baud: Les tisseuses de Vizille et de sa région. Mouvement socialiste, 1er juin 1908.

Ce type d'internat fonctionne sur la répression disciplinaire dont deux structures hiérarchiques se chargent.

*“L'ouvrière doit déférence et obéissance à toutes les personnes chargées de la surveiller”.*

#### **La soumission des corps**

*“Une ouvrière non contrôlée ne fera jamais de bon ouvrage”.*

Au sommet de la hiérarchie siège le patron, auréolé d'un prestige entretenu par ses subalternes, lointain et peu connu des ouvrières, jouant la carte du paternalisme, comme on le voit dans les différentes citations. Dieu, le Patron et le Père sont une triple puissance qu'on respecte et qu'on craint. Dans les conflits, le patron est très souvent considéré comme un arbitre, bienfaiteur trompé par ses employés qui maltraitent les ouvrières : *“A la maison centrale (siège social), on ne sait pas ce qui se passe ici, l'on ne sait pas les bénéfices énormes que l'on prélève sur notre dîme soit par amende soit par chaque métier”.* La société renforce cette opinion, et Bonnet, patron de Jujurieux, reçoit la Légion d'Honneur en 1844 et en est nommé officier ensuite.

*“Le directeur est le représentant et le détenteur de l'autorité administrative dont toute impulsion et toute règle doivent découler”... “C'est à lui à donner l'impulsion morale et à veiller au maintien d'une discipline qui, sans être celle d'un corps militaire ou d'une association religieuse, doit être strictement et continuellement observée” (1).* Ce sont eux qui sont rendus responsables de la situation des ouvrières. A Jujurieux lors de la première grève en 1896, le directeur et la directrice, châtelains du pays, en place depuis 1886, sont dénoncés avec haine dans les articles du journal socialiste régional. Mais le directeur *“seul ne pourrait certainement pas veiller à tous les détails, aussi a-t-il sous ses ordres les contremaîtres”.*

*“Les contremaîtres ont non seulement pour attributions, dans les salles soumises à leur surveillance, de veiller en première ligne à la bonne fabrication, mais aussi de maintenir et de faire exécuter partout le règlement d'intérieur. Ils peuvent pour les cas qui seront déterminés plus loin, imposer des amendes, réprimander les ouvrières, leur donner des notes hebdomadaires et veiller à la propreté des ateliers, etc etc”... “Il doit être à tout moment en état de renseigner les patrons ou le directeur de l'établissement sur la marche de tous les métiers soumis à sa surveillance, de même que sur les ouvrières qui les conduisent” (2).* Cette sévérité qu'on leur demande et qu'ils appliquent directement sur les ouvrières les désigne comme les oppresseurs les plus insupportables. Enfin, le médecin veille à ce que le corps soit apte au travail :

*“Les ouvrières lui doivent de la reconnaissance et une obéissance complète à ses prescriptions ».* (3)

*“Nous ne disposerons de vos ouvrières qu'aux heures où elles ne seront pas occupées par vous, et ce sera pour leur apprendre à connaître et aimer Dieu, à travailler à la sanctification de leur âme et à vous obéir et à respecter votre propriété” (20).*

(1) Règlement de la Séauve.

(2) idem.

(3) Idem.

(4) Aumônier de Montboucher.

## La soumission des âmes

**Dieu**, autorité incontestée et suprême occupe le sommet de cette seconde hiérarchie.

La **Supérieure** orchestre l'activité des sœurs.

*“Hors de l'atelier, le contremaître n'a pas à s'occuper des ouvrières, la surveillance qui doit s'exercer est de l'attribution des sœurs”... “C'est avec une grande confiance dans l'heureuse et salutaire influence des sœurs de Saint-Joseph que les propriétaires de la fabrique de la Séauve les ont appelées pour concourir dans leurs attributions à faire régner dans l'établissement un caractère sincèrement religieux que les patrons veulent lui imprimer”.*

Enfin l'aumônier, médecin des âmes, veille à la bonne santé morale des ouvrières. **“l'aumônier**, viendra dire la messe dimanches et jours de fête. Il est entendu que toutes les ouvrières et apprenties y assisteront avec recueillement... L'aumônier fera tous les dimanches une instruction en forme de prône ou de sermon toujours à la portée de son auditoire. Le dimanche avant les vêpres il fera le catéchisme aux apprenties auquel assisteront aussi les ouvrières. Les apprenties, les ouvrières et tous les ouvriers doivent porter à l'aumônier tout le respect qu'on doit non seulement à un ministre de la religion, mais à un père spirituel” (1).

Plusieurs dizaines de communautés religieuses se sont mises au service de l'industrie. Certaines ont été créées expressément pour la surveillance des ateliers dans l'industrie de la soie, et notamment la communauté des Saints Cœurs de Jésus et Marie, de Recoubreau, lieu de la fondation, dans la Drôme, en 1851 : *“Le règlement de la congrégation a été fait en vue d'en accommoder les règles aux exigences de l'usine et d'éviter ainsi les entraves qui troubleraient le travail industriel”* (2). On trouve ces religieuses dans de nombreuses filatures, entre autres celle de Montboucher dont Reybaud avait dit : *“On dirait un couvent plus qu'une filature”*.

### L'emploi du temps

*“Le séquestre est donc aussi absolu que possible et le temps se partage entre le travail et les exercices de piété, accompagnés de quelques distractions”* (3).

A Tarare :

*“Le travail effectif est de 12 heures. La journée, été et hiver, commence à 5 heures et finit à 7 h 1/4. On déjeune de 7 h 1/2 à 8 h 1/4. On dîne de midi à 1 h, on goûte de 5 h à 5 h 30, on soupe de 7 h à 7 h 1/4. Les élèves, après la deuxième année, reçoivent des leçons de lecture, d'écriture et de calcul. On leur apprend à coudre et à faire un peu de cuisine”.* A Jujurieux, en 1896, la journée se déroule ainsi : lever 5 h, prière, café. Travail : 6 h à 8 h 30. Repos : 8 h 30 à 9 h ; soupe. 9 h à 12 h : travail. 12 h à 12 h 30 : déjeuner. 12 h 30 à 13 h : récréation. 13 h à 16 h : travail. 16 h à 16 h 30 : repos, goûter. 16 h 30 à 19 h 30 : travail. 19 h 30 : souper, puis 1/4 h de récréation. Prières, puis coucher. Auparavant, le café n'était pas quotidien à Jujurieux : *“Le dimanche, le mardi et le jeudi on donne du café au lait, ce*

(1) Règlement de La Séauve.

(2) Frédéric Monnier : De l'organisation du travail manuel des jeunes filles. Les internats industriels. 1869.

(3) Reybaud.

qui est une grande fête pour toute la maison. Le directeur nous a affirmé que pour toutes les ouvrières, et notamment pour celles employées aux bassines, il retrouvait une ample compensation au surcroît de dépense occasionné par le café dans l'augmentation et surtout dans la qualité du travail produit" (1). A La Séauve : "Les ouvrières doivent se lever au son de la cloche et descendre aux ateliers au moment où on met l'eau. A huit heures moins cinq minutes on fera la prière du matin, dans les ateliers d'où l'on descendra au réfectoire pour déjeuner... A 9 heures, au son de la cloche, prière du soir au réfectoire, après laquelle les ouvrières se rendront dans les dortoirs".

**Le dimanche** : "Les ouvrières se lèveront à 6 heures, après s'être habillées elles descendront à la chapelle, pour y faire sous la direction des sœurs la prière du matin, suivie d'exercices religieux qui dureront jusqu'au moment du déjeuner.

Pour celles des ouvrières qui voudraient s'approcher des sacrements, à 9 heures du matin, la messe. Ce n'est qu'après la messe seulement que les ouvrières qui doivent sortir ce jour là peuvent quitter la fabrique, où elles devront être rentrées à 8 heures du soir. Après la messe, il y aura récréation jusqu'à 10 h et demie ; depuis ce moment jusqu'à midi moins un quart, les ouvrières non sortantes seront appliquées à lire et à écrire sous la direction des sœurs. A midi et demie, dîner, de 1 heure à 2, récréation, à 2 heures catéchisme jusqu'à 3 heures. Après les vêpres, les sœurs pourront, quand le temps le permettra, faire avec les ouvrières et les apprenties des promenades qui, dans la belle saison, se prolongeront jusqu'à 7 heures. Si le temps ne permet pas de sortir, on remplace la promenade par des lectures en commun auxquelles toutes les ouvrières assisteront" (2).

**La couture**, pour la Bienfaisance ou pour leur trousseau de mariage, est une activité importante en dehors des heures de travail : "Leur ambition est de se faire par leur travail un trousseau complet et au moment de leur départ d'avoir une malle plus grande et plus pleine que celle de leurs compagnes". On les prépare dès l'enfance au **mariage** : "L'une des premières sciences nécessaires à la femme est de savoir travailler l'aiguille, de connaître la manière de tenir le linge, de diriger une maison d'après les règles de l'ordre et d'une sage économie".

"L'ouvrière est dressée en temps utile" (3).

Et bien conditionnée... "Les ouvrières reçoivent à Jujurieux de si bons principes d'ordre et d'économie que la plupart d'entre elles semblent ne pas vouloir perdre une minute, et c'est en cousant ou en tricotant qu'elles passent leurs récréations ; elles tricotent même en allant à leurs repas et en revenant. Dans les intervalles forcés de leur travaille tricot est toujours sous la main, et dès qu'un métier s'arrête ; dès qu'une interruption quelconque a lieu dans le travail ou que la cloche sonne pour se rendre au repas, les aiguilles sont mises en mouvement" (4).

(1) Turgan : Les grandes usines.

(2) Règlement de La Séauve.

(3) Aumônier de Montboueher.

(4) Turgan.

Rien d'étonnant à ce qu'on n'entende pas les voix de celles qui sont ainsi re-tranchées du monde ! C'est pourquoi les **deux jours de révolte** d'une centaine d'ouvrières de Jujurieux, après les **61 ans de soumission** collective, paraîtront si importants. La révolte s'infiltré dans les lieux les plus protégés contre elle. Muettes de par la prise de parole des hommes prolétaires, les ouvrières ont eu elles aussi leurs immenses révoltes, en regard de l'oppression qu'elles subissaient. Une seule ouvrière, **Lucie Baud**, raconte les luttes qu'elle a menées, c'est-à-dire celles de Vizille en 1905 et de Voiron en 1906. Pour connaître les autres luttes, il faut en référer aux documents administratifs et à la presse locale.

**“Comment ! Des grévistes, ça ? L'hydre effarant de l'action directe et du sabotage, ayant pour mieux se démasquer cet agréable déguisement de cotillons gentiment troussés ?”** (1)

Les grèves sont très nombreuses dans l'industrie de la soie. L'année 1893 voit un mouvement très important dans les filatures de l'Ardèche, pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 fixant la durée de la journée de travail des enfants à 10 heures. Cependant, l'année suivante, 22 établissements du canton de Marcols-Saint-Pierre-ville dont 17 avaient fait grève en 1893, cessent le travail pour le motif inverse. Le mouvement de 1893 n'a pas mené de débat politique permettant aux ouvrières de résister aux arguments patronaux en faveur de la journée de 11 heures. L'un des patrons explique la grève au préfet de l'Ardèche : *“Il ne s'agit nullement d'une grève comme on l'a dit à tort, mais d'une protestation contre la loi du 2 novembre 1892 dont l'application rigoureuse gêne autant les ouvriers que les patrons... il y a lieu d'espérer que la journée de 11 heures sera admise si on ne veut pas mettre l'industrie française dans des conditions trop défavorables vis-à-vis des autres pays ; l'Italie, par exemple, pour ce qui concerne l'industrie où la durée de travail est de 20 à 25 % plus grande avec des salaires moindres de 40 %”*(2).

Un thème fréquent de lutte pour les ouvrières qui sont souvent payées au rendement est la **norme**. Le plus souvent, la “norme” ne représente pas un rendement moyen, mais le maximum qui puisse être atteint, et parfois un but inaccessible pour la majorité des ouvrières. Des pénalisations s'en suivent qui grèvent d'autant le salaire. Les stimulants du travail, argent et amour-propre, sont visés. Afin de stimuler l'amour-propre, les patrons ont instauré dans de nombreuses usines des tableaux de rendement où sont inscrites, au vu de tous, les bonnes et les mauvaises ouvrières. L'internat de Tarare combine les deux stimulants :

*“Comme mesure d'encouragement et à titre purement gratuit, il est établi qu'à la fin de chaque mois les jeunes personnes seront classées ainsi qu'il suit :*

*1ère classe étrennes pour le mois 1 F 50*

*2e classe étrennes pour le mois 1 F*

*3e classe étrennes pour le mois 50 c*

*4e classe étrennes pour le mois*

(1) Le Mémorial de la Loire, 28 février 1912 “Une grève en jupons” (Internat de Saint Paul en Cornillon).

(2) A.N.FI2 4673 – grèves Ain-Haute-Loire. 1894.

*Chaque mois un nouveau classement sera effectué, et la jeune personne montera ou baissera, selon son mérite. Ce classement aura pour base l'ensemble de la conduite, la quantité de travail et sa qualité, la docilité et l'application, etc.*" (3).

Une concurrence s'installe entre les ouvrières. Mais il y a un moment où le système casse. C'est ce qui se produit à Saint-Hippolyte du Fort (Gard), en 1895, où, à la suite du renvoi de deux ouvrières pour travail mal fait, les ouvrières des deux usines du patron se mettent en grève. Elles réclament la suppression des tableaux accrochés aux portes des usines au su de toute la population. La concurrence était portée jusqu'entre les familles. La même demande est faite lors de la grève des fileuses de l'usine Palluat à Largentière (Ardèche) en 1907. Un tel tableau n'existait plus dans aucune usine. Les ouvrières qui arrivaient à faire un rendement supérieur à la moyenne acceptaient d'abandonner la gratification qui leur était accordée. Contre la concurrence entre les ouvrières, les grévistes réclament un prix unique de la journée.

Souvent, lors des petites grèves dans les hameaux, les ouvrières ignorantes des règles de la lutte des classes ne tiennent pas de réunions, ne présentent pas de revendications au patron qu'elles estiment assez au courant de leur situation, se contentent de se promener dans les rues parfois en chantant, puis au bout de quelques jours reprennent le travail spontanément. Ainsi, en 1898 : *"Les fileuses de Saint-Beauzille, se sachant les seules de la région à travailler 10 h 30 par jour, il y a eu entente entre les ouvrières pour manifester par la grève leur mécontentement de voir inécouté par les patrons leurs revendications (réduction) de durée de travail (une demi-heure). Mais cette revendication n'ayant jamais été l'objet d'une démarche régulière auprès des patrons, personne n'ayant osé en prendre l'initiative, ces derniers ne la connurent que par la rumeur publique et n'en tinrent aucun compte. Une fois en grève, les ouvrières ne formulèrent officiellement aucune demande. Elles estimèrent que le motif de la grève était assez connu pour que satisfaction leur soit donnée sans démarche officielle"*. (1)

Mais le plus souvent, les ouvrières se chargent de faire connaître leur mouvement en présentant des revendications, en manifestant bruyamment, surtout sous les fenêtres des patrons lorsqu'ils habitent dans la commune. C'est le cas des ouvrières de Vizille en 1905, qui augmentées de la majorité des femmes de la population, allaient tous les soirs *"donner la sérénade"* au patron, armées de chaudrons, casseroles, etc. La subversion des instruments de cuisine en instruments de musique connaît une si grande faveur que les socialistes s'en inquiètent et enjoignent aux grévistes de passer à l'âge adulte. Le spectacle devait pourtant être bien réjouissant, car les 150 grévistes se voyaient renforcées des 3000 femmes de Vizille, et des **"apaches"**, voyous lyonnais, jeunes chômeurs volontaires ou non, dont la tâche toujours troublée par la police était de mettre le feu aux palissades protégeant l'usine. Les socialistes dénoncent les apaches comme provocateurs payés par la police, et la police dit à ses troupes d'arrêter ces anarchistes. Les socialistes n'aiment

---

(3) Art. II contrat d'apprentissage (voir annexes).

(1) A.D. Hérault. 194M12. Grèves 1898.

pas ces manifestations désordonnées. Ils aiment l'ordre prolétarien, comme on peut s'en apercevoir à la lecture du compte rendu de la "*grandiose manifestation*" lors de la grève de Renage en 1911 :

- 1) En tête marche un groupe de fillettes portant le drapeau rouge.
- 2) Ensuite viennent les personnalités.
- 3) Puis les militants socialistes et syndicalistes de Renage.
- 4) Les suit le comité de grève.
- 5) Enfin arrivent les 150 grévistes "endimanchées, rubans rouges dans les cheveux et au corsage, "*gracieuses et alertes*", "*qui donnent un air de fête à la manifestation*".
- 6) En dernier, la foule (3000 personnes), composée en grande partie des familles des grévistes.

Aux chants socialistes et révolutionnaires se mêlent les chants créés à l'occasion de la grève. Des huées sont poussées devant le domicile des jaunes, et, au meeting qui clôt la manifestation, la "*citoyenne Durand*", secrétaire du syndicat textile, nommée assesseur au bureau... ne prend pas une seule fois la parole. Par contre, parlent abondamment les socialistes, qui sont tous des hommes.

Dans les usines, et notamment dans les internats, la cohabitation des Françaises et des Italiennes ou des orphelines avec les autres ouvrières n'est pas sans poser de problèmes. Les Italiennes et les orphelines, plus rentables, tendent à remplacer les autres. Ainsi, à l'usine Permezel de Voiron, les internes mènent de nombreuses grèves dont une, en 1899, où les Françaises demandent à être séparées des Italiennes tant dans les dortoirs qu'au réfectoire, car elles se sentent narguées dans une langue qu'elles ne comprennent pas. On utilise les "*étrangères*", italiennes comme orphelines, contre les grèves : "*L'usine de l'Ecluse de MM. Léon Armandy et Cie, qui est un orphelinat industriel, occupe à peu près 200 étrangères à la localité, la plupart envoyées par une société de Bienfaisance de Paris. Les orphelinats industriels de la maison Veuve G. Armandy et Cie sont dans les mêmes conditions. Les usines de MM. Boutet Frères occupent en tout une quarantaine d'Italiennes. C'est donc environ 450 ouvrières étrangères qui sont occupées dans les usines à soie de Taulignan. Les MM. Boutet ayant déclaré par écrit à M. le Juge de Paix que si le travail ne reprenait pas dans un bref délai, et en prévision de nouvelles grèves, ils transformeraient en orphelinat industriel l'usine Guion dont ils sont propriétaires et ils fermeraient les usines Berculle et Aubert dont ils ne sont que locataires, il est à craindre que par suite de cette provocation, l'animosité des ouvrières ne se retourne contre les orphelinats industriels*" (1).

De la **violence** ouvrière dans les internats, on n'a qu'un seul exemple relatif aux grèves, celui de l'internat Genthon à Saint-Paul en Cornillon dans la Loire, en 1912 : "*Une des ouvrières ayant il y a trois jours lancé des pelures d'orange et une fourchette en direction d'une des surveillantes a été prévenue que dans trois jours elle cesserait son travail. Quatre camarades, ayant pris fait et cause pour elle, ont été prévenues de la même façon et ce matin vers 10 heures, ces cinq ouvrières ont été invitées à se présenter au bureau pour recevoir leur dû, n'ont pas voulu se soumettre à cette formalité. Les autres*

(1) A.D. Drôme. 10M9. Grèves 1899.

*ouvrières ont aussitôt cessé le travail et se sont rendues dans la cour principale de l'usine où elles ont lancé des pierres dans les vitres des ateliers et des réfectoires, puis elles se sont rendues dans la cuisine où elles ont brisé divers ustensiles de cuisine et ensuite dans un dortoir où elles ont tout bouleversé" (1).*

Les surveillantes de l'internat étaient d'anciennes religieuses, très sévères. Six jeunes filles sont inculpées de destruction de matériel, et la meneuse de menaces à surveillantes. Elles sont âgées de 16 à 21 ans. La presse reflète l'étonnement de la population devant la violence dont ont fait preuve ces jeunes filles : *"Jamais peut-être les bancs de la correctionnelle, ces bancs légendaires au renom d'infamie et à la réputation pouilleuse, n'avaient été si joliment, ni si gracieusement garnis... Qu'ont bien pu faire toutes ces porteuses de frais minois et quel crime leur reproche la justice répressive ? Quel crime ? D'avoir entravé la liberté du travail et de s'être livrées dans l'usine de leur patron à un pillage en règle."* (2).

A **Jujurieux**, la seule grève qui a lieu, en **1896**, est le fait d'ouvrières externes. Mais elle revêt cependant une grande importance : *"C'est la première fois, depuis plus d'un demi-siècle que l'usine existe, que les ouvrières refusent de se soumettre docilement aux ordres des patrons". "L'usine occupe d'une part ou d'une autre, presque toute la population de Jujurieux. Les pères, mères, frères et soeurs des grévistes y travaillent et ont continué d'y travailler. On aperçoit très nettement la situation. Il suffit du bon vouloir du seigneur de Jujurieux pour affamer, pour réduire à la misère toute une population. Et effectivement on n'a pas tardé à le faire. L'usine a organisé autour d'elle des économats, des boulangeries, merceries, épiceries etc en un mot, elle a réuni sous son toit tous les commerces, et les ouvriers et ouvrières sont obligés d'y prendre les objets de consommation ou autre dont ils ont besoin. C'est de la philanthropie patronale, de cette douce philanthropie qui consiste à réaliser des bénéfices non seulement sur le travail, mais encore sur ce que consomme le travailleur"... "on a supprimé le pain aux grévistes, on les affame"... "où les grévistes trouveraient-ils du pain ? C'est l'usine qui leur en fournit habituellement, et pour ne pas perdre de l'argent on a soin de retenir d'avance, l'argent nécessaire au paiement de cette marchandise" (3). Devant un tel pouvoir, les grévistes ne résistent que deux jours. Il reste qu'elles ont osé exprimer leur refus d'une diminution de salaire justifiée par une amélioration technique. D'ailleurs, les ex-grévistes ne sont pas tout à fait matées puisque le 14 juillet, soit 4 jours après leur rentrée, elles sortent de l'usine et *"parcourent les rues du village derrière une grosse caisse et un piston en chantant la Marseillaise. Le cortège grossit. Les habitants applaudissent à ce réveil de l'esprit de liberté. A midi, un banquet réunissait un grand nombre de citoyens et de citoyennes, puis à l'issue du banquet un grand bal populaire était organisé. Les esclaves pour une fois échappées à leurs chaînes s'en sont donné à coeur joie"... "Bravo les ouvrières de Jujurieux, sans le secours de personne, de vos frêles mains, vous avez secoué le joug qui vous opprimait"* (4). Seules 120 ouvrières ont participé à ces actions, les autres ayant peur de*

(1) A.D. Loire. 92M204. Grèves des industries textiles. 1912.

(2) Le Mémorial de la Loire, 28 février 1912.

(3) Le Peuple, journal socialiste de la région Est, II juillet 1896.

(4) Le Peuple, 19 juillet 1896.

faire une grève de pure solidarité, car elles n'étaient pas concernées par la diminution.

Les internes ne mènent pas de longues grèves, sauf lorsqu'elles sont impliquées dans une grève générale qui les soutient, car elles sont dépendantes des patrons pour leur logement. Ce sont les externes qui, plus libres, peuvent résister le plus longtemps.

Ainsi, à **Vizille en 1905**, 200 ouvrières sont en grève pendant quatre mois, faisant preuve d'une "*énergie peu commune parfois chez les hommes*" (1).

Depuis longtemps déjà, les ouvrières, sous la direction de leur déléguée Lucie Baud, avaient des entrevues avec le patron au sujet du chômage qui sévissait dans l'usine. N'obtenant pas de résultats, elles décident la grève "*à outrance*" (2). Pour ce faire, elles organisent des soupes populaires. Les socialistes organisent de nombreux meetings de soutien avec la population. La première manifestation effraie grandement les notables de la ville qui demande protection au préfet. Le patron se plaint des manifestations qui se répètent quotidiennement : "*Monsieur le Préfet. 8 avril 1905. J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre en date du 4 mars dernier. Depuis deux jours, sous prétexte de manifestations pacifiques, ont lieu dans Vizille des scènes de graves désordres qui menacent de tourner au tragique. Des agitateurs de toutes origines ont surexcité au plus haut point les grévistes de notre usine avec lesquelles se sont solidarisés les pires éléments de la population de Vizille. Le but évident de ces excès est de terroriser les quelques ouvriers et ouvrières qui travaillent encore dans l'usine. Le renouvellement des scènes qui ont eu lieu hier et avant-hier nous fait craindre de nouveaux conflits, graves, sanglants même. Il nous paraît incompatible avec le bon ordre d'autoriser des cortèges composés de gens ivres pour la plupart qui viennent la nuit briser nos vitres et nos clôtures et proférer à l'adresse de notre personnel des menaces de mort. Les manifestants d'hier soir s'étaient munis d'une poutre arrachée à nos clôtures et apportée d'une distance de plus d'un kilomètre dans l'intention évidente de s'en servir comme d'un bélier pour enfoncer la porte principale de l'usine. Ce projet, grâce à la présence du commissaire de police n'a pu être mis à exécution, mais un tel esprit nous fait craindre pour l'avenir de nouvelles violences*" (3). Le patron ne hâte pas la reprise, car il est dans une situation économique difficile. Il attend d'avoir un nombre de "*renégates*" suffisant pour organiser la reprise à ses conditions : "*Le patron envoya la femme de son chauffeur et celle de son comptable racoler les ouvrières à domicile, dix-neuf se laissèrent séduire. Ces quelques 'renégates' décidèrent du sort de la grève, qui finit rapidement*" (4). Le racolage est très fréquent chez les campagnardes qui sont isolées du centre urbain de la grève. C'est pourquoi les gréviste de Voiron, en 1906, seront attentives à ne pas laisser les campagnardes livrées à elles-mêmes et aux mensonges patronaux. Lucie Baud est chassée de Vizille. En même temps qu'elle, 150 des 200 grévistes ont été licenciées. Elle trouve du travail à **Voiron** en février **1906**. En mars éclate la grève générale, qui vise à l'obtention d'un tarif uniforme au

(1) Le Droit du Peuple, journal de la Fédération Socialiste de l'Isère.

(2) Lucie Baud.

(3) A.D. Isère.166M9. Grèves de 1905 et 1906.

(4) Lucie Baud.

niveau local puis régional. C'est le syndicat du tissage mécanique de Lyon qui dirige la grève, Joseph Auda en tête, car le syndicat de Voiron ne date que de 1905. Il est donc faible, et ne compte qu'une centaine d'ouvrières et d'ouvriers sur 1 500, Le rôle d'Auda est ainsi défini : *"Nous avons usé de notre droit de posséder parmi nous un conférencier, un professionnel de la soierie, capable de nous défendre et de prévenir les pièges que pouvait nous tendre le patronat"* (1). Durant trois mois, les ouvrières occupent la rue. La presse réactionnaire ne reste pas muette devant cette prise de conscience de femmes : *"Nous avons eu les immenses défilés des grévistes à travers nos rues comme partout et dans toutes les grèves. Derrière le drapeau rouge largement déployé, se prolonge le chaos étourdissant des chants révolutionnaires et d'autres plus orduriers. Mais cette violence de paroles est la seule que déploient nos manifestantes. Mais la fougue que les ouvrières mettent à proférer ces propos sanguinaires !! montre bien à quels dangers peut entraîner la condescendance coupable des pouvoirs publics envers ceux qui ont laissé s'acclimater comme principaux chants révolutionnaires 'L'Internationale', la 'Carmagnole' et le 'Ça ira', qui tendent à remplacer notre hymne national, 'La Marseillaise'. Ces chants subversifs excitent tous les mauvais instincts de ces individus, leur insufflent la haine, semeuse de ruine, déforment le cœur en déprimant le cerveau.*

*Les malheureuses qui les chantent ne réfléchissent certainement pas à la gravité des paroles qu'elles prononcent et elles ne se doutent pas en s'habituant à proférer ces chants inhumains, qu'elles font rougir leur humanité. Dans la bouche des femmes, dont la nature est faite de séduction, ces hymnes barbares transforment les plus belles d'entre elles en Viragos, en Furies repoussantes ! !"* (2).

Les principales manifestations sont dirigées contre les **jaunes**. Le préfet envoie 3000 hommes de troupe (un par ouvrière), dont de nombreux dragons, pour protéger les usines : *"A 9 heures du matin, l'aspect de la ville est lugubre. La gare est occupée militairement; de petits détachements sont postés aux carrefours des rues, des banques, de plusieurs magasins, les entrées de quelques maisons sont occupées militairement. Une centaine d'hommes sont massés sous le viaduc du chemin de fer; 400 dragons environ sont massés sur le Mail, prêts à charger au moindre signal. Toutes les usines sont occupées par des détachements importants ; des patrouilles de gendarmes et de dragons parcourent la ville"*. La présence de l'armée augmente la violence. Le 17 avril, a lieu une mani-festation très violente, à la gare, où des jaunes devaient arriver. Les gendarmes tentent de disperser les manifestants. Des pétards et des pierres sont lancés contre eux, faisant un blessé. Mais l'objectif des grévistes est atteint, car les jaunes ne peuvent débarquer et sont obligées de passer la nuit dans le train avant de retourner chez elles. La manifestation était d'autant plus importante que le matin, les patrons ayant décidé la reprise avec des jaunes, toutes les corporations de Voiron, soit 10000 ouvriers, s'étaient mises en grève.

La manifestation du 1er mai est évidemment interdite, mais aura lieu. Un rendez-vous public est donné, mais les soldats s'y retrouvent seuls. Pendant

(1) Le Droit du Peuple, 11 mai 1906.

(2) Le Petit Dauphinois, in Le Droit du Peuple, 24 mars 1906.

ce temps, 2000 ouvriers se sont réunis dans un bois, par petits paquets, venus de Voiron et de Moirans. A 16 h, le cortège s'ébranle et descend vers un village, aux accents de l'Internationale. Toutes les routes menant à Voiron sont barrées, mais l'armée évite l'affrontement avec le bloc de la manifestation et laisse entrer les manifestants, par groupes de dix. Dans Voiron, les petits groupes sont chargés, et une violence féroce se déchaîne contre les femmes qui sont piétinées par des chevaux et grièvement blessées. Certaines sont pourchassées jusque dans la campagne. Pourtant, une action avait été tentée vers les soldats, et Lucie Baud avait été arrêtée "*pour avoir lancé sur les troupiers des papillons les invitant à ne pas tirer*". Les conditions matérielles de l'hébergement auraient pu les révolter contre leurs gradés, elles les ont au contraire monté contre les grévistes. D'ailleurs, ces grévistes se moquent d'eux ! Ainsi, le 5 mai décident-elles d'aller pique-niquer au nombre de 1 500, mais par groupes de dix, en un lieu impossible d'accès pour les chevaux. Les dragons, furieux, sont obligés de rebrousser chemin. Pourtant, un certain mécontentement régnait dans l'armée, mais il n'est pas apparu publiquement, mis à part les mauvais soldats qui préféraient l'ordinaire des grévistes au leur. Cependant, un chef de bataillon demande à ce qu'on évacue son unité qui s'agite. Les soldats se plaignent de ne rien faire, ce qui est ambigu, et se sentent nargués par la population. Ainsi, dès qu'une jaune paraît, il se trouve soudain 300 personnes à un carrefour pour la huer, sans que les soldats aient rien vu venir. De même, des cris hostiles sont poussés dans le dos des gendarmes, sans qu'ils en trouvent les auteurs. Après la reprise, les jaunes d'une usine restée à l'index se font insulter quotidiennement lorsqu'elles passent devant une autre usine, par les ouvrières qui quittent toutes leur travail pour se mettre aux fenêtres. La police est encore impuissante ici.

De nombreuses usines en grève combinaient internat et externat. L'usine Permezol employait de nombreuses Italiennes "*réduites à ramasser dans les caisses à ordures les débris de légumes que jetaient leurs camarades françaises*". "*Une d'elles, atteinte de tuberculose, mourut même au cours de cette grève, faute de soins: elle en était réduite à manger du pain trempé dans du vinaigre*" (1). Elle était âgée de 16 ans. C'est Auda qui, Italien lui-même, pourra leur parler et faire inculper le patron.

La grève, réussite ouvrière, a permis la constitution de nombreux syndicats dans toute la région. Lucie Baud a donné plusieurs conférences à ce sujet : "*C'est avec beaucoup d'à propos et d'esprit de suite, que la camarade Baud fit l'historique de la grève de Voiron et des faits qui l'ont émaillée et ont failli l'ensanglanter. Elle invite les ouvriers et ouvrières de Saint-Jean en Royans à imiter les ouvriers textiles voironnais et à s'organiser sérieusement dans leur syndicat*".

---

(1) Lucie Baud.

**“C’est à l’action syndicaliste qu’il appartient d’avoir raison des exigences patronales” (1).**

**Dans le tissage**, le syndicat a été créé en 1895 par des hommes et contre l’invasion des femmes dans la profession. Le syndicat ayant échoué sur ce point, les tisseurs cherchent à faire lutter les tisseuses dans leur organisation. Mais si la base se féminise, la direction reste masculine. Seule Lucie Baud accède à une responsabilité régionale. Déléguée au congrès de 1904 de la Fédération Nationale du Textile, membre du bureau le premier jour, elle ne fait cependant aucune intervention. Le congrès n’aborde d’ailleurs aucune question féminine. Les ouvrières de Vizille, toujours très actives, posent le problème de l’efficacité de la structure nationale par rapport à la base. Elles envoient en 1907 une lettre-article à V. Renard, secrétaire de la F.N.T., pour qu’il l’insère dans L’Ouvrier Textile, organe du syndicat. Renard refuse, et répond dans une lettre révélatrice et révélée. Les syndiquées de Vizille ne se laissent pas si facilement soumettre. Elles s’adressent à La Voix du Peuple, organe de la C.G.T., qui publie lettre, réponse de Renard et réponse publique des ouvrières dans le numéro du 12 mai 1907 .

1 – *“Le prolétariat soyeux dans le Sud-Est”*

*“Il est profondément regrettable que nombre d’organisations ne se servent pas plus souvent et plus régulièrement de notre organe corporatif l’Ouvrier Textile pour que partout la situation exacte de chaque profession de notre industrie du tissage, et dans chaque région, soit connue. Il en arrive fatalement que malgré tout bon vouloir, certaines régions se trouvent ainsi délaissées, et que les luttes qu’elles ont à soutenir contre les exploités – les mêmes partout – restent ignorées, et que par cela même, les secours n’arrivent point ou très peu”... “Si nos camarades du Nord, dans le textile, sont nombreux en tant qu’organisation, il faut dire également que le tissage mécanique de la région lyonnaise et du Sud-Est n’est pourtant pas une quantité négligeable et que nos départements gagneraient en force et puissance syndicale s’ils étaient plus souvent visités par les propagandistes de la Fédération. Et combien de régions sont peut-être dans le même cas que la nôtre ? A Vizille, notre corporation traverse une passe absolument critique. Nous avons informé le Conseil Fédéral que, par suite d’un soi-disant changement de patron à l’usine Trisca et Cie (actuellement Mouly, Schulz et Cie) un véritable lock-out était organisé contre notre chambre syndicale”... “Plus de cinq cents ouvrières, des mères de famille, ont été chômeuses au plein moment d’un hiver rigoureux, pendant quatre mois; toutes nous avons souffert et souffrons encore. Et à part nos camarades de la région, rien ou presque rien n’est venu nous démontrer que la solidarité existait et n’était pas un vain mot pour les travailleurs du textile”... “Peut-être aurions-nous raison de dire que, parce que Femmes, notre sexe devrait être inférieur au soi-disant sexe fort, d’après la tactique préconisée par nos camarades hommes de la région Nord. Nous voulons parler de cette question de “politique” qu’à tout propos on fait revenir sur le tapis, perdant ainsi un temps précieux pour notre organisation*

et notre propagande fédérale dont nous manquons positivement. Pour nous, Femmes, qui ne sommes ni « électrices », ni « éligibles » nous pensons qu'organisées sur un terrain exclusivement économique, nous n'avons pas à continuer ou à prêter la main à de pareils errements, qui ne peuvent être que funestes à notre marche en avant du point de vue syndical. Nous estimons qu'il y a un peu plus de courage à "militier syndicalement" qu'à aller quémander un pouvoir public quelconque, ou à déposer un bulletin dans une urne"... "c'est que rien dans ce qui peut être fait en dehors du syndicat ne porte préjudice à cette action fédérale et confédérale que nous menons jusqu'au complet et intégral affranchissement des miséreux de tous les pays. C'est ce que le Congrès corporatif d'Amiens a compris, et par la Voix des mandataires du Proletariat français, a décidé".

2 – "Lettre du citoyen Renard. Lille, 26 mars 1907.

J'ai soumis votre lettre et votre article à notre conseil fédéral qui s'est réuni dimanche dernier. Il a paru très étonné de l'exigence que vous manifestez, dans votre lettre et dans votre article. En ce qui concerne les secours, qu'il me suffise de vous dire que, depuis huit mois, plus de 2000 francs sont allés en secours dans le Sud-Est. Plus de 900 francs à Voiron, environ 600 à Saint-Jean en Royans, 50 francs dimanche dernier à Saint-Jean en Royans, sans compter mes déplacements deux fois et ce que nous avons fait pour la grève de Vizille"... "Sur les 0 F 05 que vous versez, il y en a 4 pour la fédération, vous devriez le savoir ; nous vous donnons le journal gratuitement, nous versons des cotisations pour vous à la fédération internationale, 0 F 06 par membre, à la Confédération, 4 F 80 pour cent membres par an. Si vous faites fi des secours que nous avons adressés dans le Sud-Est depuis 18 mois, nous vous les ferons entrer en ligne de compte et nous avouons que nous ne pouvons avec ce sou vous fournir des pianos pour vous distraire"... "Quant aux camarades du Nord, ils ont été bons bougres et souvent ils refusent de participer au centime de grève pour vous le laisser à vous, gens de Vizille et d'ailleurs"... "Votre article, qui sent la prose de Grenoble à plein nez, ne peut être inséré parce que vous vous y livrez, ou pour mieux dire "on vous fait vous livrer" à une critique en règle du Conseil Fédéral"... "Vous cherchez des motifs, une épingle dans une botte de paille, pour vous retirer de la Fédération, n'est-ce pas ? Eh bien, quoi que cela nous est toujours pénible, ne vous gênez donc pas ! Fédérez-vous au ministère des Finances, vous aurez peut-être plus de secours".

3 – "Réponse du syndicat de Vizille.

La lettre émanant du citoyen Renard surprendra d'une façon particulière tous les militants, tous les syndiqués de France. Nous ne nous arrêterons pas à la bizarrerie du style, plutôt étrange; nous ne prêterons qu'une attention secondaire aux faits que cette lettre, écrite pourtant de la main du citoyen Renard, ne fut jamais reproduite sur copie de lettre, nous nous contenterons simplement de souligner les phrases qui nous ont plus particulièrement frappé"... "Nous n'avons nul besoin qu'on nous rappelle des fonds qui purent être versés aux organisations du Sud-Est ; nous n'ignorons nullement la distribution de ces secours. Préférant nous confiner strictement sur le terrain syndical, nous faisons fi de ces considérations d'ordre plutôt politique

*et laissons paraître notre surprise de l'argumentation de Renard. Depuis quand la solidarité ouvrière doit-elle être mesurée au centime de grève ou au chiffre de quotités, lorsque ces quotités ont été régulièrement versées ?" ... "La solidarité ouvrière ne serait-elle qu'une caisse d'épargne où on n'aura droit qu'à une somme égale à ses versements ? Les gens de Vizille, et peut-être "d'ailleurs", se faisaient une toute autre idée de cette solidarité, et souventes fois ils le firent voir" ... "Mais ce qui dépasse l'imagination la plus fertile, c'est certainement l'idée que nous puissions nous procurer des pianos avec les secours du citoyen Renard ! Ne croit-il pas que ses lettres sont suffisantes pour donner à ces "gens de Vizille", qu'il dédaigne, les distractions qu'ils peuvent souhaiter dans les rares heures de liberté que leur accorde la rapacité des patrons du Sud-Est" ... "Ce que je ne permets pas au citoyen Renard, c'est de prétendre que les revendications que je fais entendre me sont inspirées par des bergers quelconques. L'esprit moutonnier et suiveur dont il semble avoir une conception parfaite, n'existe pas dans nos régions, et si ma prose "sent Grenoble à plein nez", c'est sans doute parce qu'elle n'a pas encore subi les altérations fâcheuses dont certains cerveaux semblent avoir gardé l'empreinte. La prose de Grenoble, comme il l'appelle, qu'elle soit écrite par les "gens de Vizille et d'ailleurs", sent tout au moins la franchise et la sincérité, – et c'est sans doute cette odeur qui aura frappé d'une façon aussi désagréable que particulière l'appendice nasal de notre éminent secrétaire. Loin de vouloir nous retirer de la Fédération à laquelle nous gardons toute notre estime et toute notre confiance, nous regretterons tout simplement qu'elle conserve à sa tête un homme tel que lui... Ajoutons que nous ne nous fédérerons pas, contrairement au conseil que l'on nous donne, ni au ministère des finances, – ni même à celui du travail. Fédérés, confédérés, nous sommes et nous resterons tels! N'en déplaise au souverain pontife qui prétend constituer à lui seul le critérium du syndicalisme et du prolétariat tout entier" ... "Mais je puis informer, en dernier ressort, le citoyen Renard que la mendicité et l'aumône ne sont pas dans les mœurs des gens de Vizille et même d'ailleurs".*

**Dans la filature**, le premier syndicat se crée à l'occasion de la grève générale des fileuses en 1906, dans les Cévennes. Les grévistes réclamaient 2 F par jour, au lieu de 1 F 50. La grève échoue par la faute de la mauvaise direction des ouvrières de Ganges qui reprendront avec 1 F 60. Les ouvrières du Vigan accusent le comité de grève de Ganges de trahison et décident de fonder le syndicat, pour que ça ne se renouvelle pas. Le premier congrès a lieu le 24 décembre 1906. Les ouvrières demandent à ce qu'il y ait un délégué homme et le plus de déléguées femmes possible par syndicat et par comité. Il y a de nombreuses fileuses au bureau, et 800 dans la salle. Pourtant aucune n'intervient, et sept hommes monopolisent la parole. Le congrès se termine aux cris de "vive l'émancipation des travailleurs des deux sexes". Le congrès de 1908 offre de nombreux aspects intéressants. Une fileuse de Saint-Hippolyte du Fort est présidente de l'Union régionale (le syndicat n'existe qu'au niveau régional). Il y a 150 délégués et déléguées du Gard, de l'Hérault et de l'Ar-dèche. La salle est composée de plus de 1 500 fileuses. Le congrès se déroule à la veille du renouvellement des primes à la sériciculture et à la filature. Ces primes étaient versées aux patrons afin de leur faire supporter les aléas de la conjoncture économique. Les fileuses, victimes plus que les patrons des crises,

ne bénéficiaient d'aucun soutien de la part de l'Etat. Ces primes, versées quelle que soit la situation, correspondaient à 1 F 33 par fileuse, et les patrons ne payaient donc leurs ouvrières que 27 centimes. C'est pourquoi les fileuses demandent à être payées 2 F par jour. Les bénéficiaires s'élèvent à 2 à 3 F par ouvrière par jour, sans compter les amendes. La question des primes est au centre du congrès. Les patrons les touchaient même lorsque la fileuse enceinte était obligée de s'arrêter. Les ouvrières demandent à ce qu'elles soient versées à la fileuse pendant un mois avant et après l'accouchement. La maternité est mise en avant pour la justification des revendications. C'est pour avoir de beaux enfants et ne pas perpétuer une "race des pauvres", que les fileuses réclament la journée de 8 heures, cinq jours par semaine, et de 6 heures le samedi. Mais ce n'est pas la seule raison : "Plus la journée est courte, et plus le travail est intense et de bonne qualité"... "On a remarqué d'ailleurs que c'est surtout dans les dernières heures du travail que les accidents se produisent". On trouve également l'argument du retour de la femme au foyer : "La femme à l'atelier toute la journée, c'est le foyer éteint, l'intérieur nécessairement délaissé..." "Leur place est surtout au foyer, à la maison où leurs vertus de ménagères sauront bien souvent créer un milieu agréable et doux qui retiendra le mari que guette le cabaret". Décrivant la double journée de la fileuse, elles en arrivent à la conclusion que leur "sexe est souvent dénommé à tort faible". Même si les positions qu'on pourrait appeler "politiques" de ce syndicat ne sont pas révolutionnaires, au moins, les problèmes spécifiquement féminins y sont abordés.

Les Lyonnaises décident en 1914 de créer une "Ligue Féminine d'Action Syndicale". Chaque syndicat comptant des femmes y envoie deux déléguées. La Ligue a pour but la syndicalisation des femmes à partir des problèmes féminins. De nombreux accents féministes s'en dégagent: critique du mariage où la femme doit "se prostituer légalement, se faire la domestique d'un homme qui souvent ne lui plaît pas". Elle rend hommage aux féministes, d'ailleurs, et considère son action comme complémentaire à la leur : "Emancipation qui ne consiste pas seulement à l'égalité des droits civiques, mais surtout à l'obtention d'une situation économique permettant à la femme de subvenir par elle-même à ses propres besoins"... "Seules les femmes pourront faire partie de la Ligue" (1). En 1914, les ouvrières en soie sont très syndicalisées. Mais les tisseuses, intégrées à des structures masculines de lutte, sont maintenues aux échelons inférieurs. On retrouve la soi-disant infériorité des femmes à l'intérieur des syndicats. Le féminisme n'a guère pénétré que chez quelques ouvrières lyonnaises. Chez les hommes, il n'en est pas question. Il est vrai que promouvoir l'expression des femmes dans le syndicat poserait quelques problèmes quand à leur docilité à la maison. Ce n'est peut-être pas un hasard si Lucie Baud est veuve et donc "chef de famille". Le problème est toujours actuel : "Pourquoi les problèmes spécifiques des femmes chez Lip ( et ailleurs ) : sous-qualification, sous-formation, peu de possibilités de promotion, difficulté de concilier vie familiale, tâches ménagères et vie militante, solitude des femmes de militants, etc n'ont-ils pas été pris en considération durant ce fantastique échange d'idées qu'a réalisé notre conflit ?" (2)

(1) La Voix du Peuple. 14 mars 1914.

(2) Lip au féminin.

## **FORMULE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE. TARARE.**

**(Engagement de trois ans)**

**(in : Reybaud, p. 330).**

**Moulinage, dévidage et ourdissage.**

**Conditions d'apprentissage.**

**Article 1** – On ne reçoit que des jeunes filles de 13 ans au moins et de 15 ans au plus, de bonnes mœurs et de bonne santé, intelligentes et laborieuses, ayant été vaccinées; elles devront produire leur acte de naissance, un certificat de vaccination et un trousseau.

**Article 2** – Les jeunes filles reçues dans l'établissement seront placées par le directeur, selon les besoins de l'établissement et leur intelligence, soit au moulinage, soit au dévidage, soit à l'ourdissage des soies.

**Article 3** – Pendant le temps de l'apprentissage, l'élève sera gagée, nourrie, logée, chauffée, éclairée et blanchie de linge de corps seulement; il lui sera fourni des tabliers.

**Article 4** – L'élève promet obéissance et soumission aux maîtresses chargées de sa conduite et de son instruction, ainsi que de se conformer au règlement de l'établissement.

**Article 5** – En cas de maladie, le directeur prévient le père ou le tuteur de l'apprentie malade, et si son état exige une sortie, elle lui sera accordée jusqu'à sa guérison.

**Article 6** – Si l'élève malade reste à l'établissement, tous les soins exigés par sa position lui seront donnés.

**Article 7** – L'apprentie qui, en cas de maladie ou toute autre cause assez grave pour autoriser sa sortie, aura été obligée de s'absenter de l'établissement, sera tenue de prolonger son apprentissage d'un temps égal à celui de l'absence.

**Article 8** – Le directeur aura seul le droit d'autoriser ou de refuser les sorties ; elles ne seront accordées que sur la demande du père ou du tuteur.

**Article 9** – L'apprentissage est de trois années consécutives, non compris un mois d'essai obligé. Afin d'encourager l'élève il lui sera accordé :

– la première année un gage de 40 à 50 F

– la deuxième année, un gage de 60 à 70 F

– la troisième année, un gage de 80 à 100 F

Après l'apprentissage, le gage est établi suivant le mérite. A la fin de l'apprentissage, il est accordé une gratification de 20 F pour récompenser l'apprentie de son exactitude à remplir ses engagements.

**Article 10** – Le travail effectif est de 12 heures. La journée, été et hiver, commence à 5 h et fini à 7 h 1/4. On déjeune de 7 h 1/2 à 8 h 1/4. On dîne de midi à 1 h, on goûte de 5 h à 5 h 30 ; on soupe de 7 h à 7 h 1/4. Les élèves, après la deuxième année, reçoivent des leçons de lecture, d'écriture, et de calcul. On leur apprend à coudre et à faire un peu de cuisine.

**Article 11** – Comme mesure d'encouragement et à titre gratuit, il est établi qu'à la fin de chaque mois, les jeunes personnes seront classées ainsi qu'il suit :

- 1ère classe, étrennes pour le mois 1 F 50
- 2ème classe, étrennes pour le mois 1 F
- 3ème classe, étrennes pour le mois 50 c.
- 4ème classe, étrennes pour le mois...

Chaque mois, un nouveau classement sera effectué, et la jeune personne montera ou baissera, selon son mérite. Ce classement aura pour base l'ensemble de la conduite, la quantité de travail et sa qualité, la docilité et l'application, etc.

**Article 12** – Les gages ne sont dus qu'à la fin de l'année, ils seront payés dans le mois qui suivra son expiration. Les étrennes, les primes d'encouragement et bonifications pour surplus de tâches, seront payées chaque mois.

**Article 13** – Toute apprentie qui quitterait l'établissement avant la fin de son temps, ou qui aurait mérité son renvoi pour cause de mauvaise conduite, coalition, rébellion, paresse ou infraction grave au règlement, perdra ses droits au gage de l'année courante; en outre, dans ce cas, le père ou tuteur de l'élève s'engage à payer au directeur de l'établissement la somme de 100 F pour le dédommager de la non exécution du présent engagement: la moitié de cette somme sera versée au bureau de bienfaisance de la paroisse de l'élève.

**Article 14** – Si dans le courant de la 1ère année, l'apprentie est reconnue incapable, malgré les engagements et dans l'intérêt des deux parties, le directeur se réserve le droit de la renvoyer sans indemnité.

**Article 15** – L'apprentie qui quittera l'établissement au bout d'un mois sous prétexte qu'elle ne peut pas s'habituer à la maison payera 50 c par jour pour une partie des frais qu'elle aura occasionnés, et ses frais de voyage en plus.

**Article 16** – L'apprentie sera soumise, à son arrivée, à l'inspection du médecin de l'établissement, celle qui serait atteinte d'une maladie de peau ou qui serait d'une constitution malade, ne sera pas admise et renvoyée immédiatement à ses frais.



Buste de Joseph Bonnet, fondateur de Jujurieux qu'on peut voir dans la cour de l'usine à côté de l'église

**40e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION LIBERTAIRE  
DE CATALOGNE**

**APPEL**

Le 100e anniversaire de la Commune de Paris a provoqué un regroupement des forces révolutionnaires qui a dépassé d'optimistes prévisions.

A quelques-uns, nous voudrions qu'au moins dans les plus grandes villes de France soit commémoré le 40e anniversaire de la révolution libertaire de Catalogne (18 au 21 juillet 1976).

Seriez-vous d'accord :

- Pour parrainer cette initiative ?
- Pour la faire connaître ?
- Pour participer aux manifestations a envisager ?
- Pour nous permettre de retrouver la documentation (affiches, tracts, brochures, etc...) éditée par les organisations révolutionnaires (FAI - UGT - CNT - POUM) dès le début de l'action. Nous en prendrons le plus grand soin, et nous assumerons leur protection par tous les moyens appropriés.

L'initiative a été prise par un groupe de camarades salonais sur proposition de Maurice JAQUIER, qui a participé de Juillet 1936 à Mai 1937 en tant que représentant du Front Populaire Français, délégué auprès du comité central des Milices Antifascistes de Barcelone à la révolution Catalane.

Nous serions heureux de vous compter parmi ceux qui ne veulent pas laisser passer cette circonstance, quels que soient les événements en 1976, sans glorifier les luttes autogestionnaires de nos camarades espagnols.

Votre concours, celui de vos relations, vos encouragements, votre contribution nous aideront.

LIBRE Pensée de Salon  
Michel Gornès  
Altitude 90 Bât. A4  
13300 SALON - Tél. 56-05-14

# HORS LA VOIE 19/20 : LA VOIX DES CHEMINOTS



CINE-SEMAINE N° 38 (1920)  
Le train de propagande en tournée

*A la fin de la guerre la pensée des révolutionnaires syndicalistes tire son idéal militant des illusions soviétistes nées de la révolution russe et sa rancœur de la politique d'Union sacrée, sacrée union, déclare l'un d'eux, menée par la vieille Confédération Générale du Travail et ses différentes Fédérations.*

Les cheminots révolutionnaires contestent à leurs représentants fédéraux les succès d'un syndicat satisfait de lui-même qui se vante dans les officines du gouvernement du "patriotisme cheminot" et de "l'esprit de sacrifice" qui règne dans la corporation pour quémander une indemnité de vie chère. Il est temps, disent-ils, de mettre fin à cette attitude et de ramener le prolétariat à un strict point de vue de classe et à un internationalisme jeté aux orties par une propagande syndicale chauvine. A l'expérience négative de la guerre ils opposent l'expérience positive de la révolution sociale qui a trouvé son ancrage territorial en Russie.

Ainsi, dans l'après-guerre "victorieuse" ils n'ont cessé de mettre en garde leurs camarades sur la nature du militarisme et du capitalisme. Car de même que les espoirs de liberté placés dans la guerre ont été déçus, ceux-ci, si on refuse d'y voir clair sur la diplomatie bourgeoise, seront déçus aussi bien dans l'amnistie que dans la guerre. Le rééquilibrage européen, proposé par la Société des Nations, conduit, sous couvert d'établir l'équilibre antagoniste entre les nations, à établir l'équilibre antagoniste entre les classes. Ils opposent à ce partage du monde la révolution sociale totale. C'est pourquoi les mouvements sociaux de l'après-guerre qui placent "la question du ventre avant la question de conscience" s'ils peuvent servir de détonateur dans la paix sociale doivent nécessairement changer de terrain. Pour cette transformation il faut faire sortir les masses "veules et moutonnières" des revendications égoïstes et les exalter à "la révolution possible, proche, inévitable et fatale". C'est à cette tentative, non structurée, d'adaptation du syndicalisme français au bolchévisme comme formulation concrète du rêve soviétiste, que les syndicalistes révolutionnaires, et singulièrement les militants du rail, participent dans un extraordinaire maelström, mélange de pratiques et d'idéaux, charrié par une vague romantique. L'image toute lisse et brillante de la révolution soviétique leur donne une force militante, un langage et une appréciation communs sans doute et sans partage.

Après l'échec du mouvement de vingt, il en va tout autrement. Les cheminots révolutionnaires cherchent à "s'organiser davantage", ils donnent le signal pour prendre d'assaut la CGT, avant de former la CGTU qui se désagrège rapidement sous le choc des idéologies "libertaire" et "autoritaire".

Il restait à rapporter, d'une façon concrète, la matière historique constituée par les documents d'archives syndicales (textes de Congrès, presse) et de police (rapports, notes) ainsi que par des témoignages, comme autant d'éclairages pour restituer la mémoire repliée. Restait encore à faire saisir dans un récit le combat et les espérances de ces militants. Puisque le combat reste. Restituer leurs interventions, (le plus possible) leurs prises de position (superposition de divers discours ambiants et de tempéraments), leurs actions et leurs gestes (en divers lieux et sur plusieurs plans) dans un développement historique. S'effacer devant ces "voix".

La méthode choisie est celle du montage qui les "met en scène", sans mécanisme fictionnel, dans une Histoire qui opère par des omissions mais qui constitue l'élément actif du récit.

## PERSONNAGES :

### 1) La voix des militants cheminots :

#### • du réseau Paris-Etat-Rive-Gauche (PERG) :

SIROLLE (minoritaire) militant anarchiste. Minoritaire pendant la guerre. En 19, membre des GSR (2). Secrétaire de la Fédération des cheminots en 20 (1). Il est arrêté dans l'affaire du «complot».

GAUTIER (min)

SOURON (min)

PELLETAN (min)

REY (min)

LEVEQUE (min) secrétaire du secteur de propagande de Paris et Secrétaire de la Fédération des cheminots en 1920 (1).

#### • du réseau Paris-Etat-Rive-Droite (PERD) :

MONMOUSSEAU (min) militant anarchiste, menuisier puis cheminot. Secrétaire de la Fédération des cheminots en 1920 (1). Membre de la CE Confédérale et au bureau de la CGTU puis au PC (sur une concession de Lénine à l'article II des statuts de l'IC) où il reste jusqu'à sa mort.

VIGIER (min) Secrétaire de l'Union des Syndicats de l'Etat.

DEJONCKERE (min)

RAMBAUD (min) révoqué des chemins de Fer après mai 20. En 22 il devient membre de la CE de la CGTU.

HUGUENIN (min)

SIGRAND (min) membre du PC de Péricat à l'intérieur duquel il fonde une scission centraliste.

BLASCHER (min) Secrétaire du syndicat.

VADECARD (min) sera membre de la CE de la CGTU.

BESNARD (min) militant libertaire, révoqué en 20. Secrétaire du CC des CSR avec Quinton. Minoritaire dans la CGTU, il la quitte pour fonder la CGT SR en 26, dans laquelle se retrouvent «les syndicalistes purs» qui luttent contre le PCF.

LARDEUX (min) Secrétaire de la Fédération des Cheminots par interim en 20 (1).

LE GUEN (majoritaire)

#### • du réseau Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) :

MIDOL (min) arrêté et emprisonné en janvier 19, révoqué en mars. Secrétaire de la Fédération des cheminots en 20 (1).

Clandestin il s'exile en Suisse. Présenté comme «candidat de l'amnistie» au Conseil Municipal il est élu à la Santé (XIVe). Suppléant de Sémard à la CGTU puis secrétaire, membre du BP du PC en 26 et au CC de 1924 à 1959.

SEMARD (min) d'abord militant à la CGT, il adhère au PS en 17, minoritaire de la guerre il entre au PC au congrès de Tours. En 21 Secrétaire de la Fédération Unitaire. De 24 à 29, Secrétaire du PC. Condamné à la prison pendant la campagne de la Rhur il sera fusillé par les nazis en 1942.

TOTTI (min) militant libertaire, emprisonné en 20 pour «complot». Unitaire il démissionne du Bureau de la CGTU en 22 (au congrès de St Etienne) et passe dans la minorité.

• **du réseau Paris-Orléans (PO) :**

SAUVE Emile militant majoritaire, révoqué en 1910, réintégré en 16. Cheminot à Périgueux en Janvier 20, puis au PLM en Février, Secrétaire du Comité de grève du PO et membre de la CE du Conseil Fédéral.

SAUVE Maurice, frère du premier, majoritaire, cheminot de 1915 à 1916 puis de 19 à 53.

OLIVIER (min) Secrétaire du syndicat de Périgueux

DELAGRANGE (min)

• **du réseau Nord :**

THYS (min)

TOUR (min)

GANET (min)

• **du réseau de l'Est :**

ROUTHIER (min)

KIRSCH (min) membre de la CG TU et du CC du PC.

ERCKBOURG (min) Secrétaire du syndicat de Noisy-le-Sec.

+ **La voix des délégués fédéraux majoritaires :**

BIDEGARAY mécanicien à l'Etat ayant d'être Secrétaire Général de la Fédération et délégué Confédéral.

BOISNIER commis à l'Etat, membre de la CE du Conseil Fédéral.

TOULOUSE Secrétaire du syndicat du Midi, délégué Confédéral suppléant.

+ **La voix d'un cheminot.**

**2) La voix des militants ouvriers minoritaires (2) des autres corporations :**

PERICAT ouvrier du bâtiment, Secrétaire de la Fédération CGT du bâtiment en 1906, s'exile en Belgique après les événements de Villeneuve-St-Georges. Devient Secrétaire au nouveau groupement minoritaire, le Comité d'Action Internationale (CAI), en décembre 15, qui se transforme en Comité pour la Reprise des Relations Internationales (CRRI). Il s'en retire pour fonder le 1er PC (ultra-gauche) en 1919 qui a son journal «l'Internationale» (de fev. à sept. 19). Il veut fonder à Marseille après son départ de la CGT, une Confédération des Travailleurs du Monde (Secrétaire B. Frachon). Il rejoint enfin le PCF et la CGTU.

MONATTE du Syndicat des Correcteurs, opposant à la 1ère guerre puis leader de la minorité de la CGT. Il adhère au PC en 1923, le quitte avec Rosmer en 1924. Il est le fondateur en 1909 de la Vie Ouvrière, à sa disparition en 19 il en est le directeur. Il est le fondateur de «la Révolution Proletarienne» en 25.

LEPETIT (de son vrai nom Bertho) maçon, opposant à la guerre et membre de la commission du 21 du CAI. Militant du GSR (2), il fait partie de la délégation en URSS en juillet 20, disparaît en Sept. avec R. Lefebvre et Vergeat dans la mer de Barents (Norvège). Victime de la tchéka ?

RACAMOND du syndicat des Boulangers. Secrétaire Confédéral de la CGTU puis membre du PC.

LEFEBVRE. Raymond, a adhéré au PS pendant la guerre, y combat les partisans, majoritaires, de l'Union Sacrée, fonde l'ARAC (Action Républicaine des Anciens Combattants

et le mouvement Clarté. Victime de la tchéka ? (cf. Lepetit).

BARBERET militants du Bâtiment

LETOURNEUR



BESSON du syndicat des Travailleurs-Municipaux.

PEDRO du syndicat des Terrassiers.

TOMMASI ouvrier mécanicien dans La Voiture-Aviation. Entre au PS en 1904.

En 21 Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine. En rentrant de Moscou où il a accepté l'adhésion à l'ISR, il est contraint à démissionner par les CSR qui ne veulent pas «la subordination des syndicats». Se tient à l'aile gauche du PC. Meurt en URSS, au cours d'un voyage en 1927.

DELAGE ouvrier aux Usines De Dion Bouton.

VERGEAT tourneur sur cuivre. Anarchiste puis membre des Jeunesses syndicalistes.

Minoritaire depuis 15 et membre du CAI. Collaborateur à la VO. Victime de la tchéka ? (cf. Lepetit).

3) **La voix d'Hélène BRION**, Secrétaire adjointe de la Fédération des Instituteurs, militante socialiste elle prend une part importante dans les luttes féministes elle rejoint le combat pacifiste. Membre du CRRJ et de la Société d'Etudes Documentaires et Critiques sur la guerre. Fin 17 institutrice à Pantin, elle est révoquée. En mars 18, un conseil de guerre la condamne à 3 ans de prison avec sursis pour « défaitisme ».

#### 4) **La voix du POLICIER**

(1) Pendant la gestion minoritaire à l'issue du 3ème congrès.

(2) Après septembre 19 (congrès de Lyon), les militants minoritaires s'organisent dans des Groupes Syndicalistes Révolutionnaires afin de conquérir la Confédération, syndicat par syndicat, union par union et fédération par fédération. Monatte est Secrétaire du Comité provisoire assisté de Lepetit, Monmousseau, Péricat, Sirolle et Tommasi.

<p style="text-align: center;"><b>Première Partie</b> <b>PREMIER MAI COMME KHARKOV</b></p>
--

**Pendant le printemps 19, chaque jour, le Ministère de l'Intérieur adresse des plis confidentiels, épluchures jaunes, à Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, relatifs à l'agitation qui se manifeste parmi les travailleurs des Chemins de Fer.**

*Le policier (note du 14 février) – La direction de la fédération est assurée par des hommes sincères et modérés. Récemment encore, M. Clémenceau félicitait Bidegaray des suggestions qu'il apportait...*

**Un an plus tard, le 26 février 1920, en pleine grève, Bidegaray est malade ; sur son lit, il écoute le compte rendu de ses camarades de Toulouse et Boissier qui sortent du Ministère des Travaux Publics. Au récit de cette entrevue, Bidegaray, très agité, s'est écrié, rouge de colère :**

**Bidegaray** – Je suis placé entre les brutes des groupements parisiens et les brutes du gouvernement. Le Trocquer ne connaît pas du tout la situation. Il ne se rend pas compte de **l'impatience** et de **l'indiscipline** qui règnent parmi les cheminots. Les dirigeants de la Fédération qui ont conscience de leurs **responsabilités**, qui sont patriotes aussi, qui sont partisans d'une production intense pour relever le pays, ~~ne trouvent pas~~ dans le gouvernement **l'appui** qu'ils méritent (...)

**Le policier** – ...*Bidegaray déclare entre amis qu'il est honteux du rôle qu'il est obligé de jouer dans les ministères. Il passe son temps à calmer toutes les impatiences et éviter la grève ou à avertir M. Claveille que les cheminots (...)*  
**(Note du 6 février)**

*La propagande révolutionnaire chez les cheminots des groupements parisiens est menée par Sirolle. Lévêque, Monmousseau ; ils sont soutenus par des*

*exaltés, qu'on qualifie de "bolchévistes" appartenant à tous les réseaux. Ils se proposent de faire dans des réunions à la Bourse du Travail procès des dirigeants de leur Fédération qu'ils accusent de mener une action "temporatrice" et de n'avoir pas su profiter de l'effervescence provoquée par la grève du PLM pour décréter la grève générale sur tous les réseaux.*

**Meeting monstre à la Bourse du Travail, salles Ferrer, Bondy et des Grèves, organisé par les syndicats parisiens des Transports et des Chemins de fer.**

**Rey** – Aujourd'hui 15 mars, c'est une déclaration de guerre que nous adressons aux gouvernements, aux capitalistes et à la bourgeoisie que nous combattons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la révolution. Nous devons non seulement obtenir la journée de 8 heures, mais aussi la nationalisation de tous les services publics, de tous les organes de la vie économique du pays, banques, entreprises agricoles, etc.

**Lévêque** – La guerre sociale ne fait que commencer. La bourgeoisie, qui la sent venir, essaie de l'arrêter ; elle voudrait étouffer l'embryon de socialisme qui est né en Russie, mais elle n'y réussira pas. La révolution est en marche, rien ne l'arrêtera et ceux qui essaieront de lui barrer la route seront balayés par elle.

**Rey** – Le prolétariat doit mettre la main sur les richesses publiques et doit dès maintenant constituer des soviets ; **j'engage les peuples à se révolter** contre les gouvernements qui disposeront du peuple.

**Sirolle** – Oui, il faut abattre la vieille société. Le capitalisme est responsable de la guerre, il a exploité la classe ouvrière en la menant pour mieux l'asservir à la boucherie ; il a saigné la classe ouvrière sur les champs de carnage. Leurs calculs ont été faux et c'est nous qui allons dicter nos lois. Les augmentations de salaires ne peuvent résoudre la question sociale, c'est un palliatif passager dont les cheminots ont absolument besoin pour manger... OUI la prochaine guerre va commencer. Mais ce sera la guerre des travailleurs qui ont eu le courage de se battre pour défendre des intérêts qui n'étaient pas les leurs ; ils se sont fait casser la gueule pour ces vaches de bourgeois ; ils se battront cette fois pour **s'émanciper**, pour devenir maîtres de leur travail. Les travailleurs n'ont pas de pays. Exploités, ils doivent s'unir internationalement et pour eux les frontières ne doivent pas exister puisque c'est le hasard qui les a fait naître à un endroit plutôt qu'à un autre...

**Daniel Cohn-Bendit (France-Soir du 22 octobre 1975) : Français de naissance, Juif par hasard et Allemand par nonchalance, je bénéficierai des mêmes facilités de circulation que les boîtes de petits pois, les voitures du peuple dites Volkswagen et les glaces Saint-Gobain.**

... le beau pays de France, c'est le borbier de la réaction, il faut se dresser contre les canailles de bourgeois qui, au front, nous disaient d'aller jusqu'au bout pour ne gagner rien avec des mitrailleuses derrière nous. Maintenant je dis **d'aller jusqu'au bout avec les mitrailleuses devant nous**, mais pour faire

la révolution [Nombreux applaudissements]. Les travailleurs russes, considérés jusqu'ici comme les plus arriérés, s'occupent actuellement de se débarrasser des forces d'oppression issues du capitalisme et ce sont les soldats français que l'on envoie là-bas pour les empêcher de s'émanciper.

Nous avons en France un gouvernement réactionnaire qui, après avoir fait la guerre pour le capitalisme, arme ses soldats pour défendre ce même capitalisme contre les ouvriers français... Tant que vous n'abattrez pas ce gouvernement réactionnaire vous serez des esclaves, car vous aurez contre vous la magistrature, la police et l'armée. Actuellement, en raison de votre agitation, des mouvements de troupes ont lieu dans la région parisienne et dans les gares. Soyez convaincus que vos revendications sont connues depuis longtemps des pouvoirs publics, car il y a des mouchards qui viennent dans nos réunions et fournissent sur nos déclarations et sur les décisions prises des rapports détaillés, pour le plus grand bien de la classe capitaliste et réactionnaire. Malgré qu'un "flic" soit venu nous déclarer l'autre jour qu'eux aussi avaient des salaires de famine et qu'ils étaient de tout coeur avec nous, je me défie de cette catégorie de fonctionnaires, car si ceux qui la composent avaient un si peu de dignité, ils abandonneraient leur ignoble métier qui consiste à molester leur semblable...

Allez-vous vous laisser faire ? [Nombreux cris, non, non].

Pourquoi n'imiteriez-vous pas vos frères de Russie ?

Quand allez-vous vous rendre maîtres de votre production, alors qu'on vous donne juste de quoi ne pas mourir de faim ?

Etes-vous prêts à entrer dans la lutte ? [Nombreux cris, oui, oui, oui]

Eh bien, policiers qui êtes dans la salle, allez dire à vos chefs et à vos gouvernements réactionnaires qu'à partir de maintenant, les cheminots sont en guerre et lorsqu'ils cesseront le travail, de nombreux ouvriers des autres industries imiteront leur exemple. Donc, debout pour la défense de nos intérêts et la transformation de la société.

**Le policier** – J'ai entendu dire par Monmousseau qu'il aurait été heureux d'entendre Dumoulin déclarer que la CGT inviterait les organisations ouvrières à profiter du mouvement des cheminots pour obtenir la journée de 8 heures et des augmentations de salaires... que le prolétariat en a assez de crever de faim... et qu'à son avis ce n'est pas la **nationalisation** des chemins de fer mais leur **socialisation** qui seule pourrait améliorer leur situation. C'est, a-t-il déclaré, une lutte à mort entre le prolétariat et le capitalisme, c'est la révolution !

**Séance levée à 22 h 15 après lecture de l'ordre du jour. A l'issue de la réunion, on vend la brochure d'André Lorulot, "Le Soviet".**

**Le policier ( Rouen, le 17 avril 1919)** – *J'attire votre attention sur la violence des discours de Gautier et Hélène Brion qui sont un véritable appel à la révolution.*

*Les excitations progressent en violence de jour en jour et on annonce la venue du Secrétaire du Comité de Défense Syndicaliste, Péricat, anarchiste notoire, apôtre de la révolution, pour le 27 avril.*

*On se trouve donc en présence d'une action méthodique raisonnée et qui a malheureusement une funeste influence sur la masse des travailleurs (...) j'estime donc qu'il y a lieu de prévoir pour le 1er mai des mesures d'ordre toutes spéciales ; et que Sotteville et Oissel où les cheminots sont excités doivent être nettement isolées de Rouen (...)*

**La conduite...** *cette pratique, qui avait lieu avant la guerre, redevient fréquente à Sotteville-les-Rouen. Elle est dirigée contre les contremaîtres et les chefs injustes ou les jaunes. Au moment de la sortie un groupe d'ouvriers entoure le coupable et le reconduit à son domicile au milieu d'une manifestation spontanée, violente et peu sympathique pendant le trajet la victime est conspuée, c'est ce que les cheminots appellent une "conduite".*

*Une autre forme est la conduite en effigie. Piquée au bout d'une perche, une tête de vache au-dessous de laquelle est placé un écriteau portant le nom de l'ingénieur.*

**Gautier** – Camarades, puisque nos menaces font trembler les bourgeois et nos gouvernants, c'est le moment d'agir. Il ne faut pas qu'un seul cheminot se rende au travail le 1er mai, il ne faut pas qu'une seule machine sorte des dépôts ce jour là [Applaudissements] . Le 1er mai, tous les ouvriers seront debout, ils montreront aux bourgeois de Rouen qui ont la frousse, leur force et leur volonté bien arrêtée de ne plus se laisser exploiter. Tout le textile et les autres travailleurs seront avec nous dans la rue pour acclamer le nom de Jaurès et chanter l'Internationale. Nous lutterons tant que la société actuelle ne sera pas balayée et remplacée par le communisme et le collectivisme. Encore un mot camarades : le Percepteur de Sotteville a envoyé aux ouvriers un premier avertissement au sujet des impôts (...) **Refusez de verser l'impôt** sur les salaires ! Toutes les feuilles d'impôt sur la misère seront expédiées, en port dû, à Loucheur qui paiera s'il le désire. Si le gouvernement n'a pas d'argent pour payer le percepteur et le Commissaire de police qui vient écouter ce qu'on dit ici, eh bien, tant pis, on peut se passer d'eux [Applaudissements]...

**Le policier** – *La parole est donnée à Hélène Brion qui se présente à la tribune en culottes bouffantes, bandes moletières et chaussée de gros souliers. Elle s'exprime dans un langage aisé, clair, mais peu recherché, s'adressant surtout aux femmes, elle invite l'assistance à part active à la manifestation du 1er mai et à envisager une révolution sociale en faveur d'un régime communiste et collectiviste nouveau, basé sur le système adopté par les Soviets de Russie à qui elle voue hautement son admiration et ton amour.*

**Hélène Brion** – Il est utile que je vous dise toute ma pensée, vous ne savez pas penser, vous ne savez pas réfléchir et si vous vouliez, si vous saviez vouloir, vous arracheriez à la classe capitaliste qui vous exploite tout ce qu'il vous plairait, même le pouvoir à la tête duquel vous mettriez des Soviets. Il ne suffit pas de parler beaucoup dans les réunions et ailleurs, il faut limiter vos paroles à vos actes, ne jamais faillir et mettre en pratique l'action correspondant à la parole que vous avez lancée. Combien sont nombreux ceux qui sont partis se faire tuer et qui avant la guerre avaient voté des ordres du jour et juré qu'en cas de guerre ils refuseraient de marcher.

Vous avez obtenu la journée de 8 heures et le minimum de salaire, c'est parce que vous avez su l'arracher par la menace, vous voyez bien que le gouvernement n'est pas composé de tigres, mais de lâches et de poltrons.

En l'honneur de Wilson, nous avions il y a quelque temps projeté une manifestation, et quelques froussards de la CGT étaient allés à plat ventre demander à Clémenceau, qui a ri d'eux, l'autorisation de manifester ; évidemment, cette permission a été refusée ; il eut été plus simple de la prendre sans rien demander. La manifestation eut lieu quand même ; nous étions 30000 personnes qui avons réussi à parcourir 6 kilomètres à travers Paris, ce ne fut pas facile, etc! ! !

Pour la manifestation de Jaurès, le gouvernement nous donna l'autorisation avant même qu'elle lui fût demandée. Il fit bien ! Mon camarade Gautier a dit ces mots profonds : "Celui qui se croit digne de la liberté n'a qu'à la prendre". C'est pourtant **nous, les femmes**, qui avons le moins de liberté. Notre journée à nous est de 24 heures, si l'on compte les soins du ménage et de l'enfant s'il y en a un, la cuisine à faire et de nuit l'intervention à apporter auprès d'un malade, et si à cela s'ajoute le nombre d'heures que la femme est obligée de passer à l'atelier ou à l'usine, vous voyez que la femme ne jouit d'aucune liberté et n'a aucun bien-être. En Russie, les femmes se sont affranchies. En plus du droit de vote qu'elles ont depuis qu'est institué le gouvernement des Soviets, il a été créé de grandes cuisines municipales, donc personne n'a plus besoin de faire sa cuisine, les repas sont apportés à domicile avec une grande rapidité; il existe des garderies d'enfants très confortables, les femmes n'ont plus à s'occuper de rien, je reproche à la grande presse de gauche de ne pas s'efforcer d'intéresser les femmes par leurs organes et même de nous traiter comme des quantités négligeables. Cependant, je vous engage fermement à ne lire que la "Vague" et le "Populaire" et laisser de côté les journaux bourgeois. Le 1er mai, vous serez tous dans la rue pour manifester contre l'intervention en Russie des troupes alliées, contre le maintien du Blocus, car il est pénible de penser qu'après 5 mois d'armistice nos "camarades allemands" souffrent de la faim et qu'ils nous ont rendu nos prisonniers tandis que nous avons conservé les leurs que nous maltraitons.

N'employez pas une partie de vos 100 F à faire des visites aux bistrotts. Le 1er mai, soyez tous dans la rue, le pied ferme, le regard clair, afin que les "mouchards" qui sont chargés de vous surveiller ne disent pas dans leur rapport que les manifestants étaient ivres.

**Le policier** – *Un ordre du jour réclamant la mise en liberté avant le 1er mai de tous les condamnés militaires et politiques, Cottin compris, et qui se termine par ces mots : "Vive l'Internationale, Vive la Révolution sociale", est mis aux voix et adopté à l'unanimité.*

*Cris : Vive Cottin.*

*Un ouvrier du nom de Leurey monte à la tribune et chante tous les couplets de l'Internationale, dont celui contre les Généraux et toute l'assistance, après chaque couplet, chante le refrain. Puis tous les couplets d'une chanson ayant pour titre "Révolution" sont chantés par le même ouvrier et l'assistance l'accompagne au refrain. Cette chanson est d'une violence extrême, elle pourrait être intitulée "Révoltez-vous".*

**Les conclusions de la police (notes secrètes du 28) étaient que** *puisque la CGT appelle à une démonstration “pacifique” et spécifiquement ouvrière qui aura une valeur sociale profonde par le nombre des syndicalistes qui prendront part sur tout le territoire aux manifestations sur la voie publique,... il n y a pas lieu de s’inquiéter des éléments de troubles, bolchevistes ou anarchistes, capables de provoquer des manifestations violentes, ni d’en exagérer ni le nombre ni l’audace. Les mesures d’ordre déjà prises par le gouvernement, notamment la concentration de troupes autour de Paris, ont déjà fortement intimidé la partie agissante de ces éléments.*

**La voix d’un cheminot** – L’union des syndicats de la Seine avait fait imprimer, à l’occasion du 1er mai, des papillons gommés pour être apposés sur les murs, dans les chantiers, dans les ateliers, ils disaient :

“Tous les travailleurs intelligents réclament la journée de 8 heures  
Tous les hommes justes réclament une **amnistie totale** pour toutes les victimes des conseils de guerre,  
Vous qui avez connu les horreurs de la guerre, exigez la **démobilisation rapide**, complète, et le désarmement général”

**Le soir du 19 avril, dans un meeting à la Bourse, les cheminots des Syndicats Parisiens soutiennent la manifestation décidée par l’Union des Syndicats.**

**Monmousseau** – Aujourd’hui, la fédération fait machine arrière. **Non seulement ce n’est pas la grève générale mais on vous dit de manifester par une cessation de travail de 3 à 15 minutes...** n’est-il pas pénible de penser que le 1er mai nos trains rouleront vers le nord emportant des jeunes camarades volontaires ou non, dirigés vers la Russie, pendant que nous ferons grève 3 minutes. Je voudrais qu’elle dure longtemps, cette grève, pour ne plus envoyer de soldats là-bas ! N’est-il pas pénible de penser que les mécaniciens et les chauffeurs qui ont emmené tant de soldats à la boucherie ne vont chômer que 3 minutes ? Les gouvernements, eux, arrêtent les militants pour plus de 3 minutes. Regardez ce qui s’est passé, le 26 avril, aux Ateliers de la Chapelle (...).

Vous manifesterez jeudi et vous descendrez dans la rue. Vous direz que vous ne voulez pas d’intervention en Russie. Vous direz que vous vous élevez au-dessus des mesquines questions de salaires. Vous réclamerez l’amnistie pour tous les camarades qui gémissent dans les bagnes militaires et aussi pour ceux qui ne sont pas militaires. Vous descendrez dans la rue pour y réclamer vos droits et vous direz que si on ne vous les donne pas, vous allez les prendre. Dans les temps troublés que nous vivons, nul ne peut dire de quoi sera fait demain, qu’un vent venant de l’est ébranle toute la vieille Europe et que peut-être le 1er mai sera la veille de la révolution.

**Tour** – Je voudrais revenir sur l’incident dans les ateliers de La Chapelle. Nos deux camarades ont été punis de prison pour des fautes légères. Ils ont été appréhendés en plein travail et conduits à Reuilly baïonnette au canon. La grève a été décidée aux ateliers pour protester contre **la discipline militaire**. Nous ne sommes pas des soldats et nous voulons être écoutés du gouvernement et de la bourgeoisie pourrie !

**Monmousseau** – Les bourgeois ont peur, le gouvernement tremble. Quant aux flics, ils savent depuis “la manifestation de Jaurès” comment les cheminots se défendent si on veut les empêcher de manifester pour la justice et le droit...

**René Michaud, jeune ouvrier dans les années vingt, raconte, près d'un demi-siècle après, dans son livre “J'avais vingt ans”, la manifestation du 29 mars, qui fit suite à l'acquittement de Villain :**

**René Michaud (p. 105 et 106) – La protestation populaire fut imposante. La foule avait envahi la rue, les curieux se mêlant aux manifestants fraternisaient pour la paix. Je pris place derrière les drapeaux rouges de la fédération des cuirs et peaux, et du syndicat de la chaussure... On lançait les mots de bagarres, d'échauffourées entre anarchistes et policiers... Mais les cheminots et les gars de la terrasse, les derniers fermes et massifs dans leurs largeaux de velours noir serré aux reins par de hautes flanelles rouges, étaient là prêts à agir. Plus d'une fois ils s'étaient frottés à la flicaille, en découdre n'était pas pour leur déplaire...**

**Monmousseau** – ... Tous dans la rue ! Tous avec nos bannières syndicales ! Si on veut nous barrer la route nous cognerons ! Si le Tigre féroce sort ses griffes et veut mordre, malheur à lui ! Nous répondrons de rien et le sang coulera !

**Sirolle** – Il ne s'agira pas d'aller s'enfermer dans des salles, vous descendrez dans la rue pour prendre la liberté qu'on vous a refusé jusqu'ici, vous vous rendez tous à 15 h place de la Concorde, comme en ont décidé les terrassiers. Nous défilerons par les grands boulevards jusqu'à la place de la République. Les cheminots seront là pour montrer qu'ils entendent faire la loi. A la première violence des gouvernants, c'est la grève générale déclenchée et le massacre commencera pour ne s'arrêter que quand nous serons les maîtres et les bourgeois pourris sous notre botte !

**Le gouvernement interdit les manifestations sur la voie publique. La CGT et l'Union des Syndicats de la Seine décident de passer outre mais assignent comme revendication essentielle l'exécution de la loi des huit heures.**

**La voix d'un cheminot** – La journée du 1er mai : le matin, on se rendait au syndicat local pour le pointage des cartes. A 9 h 45 (exactement) j'étais rue de Cambronne pour un meeting organisé par les cheminots du réseau Paris-Etat-Rive gauche et par les jeunesses syndicalistes du 15<sup>e</sup>.

**Souron** – Camarades, l'heure est venue après quatre ans de guerre de montrer et d'imposer notre volonté. La classe capitaliste frémit de peur, elle a fermé ses volets, ses portes. Elle voit, elle entend le cri de souffrance des peuples qui, lassés du régime, **veulent secouer leurs chaînes**. Elle demandera grâce demain si vous voulez aujourd'hui vous montrer courageux et unis. Cet après-midi, nous partirons en colonne d'ici pour aller place de la Concorde et malheur à la première bourrique qui essaiera de porter la main sur moi, car ce n'est pas avec les poings que je répondrai mais avec une arme que j'ai dans ma poche.

**Sirolle** – Camarades, je viens de traverser tout Paris et j'ai pu voir que déjà nous avons remporté une victoire, puisque c'est par la volonté du peuple, par la crainte de notre force que tout est fermé aujourd'hui. Le gouvernement a interdit notre manifestation de cet après-midi mais nous passerons outre et, à 1h 30, nous nous réunirons tous ici pour aller rejoindre les autres manifestants et demander l'amnistie générale pour les 60 000 soldats qui ont été emprisonnés pour n'avoir pas les mêmes opinions que les dirigeants, ou pour avoir refusé d'aller combattre leurs frères. Nous demanderons l'amnistie pour tous les détenus politiques ou libertaires, les Lecoin, les Cottin ; la suppression de la censure, l'arrêt de l'intervention en Russie, la démobilisation immédiate.

(...) En ce qui concerne les gardiens de la paix, je demande qu'on ne craigne pas de forcer les barrages si c'est nécessaire, car il faut absolument que la manifestation ait lieu afin de montrer au gouvernement que **la rue appartient au peuple**.

**En effet, le peuple de Paris s'est insurgé, en ce 1er mai 1919, renouant avec la mémorable journée du 1er mai 1900, comme les ouvriers de Kharkov, ils réclament la journée de 8 heures et la liberté politique.**

**M. Sauve (interview juin 1975)** – j'étais avec mon frère et Jeannot, de l'Union des Syndicats, à la gare d'Austerlitz. C'était quelque chose de formidable ; les types sont arrivés avec des drapeaux sur les locos à 10h juste, les chefs de gare de service étaient là, ils ont observé les 3 minutes, montre en main. Tout le personnel sédentaire était sur le quai, groupé comme des militaires, par rang, ils sont restés là. A l'heure dite, 10h et 3 minutes, tout le monde s'est égaillé. Ça avait fait une impression formidable. C'était la discipline qui avait surtout marqué nos patrons, ils se rendaient compte que l'organisation syndicale était arrivée à avoir une confiance telle dans la masse qu'on pouvait tout faire à ce moment là.

**Péricat** – Trois minutes d'arrêt et les trains repartent, les esclaves reprennent le collier de misère le sourire aux lèvres...

**M. Sauve (interview juin 1975)** – Oui, mais ces gens-là n'avaient pas une conscience de classe, ils venaient, ils venaient, mais ils n'étaient pas formés révolutionnairement, et s'ils étaient prêts à se défendre sur le terrain strictement professionnel, ils n'étaient pas prêts à aborder la lutte sur le terrain politique. Mais à l'heure actuelle, croyez-vous en toute franchise que la masse ouvrière dans son ensemble soit vraiment prête à la révolution ? Est-ce que les gars sont prêts à abandonner la voiture et la balade au soleil du Midi pour monter sur une barricade et se faire trouser la peau ? Et puis **la barricade**, c'était vrai dans le temps, en 1830 et 48 quand les rues avaient 4 mètres de large et étaient pavées, mais aujourd'hui et après 68 ?

**La voix d'un cheminot** – Les manifestations pour le 1er mai ont été grandioses. Ce fut un orage spontané dans toutes les grandes villes. Des énormes rassemblements de travailleurs, aux meetings. Des cortèges groupant des milliers et des milliers de personnes dans les rues

principales, drapeaux rouges en tête, en chantant l'Internationale et en criant : "A bas Clémenceau ! A bas Poincaré ! Vive le Bolchévisme ! Amnistie !" sur l'air des lampions.

Au Havre, aux groupements ouvriers du port, du bâtiment, des cheminots, des terrassiers, s'étaient joints 4 ou 5 soldats révolutionnaires en tenue, au chant de l'Internationale et du 17ème. Je me souviens encore que, sur prescription du maire de cette ville et par les débitants eux-mêmes (qui avaient la frousse), les débits de boissons étaient fermés.

A Paris, nous venions de Clichy ; 3 ou 4000 cheminots provoquants, insigne rouge à la boutonnière, prirent le **boulevard de la Révolte**, chantant la Jeune Garde :

Prenez garde, prenez garde,  
Les sabreurs, les bourgeois, les gavés  
V'là la jeune garde  
V'là la jeune garde  
Qui descend sur le pavé...

Nous sommes entrés par la Porte Pouchet. Après avoir suivi les rues Balagny, Ramey et le boulevard Barbès, nous avons été arrêtés rue Lafayette, en face de la Gare du Nord. Les soldats ont cédé assez vite, les agents en ont fait autant, trop peu nombreux, les gardes municipaux ont dégainés. Six cheminots ont été blessés gravement. La manif a été finalement disloquée par un peloton de cavalerie et une section d'infanterie. On s'est retrouvés vers 15h, 15h 30, à quelques-uns, dans le centre. Il y avait des barrages rue Royale, Faubourg Saint-Honoré, des bagarres place de La Madeleine entre des cheminots et des agents. De nombreuses coiffures étaient à terre, des agents blessés aussi. C'est alors que les pompiers ont mis leurs lances en batterie tandis que des délégués syndicaux venaient au-devant de nous pour prêcher le calme. Vers 5h, on se dirigeait vers la place de la République, arrivés à la Porte Saint-Denis, il y avait des barrages tous les 50 mètres pour protéger la place de la République. Boulevard Magenta, il y eut quelque chose comme 10000 manifestants... Près de la Gare de l'Est, c'était des jeunes de 15 à 18 ans qui tenaient la rue, ils remuaient le pavé pour dresser des barricades avec des arbres et des grilles arrachés sur le boulevard Magenta et dans les rues voisines, les agents qui s'approchaient étaient assaillis par des jets de pierres et des volées de fonte. Un régiment d'infanterie fut même entouré et exhorté à lever la crosse.

**René Michaud – Cependant la journée avait été tragique. Ce 1er mai fut une journée cruelle et sanglante. n y avait eu de nombreux blessés et la presse avoua un mort: le jeune Lorne, tué place de l'Opéra et auquel l'Union des Syndicats fit de grandioses funérailles.**

**La voix d'un cheminot** – Le lendemain, les cheminots des ateliers de l'Etat (Batignolles, Levallois) se sont présentés à leur travail mais n'ont pas travaillé. Mais c'est à la gare de l'Est que l'agitation était la plus sérieuse. On y parle de revanche après les provocations gouvernementales du 1er mai. Les cheminots de cette compagnie, sous l'impression des scènes qui se sont déroulées, jeudi, à l'intérieur de la gare, envisagent une grève générale. On raconte encore que deux civils ont été tués dans la cour de la gare par des gardiens de la paix.

Dans la soirée, l'Union des Syndicats a conseillé la reprise du travail pour le 3. La grève générale serait tentée ultérieurement "dans une période de 15 jours au plus".

**Dans la Vie Ouvrière du 7 mai, Pierre Monatte a une conclusion amère :**

**Monatte** – Le vendredi 2 mai, la réponse était possible, sous le coup de l'émotion, bien des travailleurs n'auraient pas repris le travail.

**Les 14, 15, 16 et 17 mai, rue de la Grange aux Belles, les cheminots tiennent leur 2ème congrès. C'est un congrès où les syndicalistes révolutionnaires se contentent de réaffirmer leurs résolutions et leurs orientations de "révolution sociale" face à une direction fédérale encore majoritaire dans laquelle ils voient la cause, par son attachement à l'ordre national, de leurs échecs dans la pratique.**

**Midol** – C'est une véritable capitulation, mais elle existe sans doute depuis des années... C'est une insuffisance corporatiste qui n'envisage pas les choses sous l'angle de la transformation sociale et ne cherche pas à élever l'esprit des cheminots au-dessus des questions corporatives... Le prolétariat doit aller vers la grève générale et la révolution.

**Sirolle** – Est-on prêt enfin, sur la seule voie qui est susceptible de nous amener au succès, la lutte des classes intégrale, la lutte contre les patrons, la lutte contre nos dirigeants ? Alors, cessons toute collaboration de classe en vue de satisfaire des intérêts particuliers, luttons pour saper un peu la base de la société... Nous voulons, les communistes libertaires, préparer les cheminots en particulier et la classe ouvrière en général à accomplir la mission historique qui peut être le lendemain. Il faut que nous soyons prêts dans le domaine des transports à nous emparer des moyens d'échange.

**Dans l'Internationale du 22 mai, Péricat commente ce congrès. Son journal se félicite de son orientation la plus à gauche du monde syndicaliste. Mais si la propagande communiste porte ses fruits dans les compagnies PLM, PO et à l'Etat, il n'en va pas de même sur les réseaux du Nord et de l'Est.**

**Péricat** – Les cheminots y sont recrutés par le clergé et par des associations et sectes religieuses qui sont ennemies de la CGT et des partis révolutionnaires. Il n'y aura jamais rien à faire avec cette masse de pleutres, de froussards, de bigots, dont beaucoup parmi eux sont tellement croyants qu'ils vont à la basilique de Montmartre régulièrement pour y passer des nuits en adoration.

**Les journées de Juin : dans les journées de juin, la vague révolutionnaire s'enfle. La grève de masse, partie de Lyon, de Rouen, gagne Paris : 200000 métallos, 50000 mineurs du nord, 80000 ouvriers des produits chimiques, 30000 tisseurs ainsi que les terrassiers et les travailleurs des Transports en commun de la Région parisienne, sont en grève pour la journée de huit heures. Devant ce large mouvement, la fédération CGT des cheminots apaise ses troupes, le journal "La Tribune des Cheminots" appelle au "sang-froid" et à**

**“la discipline”.** Le cartel inter-fédéral des dockers et mineurs ne participe pas au mouvement d'ensemble. Bien que la CA CGT ne se soit pas jointe aux différentes corporations parisiennes en lutte, 8000 cheminots de l'Etat se mettent en grève pour soutenir un camarade frappé dans l'action syndicale. Le 6 juin, les cheminots parisiens tiennent à la Bourse du Travail un meeting pour faire cesser le travail aux cheminots et leur demander de rejoindre le mouvement. Bidegaray est pris à partie pour ses appels au calme et ses consignes d'abstention dans la grève.

**Le policier (note du 7 juin)** – On peut évaluer à 12000 le nombre des cheminots qui se pressaient hier au soir dans quatre salles de la Bourse du Travail, au milieu d'une agitation indescriptible.

La réunion principale avait lieu salle Ferrer. Le chant de l'Internationale et l'Hymne au 17ème sont vociférés à tue-tête ; de toutes parts s'élève le cri de “Vive la grève générale!”.

Président : Huguenin ( Etat ) ; assesseurs: Moise et Perrot.

Huguenin est cet ouvrier d'atelier qui le 2 mai, a bousculé son contremaître et a pris sa place, en criant à ses camarades **qu'il n'y a plus de chefs possibles**. Traduit devant un conseil de discipline, il a vu sa cause prise en mains par ses camarades, lesquels ont pratiqué une grève des bras croisés dès jeudi matin et ont menacé d'une grève générale si le conseil de discipline le punissait. C'est donc le cas de Huguenin qui a été le point de départ de toute cette agitation et qui a servi de prétexte à une tentative de mouvement d'ordre politique.

Huguenin raconte qu'il s'est rendu hier après-midi à la Direction des Chemins de fer de l'Etat, mais que les membres ouvriers du conseil de discipline ne sont pas venus; l'affaire a dû être retirée du rôle. Il a été ensuite reçu par M. Le Grain, directeur général du réseau.

**Huguenin** – Le directeur, après mes explications, a déchiré tous les rapports, Il a eu beau me dire que ce n'était pas la peur qui le faisait agir ainsi et qu'il ne me considérait pas comme aussi coupable qu'on le lui avait dit, camarades, nous avons remporté cet après-midi une grande victoire ! Je vous remercie de votre attitude de solidarité ; c'est un réconfort immense pour nos militants.

**Thys** – (...) Nous sommes venus pour prendre de graves décisions, pour exiger l'amnistie, la démobilisation immédiate et le retrait de nos troupes de Russie, de Bavière et de Hongrie. Vous allez choisir votre ligne de conduite. Il faut agir vite !

**Le policier** – Aussitôt s'élèvent les cris de “Vive la grève générale immédiate ! Vive la révolution !”

**Sigrand** – ... Depuis plusieurs mois notre fédération nationale nous leurre avec des menaces de grèves générales. On organise des réunions, on vote des ordres du jour plus ou moins platoniques et tout est dit. Puisque nos dirigeants ne veulent rien faire, c'est à nous d'agir. J'espère que les cheminots, profitant du mouvement de grève auquel prennent part à l'heure actuelle plus de 300000 travailleurs de la région parisienne, décideront ce soir la grève générale. Les camarades vont avoir à se prononcer pour savoir à quelle date ils vont l'appliquer.

**Rey** – Je ne dis pas demain, car il faut qu’une grève de cheminots soit générale. Nous allons partir en province et proposer une date à chaque Syndicat.

**Le policier** – Bidegaray vient expliquer l’attitude de la Fédération, dont on a dénaturé les intentions et les actes. Il rappelle les satisfactions déjà obtenues par elle et lit les accords établis par le cartel international. Pour le moment, les cheminots ne sont pas prêts à déclencher un mouvement de grève générale; il faut attendre que la Fédération et la CGT aient choisi le moment favorable.

A ce moment, le tumulte s’élève ; on ne veut plus écouter Bidegaray ; on crie : “Démission ! Démission ! Vive la grève générale ! Vive la révolution !”

Très calme, Bidegaray laisse passer l’orage et parvient à déclarer que ni la Fédération, ni la Commission exécutive ne se rendront responsables des conséquences d’un mouvement prématuré.

Mais on l’empêche de continuer et il doit se retirer.

**Rey** – J’envoie un salut fraternel aux marins de la Mer Noire et aux 600 soldats de Toulouse qui se sont révoltés et ont parcouru la ville en chantant l’Internationale. Nous devons suivre leur exemple et nous révolter avec eux. Leur geste nous prouve que nous pouvons **compter sur une partie de la troupe**. Nous ne pouvons pas tolérer plus longtemps les interventions armées contre les républiques naissantes, ni le maintien dans les casernes de jeunes bras qui ne demandent qu’à travailler et qui sont indispensables à la reprise de la vie économique. Il est également obligatoire que nous libérions les 60 000 emprisonnés qui pourrissent dans les geôles de la République.

**Lévêque** – Puisque l’armée commence à se révolter, c’est le moment de tenter la révolution. Nous n’avons plus à craindre les baïonnettes de Clémenceau e de sa clique. Il ne faut pas avoir peur. Il faut que la bourgeoisie et le gouvernement capitulent. Nous ne cesserons la lutte que lorsque ce résultat sera obtenu. La révolution peut éclater d’un jour à l’autre, j’espère que les troupes marcheront avec la classe ouvrière.

**Tomasi (de la Voiture-Aviation)** – Je viens vous demander votre concours dans les grèves. Nos revendications sont les mêmes; elles ne sont pas corporatives, mais d’ordre politique et social. Il ne faut plus attendre ; le prolétariat a assez souffert, il ne veut plus être esclave; il veut **se diriger lui-même**. La bourgeoisie a assez duré; ce ne sont pas les siens qui sont tombés pendant les cinq années de massacre ; ce sont des millions d’esclaves. Nous ne voulons pas de l’intervention contre les républiques naissantes; nous soutiendrons ces républiques et nous les imiterons !

**Le policier** – *Nouveaux cris de “Vive la révolution !”*

**Monmousseau** – Réfléchissez bien avant de vous soulever, car il ne faut pas risquer un échec. Il nous faut une victoire complète; nous ne l’obtiendrons que par le bloc et le sang. Les soldats et les marins nous attendent ! Les 400 000 grévistes actuels nous attendent également, je le sais. Néanmoins, il nous faut le temps nécessaire pour parer à tous les détails. On va nous reprocher peut-être d’avoir peur d’être des brist)urs de grève; eh bien ! non ! nous

la ferons, la grève générale, mais bien ordonnée et bien complète. Nous mettrons la Fédération et la CGT en demeure de “marcher” ; nous leur dirons : la masse est là qui attend votre signal, qui attend que vous la conduisiez à la victoire décisive. Vive la révolution ! Vive l’Internationale !

**Sirolle** – Le conflit gréviste qui agite le prolétariat non seulement à Paris mais en province est nettement d’ordre social et issu du malaise économique créé par la guerre, ce malaise conduit à la révolution... mais c’est de sang-froid que vous fixerez une date. Dès demain, parlez-en dans vos Syndicats !

**Le policier** – *Des cris s’élèvent : “Non ! Tout de suite! Dans 48 heures !”*

**Sirolle** – Non, pas tout de suite ! Il faut que nous partions en province pour préparer nos camarades, leur dire que vous êtes prêts à Paris et que vous avez choisi une date. Pour cela, il nous faut quelques jours. Je vais vous donner lecture de l’ordre du jour.

**Le policier** – *Il lit l’ordre du jour paru dans L ‘Humanité de ce matin. Cet ordre du jour invite les citoyens à la guerre civile et les militaires à l’insurrection par l’éloge de ceux qui se sont déjà mutinés.*

*Thys revient des salles du bas, où il a fait adopter la date du 20 juin. Mais l’assemblée de la salle Ferrer ne veut pas attendre si longtemps. On crie : “Lundi ! Mardi !” Rien n’est décidé.*

*A ce moment, on vient annoncer que les boulevards sont occupés par des troupes avec des mitrailleuses. On recommande d’éviter “les assassinats” et on se sépare à 11 heures 30.*

**Note de police du 9 juin 1919** : *Chez les cheminots de l’Etat, on assiste depuis 2 jours à un véritable accès de folie dans les ateliers, sans cesse tenus en haleine par de petits noyaux anarchistes. Ils exigent que la grève générale soit déclarée avant le 15 juin.*

**Par une reculade incompréhensible le projet échoue. Dans la Tribune des Cheminots du 1er juillet, Bidegaray explique n’avoir pas voulu entraîner les cheminots sur des mouvements exclusivement corporatifs.**

**Monatte** – (...) Grèves corporatives, bien sûr, mais que la CGT se devait de faire passer à un stade supérieur, c’est son rôle de coordonner les corporations pour former le mouvement de la classe ouvrière (...)

**Le projet de grève générale de juillet : la CGT, pour mettre en application la décision de la motion de la conférence de Clermont, pense faire une démonstration internationale de 24 ou 48 heures, sous la triple alliance cheminots-dockers-marins, pour la démobilisation complète, pour l’amnistie, pour l’arrêt des expéditions contre la Russie et la Hongrie. D’abord décidée pour le 27 mai puis repoussée au 2 juin et ensuite au 21 juillet, le mot d’ordre en est de continuer la grève, si elle peut être générale, jusqu’à la prise du pouvoir. Mais en fait, cette manifestation est supprimée par la CA CGT sous l’influence de l’échec subi par les métallos, seuls dans la lutte fin juin. Seuls les terras-**

siers et les charpentiers en fer appliquent le mot d'ordre à Paris. A la base, ce programme annoncé à l'avance et constamment ajourné laisse à désirer ; il arrive après coup, et une équivoque subsiste sur la sincérité de la résolution cégétiste après les chances laissées passer au printemps.

**Rosa Luxembourg (1918) – La révolution russe est le fait le plus considérable de la guerre mondiale.**

**23 octobre 1919 : le message de solidarité entière avec la Russie.**  
**Les cheminots des groupements parisiens se réunissent à la Bourse du Travail. Ils jugent, à l'approche du 2ème anniversaire, la révolution russe en péril et la situation des soviets extrêmement critique à la suite des décisions du conseil des Alliés qui paraît résolu à les écraser .**

**Le policier** – *Blacher, secrétaire du Syndicat Paris-Etat-Rive droite, donne lecture d'une note du 3 octobre 1919 adressée aux réseaux par le Ministre des Travaux Publics. Cette note est ainsi conçue : "Une mission est actuellement constituée en vue de rejoindre en Russie l'armée du général Denikine ; une section spéciale s'occupera de la question des voies ferrées et du matériel roulant, ainsi que la réorganisation du service des chemins de fer en Ukraine et dans la région du Donetz"*

*Blacher proteste énergiquement contre l'enrôlement des cheminots dans l'armée Denikine; il déclare que si les départs sont constatés au Syndicat Paris-Rive droite, la grève générale sera immédiatement décrétée.*

*Lévêque déclare qu'il est grand temps d'agir si l'on veut sauver la révolution russe. Il reproche aux secrétaires des Syndicats parisiens de ne pas avoir fait assez de propagande en faveur des révolutionnaires rosses.*

*Il propose d'organiser, d'accord avec les groupements parisiens, une démonstration qui serait de nature à faire réfléchir le gouvernement. Il assure qu'au Syndicat Paris-Etat-Rive gauche, on est prêt à cesser le travail sur un simple signal.*

**Lévêque** – A vous de dire si vous êtes dans le même état d'esprit. Pour combattre la presse bourgeoise qui fait l'opinion publique hostile au bolchevisme, nous devons organiser une grande manifestation et un arrêt de travail. A une heure déterminée, vers 3 ou 4 heures de l'après-midi, par exemple, tous les cheminots devront quitter le travail pour se rendre au meeting en faveur de la révolution russe. Nous allons faire connaître au public, par des affiches spéciales, apposées à profusion sur les murs de Paris, pourquoi nous agissons ainsi.

**Le policier** – *Rambaud est partisan du meeting proposé par Lévêque, mais il dit que pour entraîner la masse des cheminots, il faut faire figurer sur les convocations au meeting la question des salaires. Sinon, dit-il, la masse ne marcherait pas, disant que le Syndicat fait de la politique comme au 21 juillet dernier. Il faut laisser de côté la question des salaires et démontrer que l'intervention en Russie ne veut que l'écrasement de l'avenir du prolétariat. Puis il reproche à Sirolle de faire de l'agitation pour obtenir les 4800 F alors que dans certains syndicats on réclame seulement 3 800. Les cheminots, dit-il,*

*sont désorientés. Sirolle réplique qu'il a demandé, d'accord avec Lévêque, les 4800 dans le but unique de ne pas les obtenir et pour combattre les 3800 qui malheureusement risquent d'être acceptés.*

**Sirolle** – Il est nécessaire de tenir les camarades en haleine par des demandes d'augmentation de salaires. Ainsi, les cheminots viennent aux réunions et on peut alors les instruire sur leur sort et les amener à la révolution. Ainsi, ils peuvent demander l'amnistie totale, protester contre l'intervention en Russie et faire la révolution.

Voilà pourquoi nous voulons les 4800 : c'est une manœuvre qui est nécessaire en raison de l'avachissement des masses. Plus de discours maintenant : des actes.

Nous sommes des agitateurs et nous resterons dans notre rôle en entraînant nos camarades dans un meeting où nous leur poserons la question brutalement.

Au Syndicat Paris-Rive gauche, nous sommes prêts, préparez-vous de votre côté: il faut que ça craque, il faut descendre dans la rue, il faut que notre meeting soit la consécration de notre action.

La révolution russe a été décrétée par une centaine de matelots qui se sont emparés du Parlement et de la rue par l'émeute : nous devons agir comme eux.

**Rambaud** – Nous attendons les **100 marins de la rive gauche**.

**Sirolle** – Mes 100 cheminots sont prêts et ils agiront. Si nous attendons d'avoir la majorité, jamais nous ne marcherons. Nous sommes décidés à donner le signal et la minorité essaiera d'entraîner la majorité. [*Il rappelle les événements de Brest et dit que toutes les corporations de cette ville se sont ralliées les unes après les autres au mouvement décrété par le bâtiment. Elles ont fait ensuite une action commune*].

**Vadecart** – Il faut réunir les syndiqués par groupe et leur exposer franchement qu'il n'est plus maintenant question de salaire, mais question de révolution. Il faut sauver la révolution russe à tout prix, dans notre intérêt: il faut que les camarades se prononcent nettement et que nous sachions si on peut compter sur leur concours. Si les camarades ne répondent pas à notre appel, les militants ne s'occuperont plus des revendications matérielles; si la masse n'a rien dans le ventre, si elle ne veut rien faire, qu'elle crève de faim. Alors, elle sortira peut-être de sa veulerie.

**Le policier (note de police du 2 novembre 1919 ; objet : réunion des Syndicats parisiens pour préparer un arrêt de travail, le 7, contre l'expédition en Russie)** – *Il ressort que seuls le syndicat de Paris-Etat-Rive gauche et le groupe de Sotteville sont décidés. Les autres refusent à marcher dans la manifestation du 7 comme dans tout mouvement partiel.*

**“Une démonstration des cheminots pour l'anniversaire de la Révolution russe”**, Titre du journal La Bataille du 8 novembre 1919.– (...) Devant l'interdiction de tenir leur réunion à la Bourse du Travail, les syndicats parisiens de cheminots décidèrent que celle-ci aurait lieu rue de la Grange-aux-Belles. Nouvelle

difficulté qui, à vrai dire, n'en fut pas une. Sous l'égide du Syndicat des Métaux de la Seine, le groupe "les Amis du Peuple russe" avait, de son côté, organisé une démonstration en l'honneur de la République russe. Métallurgistes, cheminots etc, fraternisèrent donc, les deux réunions n'en faisant qu'une. Au bureau, Georges Pioch, Monmousseau, Sirolle, Labanne et Jacques Sadoul président (...). Ils entendirent affirmée leur solidarité internationalisée (...)

**27 novembre 1919 : nouvelle action des cheminots en faveur de la révolution russe. 1000 cheminots réunis 33, rue de la Grange-aux-Belles par les groupements parisiens.**

**Sirolle** – Il faut reconnaître le petit nombre de cheminots qui sont venus ce soir, je les félicite de l'intérêt qu'ils portent au peuple russe ainsi que pour leur action du 7. Voilà qui nous écarte d'une possibilité de grève générale. Ce qu'il faut maintenant, c'est une action rapide et énergique. Les minorités agissantes entraîneront les masses derrière elles.

**Monmousseau (PERD)** – Sirolle et moi, nous avons des divergences de vue. Les actions locales du Paris-État-Rive gauche et de Sotteville ne peuvent apporter de résultats, c'est pourquoi notre réseau n'a pas fait la grève d'une heure le 7. Les actions locales ou régionales suffisent peut-être pour solutionner un conflit, mais lorsqu'il s'agit de sauver la révolution russe, il faut une action d'ensemble.

**A l'issue de leur réunion, les cheminots décident de se rendre à un meeting intercorporatif à la Bourse du Travail.**

**Le policier** – En route, Monmousseau, qui a été accusé de lâcheté, fait connaître à quelques intimes qu'il a l'intention de se retirer du mouvement syndical parce qu'il est écœuré.

**A la Bourse : 1 200 personnes, 2000 lorsque les cheminots arrivent.**

**Thys** – Il y a 53 000 syndiqués cheminots dans la région parisienne; où sont-ils ? Ah, si l'on avait annoncé que nous réclamions une indemnité de cherté de vie ou l'échelle des traitements, les salles seraient trop petites. Je suis peiné de tant de veuleries et de lâcheté. Clémenceau peut vous flageller tant qu'il voudra. Vous êtes incapables de vous rebiffer.

**Sirolle** – Des millions de femmes, d'enfants, de vieillards meurent de faim parce qu'ils ont voulu réclamer leur part de bonheur, et vous ce qui vous préoccupe, c'est l'échelle des traitements. Il est vrai qu'elle a une base solide, votre échelle, car elle repose sur 1 700 000 morts et sur les cadavres du peuple russe. Vous ne voyez que votre question de "ventre". Vous en crèverez ! Vous devriez pourtant comprendre que les questions sociales auxquelles nous vous demandons de vous intéresser ont justement pour but votre affranchissement et votre bonheur.

Les cheminots obtiendront des salaires suffisants, à la condition d'être sages, dociles et obéissants, pleins de respect pour notre bourgeoisie. Ils gagneront beaucoup, mais dépenseront beaucoup. Devant un tel spectacle, **il faut être**

**lâche pour ne pas se révolter.** Abandonnez vos revendications corporatives et venez réclamer justice (Applaudissements)... Nous savons bien que notre dévouement sera récompensé par la lâcheté du peuple, qui nous assassinera, comme Liebknecht et Rosa Luxembourg le jour de la révolution. Malgré tout, nous vous dresserons contre la classe capitaliste qui a provoqué la guerre et qui est encore prête à répandre le sang des travailleurs, à l'aide des mitrailleuses.

**Le groupement économique des industries françaises à Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, Saint-Etienne, le 25 octobre 1919 –**

*Monsieur le Ministre,*

*Nous nous trouvons en présence d'une tentative criminelle antinationale au premier chef, alimentée par des fonds allemands arrivant en France sous le déguisement russe (...). La désorganisation actuelle des C.F. des chemins de fer résulte d'un plan concerté, dont l'âme est un ancien instituteur appelé Monatte, natif de Monlet, près de Craponne (Haute-Loire), et demeurant 96, quai de Jemappes, Paris. Les éléments bolchéviques que vous connaissez : Lévêque, Midol, Sirolle, Gautier, Monmousseau, etc, ne sont que des comparses. Ce plan vise à attaquer les ateliers de réparations, de façon à aboutir à l'embouteillage de nos compagnies, par suite de grèves perlées dans les ateliers. A la faveur du trouble amené par cette perturbation considérable dans le trafic de nos chemins de fer, Monatte et le groupe russo-boche qui est derrière lui espèrent pouvoir asseoir la révolution bolchévique (...) Il est d'intérêt général (...)*

**Deuxième partie**  
**LA REVOLUTION EST INEVITABLE, ELLE VIENDRA PAR LE VENTRE**  
**ET NON PAR LES CERVEAUX**  
**Monmousseau, à Saintes, le 6 février 1920.**

**Note du Ministère des TP du 4 décembre 1919 à M. le Ministre de l'Intérieur :**  
*Je porte à votre connaissance d'une réunion organisée à Périgueux, le 15 novembre par la B. T., devant un auditoire composé pour la presque totalité des cheminots, où les orateurs tous cheminots, ont fait l'apologie des méthodes bolchévistes, prêché la grève des chemins de fer..., je vous serai obligé de me faire parvenir des communications régulières sur l'état d'esprit des cheminots...*

**Monmousseau** – J'engage les cheminots à ralentir la production pour acculer les compagnies, les faire culbuter et arriver ainsi rapidement à la socialisation des Chemins de Fer. **La consigne est de ne pas produire.**

**Début janvier : la grève aux ateliers de Périgueux déclenç~hée fin décembre, s'étend au PO et rapidement à 15 centres. Les ateliers sont en effervescence sur tous les réseaux et des mouvements partiels se succèdent jusqu'en février. Février : le 19 c'est la grève des bras croisés aux ateliers de Villeneuve St-Georges pour la défense des droits syndicaux, après la mise à pied du délégué Campanaud ; l'après-midi la compagnie ferme les ateliers, c'est le lock-out. Les troupes de gendarmes sont consignées, un détachement assure "la liberté du travail et la protection du matériel". Le 23, la grève de solidarité touche les cheminots parisiens du PLM (Paris-Machines, Magasin Central, Service Matériel, et Petit Entretien) ; le 24. elle gagne l'ensemble du réseau, les services sédentaire et actif. "Le train express 101 de ce jour distribue – plis confidentiels – ordres de grève des chemins de fer pour cette nuit" (message chiffré au commissaire spécial à la sûreté générale).**

**Le 25, cinq trains seulement partent de la gare de Lyon ; le soir, le syndicat des cheminots du PLM fait apposer, sur les murs de la capitale, une affiche adressée à la population : "Peuple de Paris, voici la vérité, tu porteras ton jugement...". Le 26 situation à 10 h après l'ordre de grève des groupements parisiens ; 100% de grévistes à St. Lazare dans les catégories des mécaniciens, chauffeurs, hommes d'équipes et employés.**

**Le policier** – 10 h, Grand meeting du syndicat de Paris-Etat-Rive-Droite à Levallois.

*5000 cheminots dans le parc à charbon, 28 rue Gavé, en face de la Maison du peuple, écoutent Monmousseau ; S'adressant à la population amassée aux fenêtres, il demande de soutenir les cheminots : "le gouvernement a dit que c'était une question de force entre nous. Nous verrons bien !"*

**Sauve Emile (mémoire de grève fourni par son frère Maurice)** – J'ai assisté personnellement au déclenchement de la grève générale le jeudi 27 février 1920. J'étais gréviste depuis 14 h. Je m'étais rendu à l'assemblée générale du Paris-PO qui se tenait au cinéma "Les Bosquets". J'avais rencontré le camarade

Robert (membre du bureau de l'Union des Syndicats et du Conseil fédéral du PO). Après l'assemblée générale nous nous sommes rendus au siège de la Fédération, 19 rue Baudin. La Commission Exécutive de la fédération avait été convoquée eu égard aux événements et elle attendait le résultat de l'ultime démarche faite, auprès des TP, par Boissier de l'Union des Syndicats de l'Etat.

Vers 18h 30/19h, la délégation revenait sans avoir obtenu de M. Le Trocquer une intervention auprès de la Cie PLM à l'effet d'obtenir la levée de la sanction prise à l'égard de Campanaud, sanction à l'origine de la grève générale sur ce réseau. La CE après avoir entendu le compte rendu de la délégation et en avoir délibéré faisait part à Monmousseau et Lévêque, qui se trouvaient là mandatés par les cheminots parisiens réunis à la Bourse, par la voix de Le Guen que la CE avait décidée de convoquer le Conseil Fédéral le dimanche 1er mars. Monmousseau prenait alors la parole pour indiquer à la CE que des milliers de cheminots entendaient qu'une décision immédiate d'action soit prise afin de soutenir l'action du PLM ; il précisait qu'au cas où la CE serait défaillante, c'est-à-dire qu'elle rejeterait ses responsabilités sur le Conseil Fédéral, les Syndicats parisiens se substitueraient à la Fédération et lanceraient dès le soir l'ordre de grève de la corporation.

**Des messages de solidarité étaient arrivés de corporations, qui sans attendre l'action décidée par la CGT, avaient lancé des grèves partielles de soutien.**

**Sauve E.** – Après cette intervention, Le Guen invitait les délégués des Syndicats Parisiens à se retirer afin que la CE examina à nouveau la situation compte-tenu de leurs déclarations. Une demi-heure après la CE faisait savoir qu'elle lançait l'ordre de grève pour le samedi 28, 6 h du matin... Le lendemain la fédération publia un communiqué dans lequel elle précisait les revendications qu'elle entendait faire aboutir avant toute reprise du travail: statut du personnel ; échelle de traitement ; suppressions des sanctions; réorganisation des Chemins de Fer par la nationalisation industrialisée. Dès le samedi la grève était générale sur quatre réseaux: le PO, le PLM, l'Etat et le Midi; les réseaux Nord et Est encore désorganisés par la guerre participaient peu au mouvement. Devant l'ampleur de la grève qui paralysait les régions de France qui alimentaient en vivre et en produits manufacturés les régions du Nord, de l'Est et de la Région Parisienne, le gouvernement se rendait compte de la gravité de la situation.

**Alors que seuls quelques trains circulent, par "autorisation syndicale" pour le ravitaillement et la fourniture du lait aux enfants et aux malades, le gouvernement déclare le ravitaillement de la capitale en danger, il mobi-lise, par l'intermédiaire de la grande presse, l'opinion publique. Des ligues civiques se constituent pour une véritable mobilisation civile, l'Union des Anciens Combattants propose ses services (avec ses 400 000 affiliés) et le gouvernement enrôle toutes les bonnes volontés qui se présentent ou qu'il réquisitionne, comme les élèves des grandes écoles, pour faire échec aux cheminots. De leur côté les Cies procèdent à des révocations massives et à des déplacements de cheminots pour avoir "dépassés le cadre légal" de l'action syndicale.**

**Sauve E** - Mais le gouvernement cherchait aussi à reprendre contact avec la Fédé par personne interposée de manière à cacher sa faiblesse aux yeux de

l'opinion publique. Les discussions entre Cies et représentants de grévistes échouant, ces premières intervenaient auprès de Millerand pour demander son arbitrage, qu'il acceptait. Les représentants de la Fédération se rendaient alors au Ministère des Affaires Etrangères dans les voitures des directeurs de Cies qui passaient les prendre rue Baudin. La discussion reprenait alors en présence de Millerand. La délégation fédérale s'opposait violemment au directeur de la Cie du Midi, M. Paul, lequel se déclarait contre tout compromis. En tant que secrétaire du Comité de grève je défendais, âprement les revendications suivantes : aucune sanction, du fait que la fédération a recherché vainement un accord avant le déclenchement de la grève générale; deuxièmement, journées de grève payées, attendu que la responsabilité de l'extension du conflit incombe aux directeurs de réseaux et au gouvernement qui s'étaient refusés à toute discussion de nature à limiter le conflit au seul réseau PLM.

Des désaccords se manifestaient alors parmi les membres de la délégation fédérale et le Président du Conseil prononçait l'arbitrage suivant : rapide satisfaction pour ce qui concernait les Echelles de traitement et le statut du personnel, examen en commun (gouvernement - Cies - fédération) du projet de réorganisation des Chemins de Fer, aucune sanction à partir du moment où l'arbitrage intervenait; ce qui voulait dire que les sanctions prises par les Cies avant l'arbitrage demeuraient et que les poursuites engagées pour infractions et délits auxquels la grève avait pu conduire étaient maintenus...

**29 février, note de l'Intérieur/Sûreté Générale à Préfet de Périgueux (en communication de justice)** – *Suite à votre rapport du 27, Commissaire Spécial vous prie de faire ouvrir instruction immédiate contre Delagrangé pour provocation de militaires à la désobéissance. A"estacion dès que possible. Me tenir informé.*

**Réponses des Préfets de région à un télégramme – circulaire du Ministère de l'Intérieur demandant un état des violences pendant la grève de février 1920.** *Aucun acte délictueux ou criminel se rapportant à la grève des cheminots n'a été constaté dans mon département.*

*Quelques entraves à la liberté du travail à Poitiers...*

*Provocations à ta désobéissance, en réunion publique, par affichage dans un but de propagande anarchiste.*

*Attaques de machines, au passage des ponts, avec des jets de pierres, injures à gendarmes.*

*Pétards d'alarmes placés sur la voie, à Clamecy, pour faire peur aux "renards". Fils téléphoniques et sémaphoriques coupés.*

**Sauve Emile** – ... La délégation fédérale se retirait alors dans une pièce voisine de celle où s'était réunie la délégation paritaire. Je m'opposais aux autres membres de la délégation estimant, que la fédération, du fait que la grève était générale, était en position de force vis-à-vis des Cies et du gouvernement, que la recherche de contacts rapides tout à la fois par les Cies que par le gouvernement prouvaient surabondamment la faiblesse des uns et des autres, et que dans ces conditions la fédération ne devait pas céder sur les deux conditions de reprise. Je fus le seul à défendre ce point de vue contre celui de Boissier. La délégation, après accord de la CE Fédérale (moins les voix de Sauvé, Robert

et Couverat) accepta l'arbitrage. Je donnai immédiatement ma démission du Comité de grève. La délégation retournait au Quai d'Orsay et y signait l'accord.

**Le policier – 1er mars 20 : Dijon. Chiffré.** – *Dans une réunion tenue ce jour, au cirque à 2h, Beck, secrétaire des ateliers de Périgny annonça que Sergent, ex-secrétaire du Syndicat des cheminots de Dijon, actuellement à Châlon-sur-Saône, a organisé dans cette ville régime des soviets et institué soupe communiste.*

**Sauve Maurice (interview Juin 1975)** – Cet empressement de la délégation pour signer a vraisemblablement été motivé par le fait que la CGT avait fait connaître à la Fédé, dès le début de la grève, qu'elle se substituerait à elle dans le cas où un compromis ne serait pas rapidement trouvé. La CGT estimait en effet que l'action engagée pour la nationalisation dépendait d'elle seule, cette revendication figurait dans le programme Confédéral établi par le Congrès de Lyon de 19. Les camarades de la CE eurent-ils peur des suites de la transformation de la grève corporative en grève générale nationale ? C'est la question qui peut être posée sans espoir d'y avoir une réponse. Voilà, ces faits sont peu connus car les membres de la délégation de Février avaient juré entre eux de ne rien dévoiler des tractations engagées. Je les tiens de mon frère qui me les a rappelés bien souvent et toujours avec quelque amertume (...).

**Note de police en date du 2 mars. Objet : fin de la grève des cheminots.**

**Le policier** – *La délégation des cheminots accepte les propositions des directions sous l'arbitrage du Président du Conseil.*

*A minuit trente, la délégation des cheminots se rend à la CGT pour rendre compte à la commission administrative du protocole.*

*A leur sortie, tard dans la nuit, les militants, venus aux nouvelles, huent les délégués confédéraux et créent un remous autour d'eux et crient : "voilà les délégués qui ont trahi la CGT. Ils ont laissé échapper une occasion qui ne se reproduira plus".*

**Monmousseau (La Vie Ouvrière, 2 avril 1920) – C'est une victoire qui fait honte.**

**Sauve M (interview Juin 1975)** – Il est certain, moi je le dis en toute franchise, ça a été une occasion de perdue la grève de février 1920, et mon frère me l'a toujours dit. Il est certain que nous nous trouvions dans une situation telle que les réseaux étaient à bout, le matériel ferroviaire était usé par quatre ans de guerre, les mines de charbon du Nord avaient été noyées, elles n'avaient pas repris leur exploitation et de ce fait, elles étaient tributaires des bassins houillers secondaires et de plus il n'y avait aucun stock dans les parcs à charbon des différents dépôts, si donc la CGT s'était emparée de la grève comme elle en avait manifesté l'intention au 1er mars, il est évident qu'elle aurait fait entrer en jeu les mineurs, les transports par route, les inscrits maritimes et les dockers. Ainsi on arrivait rapidement à une asphyxie du pays, ça il n'y a pas de doute étant donné qu'il y avait pénurie générale et que c'était l'Amérique qui nous ravitaillait en viande frigorifiée etc... etc... Donc du fait que le ravitaillement était inexistant, il suffisait d'un coup de pouce qui pouvait, et cela malgré la

la défection des réseaux du Nord~t de l'Est parce que c'était le Sud qui approvisionnait le Nord à cette époque là; bon on se serait trouvé dans une période nécessairement révolutionnaire au bout de quelques jours.

On sait comment quand on part, on sait pas comment on aboutit, mais en tout cas il y a eu une occasion de ratée et c'est ce qui fait que mon frère n'a jamais compris que ses camarades n'aient pas saisi la situation et pourtant il était très solidaire d'eux... c'étaient non seulement des camarades mais des copains sur lesquels on pouvait compter.

Faut pas oublier que chez nous au PO ça a été un mouvement formidable, étant donné qu'en janvier, pendant vingt jours, les gars n'avaient pas travaillé et avaient été payés, c'est dire qu'ils s'en ressentaient, ça y allait, faut le dire hein.

Et puis il y avait un fait qui était énorme, sur lequel on ne s'est pas appesanti, c'est que les Cies ont envoyé des ordres de mobilisations et que les cheminots les ont rejetés. Personnellement je me rappelle rue du Chevaleret, au 142, où était le siège du Syndicat local, dont le secrétaire était Forest, nous avions **les murs qui étaient entièrement pleins de 6000 ordres de mobilisation**. A telle enseigne que lors de la discussion de la grève à la Chambre des députés, le gouvernement a dit que les cheminots avaient trahi leur patrie en refusant l'ordre de mobilisation. C'était un fait énorme étant donné que ça permettait, tout de même à ce moment là, l'application de la résolution de Stuttgart de 1907 : **"La grève générale et l'insurrection plutôt que la guerre"** n'est-ce pas ? Il y avait des éléments considérables là-dedans.

**Monmousseau dans une réunion publique du 7 avril à La Pallice** – Pendant la grève des chemins de fer de 1910, les cheminots avaient reçu des ordres de mobilisation auxquels ils avaient obéi: il n'en a pas été de même lors de la dernière grève, c'est un échec pour le gouvernement. C'est ce qu'on aurait dû appliquer en 14 pour éviter la guerre, un conflit international. Car la nation n'existe pas, l'unité qui en est le premier élément, n'existe ni au point de vue ethnique – témoins les anciennes luttes entre Francs et Aquitains – ni au point de vue politique: la Chambre est composée de réactionnaires, de radicaux, de libertaires, ni au point de vue économique, car il y a toujours eu des capitalistes, des bourgeois et des ouvriers.

La guerre a été constamment le fait des capitalistes qui cherchaient à écouler des produits fabriqués par des travailleurs. Le déficit actuel de cinquante millions est dû aux gouvernements des Citroën, des Rotchild, et des Loucheur. Comment le comblera-t-on ? Avec l'impôt et en particulier, avec l'impôt sur les salaires que les travailleurs se refuseront à payer. On fera d'ailleurs payer ce dérisoire impôt sous une autre forme encore, en faisant vendre très cher l'habillement, les chaussures, etc.

Il ne faut plus que 100.000 ouvriers soient employés à la construction automobile aux moyens desquelles les bourgeois vont passer la journée du 1er mai en Espagne. On ne doit fabriquer que des objets utiles, et dont les travailleurs doivent contrôler la production.

La révolution est née en Russie, elle est passée de là en Allemagne, et en Italie, elle arrive maintenant en France où elle éclatera tôt ou tard, peut-être dans dix jours, peut-être dans un mois, elle sera déclenchée par ceux qui la craignent le plus. La classe ouvrière doit montrer sa force : plus de grèves locales, organisées par le patronat pour diviser le monde ouvrier, plus de groupements

isolés, tout le monde doit se rallier à la CGT pour conserver le droit que les travailleurs ont acquis.

Déjà les fonctionnaires, les agents de police, l'armée même se syndiquent.

L'armée c'est vous, ce sont vos frères, vos fils.

Vive La Pallice ! Vive la grève générale du 1er mai !

**Un débat des cheminots au niveau national : le 3ème Congrès, les 22, 23, 24 avril au Gymnase Japy, puis prolongé le 25 à la salle des fêtes d'Auber-villiers – En séance d'ouverture, le syndicat de Paris – Etat-Rive-Droite dépose un ordre du jour qui demande la création immédiate d'une délégation qui aura à se rendre auprès du Président du Conseil, pour exiger l'application de l'accord du 1er mars, l'abandon des poursuites judiciaires et la réintégration des révoqués afin qu'il n'y ait aucune victime à la suite du mouvement de grève. Cet ultimatum est approuvé.**

**Kirsch (Alsace-Lorraine)** – Les lois spéciales font de nous des citoyens à un 2ème degré. C'est **intolérable**. Les français qui sont venus en Alsace-Lorraine, pour l'administrer, ne sont pas de véritables français, on peut le dire, ce sont des curés, des militaires, des mercantis, des exploiters du peuple [Applaudissements] ... depuis quelques semaines les métallurgistes et les mineurs sont en grève. La grève est provoquée par la crise des salaires, ceux-ci ne sont pas aussi élevés qu'ici. Ils demandent une augmentation de 30% que les Wendel leurs refusent... Les aciéries et les Forges d'Hagondage qui produisent à elles seules plus que toutes les autres réunies, ont été boycottées de manière à pouvoir les faire servir l'intérêt du Comité des Forges... Ce dernier et les capitalistes de l'industrie se livrent à une épreuve de force contre l'organisation ouvrière et la solidarité absolue des travailleurs, pour les disloquer, les disperser par des mises à la porte et l'embauchage de jaunes... En somme la classe ouvrière se livre à un combat pour son existence, la grève générale qui a éclaté cette nuit touche toutes les branches d'activité de la région... Nous demandons la nationalisation de tous les biens, la nationalisation de l'industrie... nous combattons en faveur de l'émancipation de la classe ouvrière. J'espère que, si le mouvement se généralise, vous ne nous laisserez pas à la merci de la bourgeoisie [ applaudissements ]. Il ne doit y avoir en France qu'une seule classe de travailleurs, combattons tous pour un et un pour tous. [Vifs applaudissements, les délégués se lèvent et chantent l'Internationale ].

**Semard (PLM)** – Depuis le 2ème Congrès les délégués fédéraux n'ont pas rempli leurs fonctions pour l'aboutissement de nos revendications, ils ont restreint l'action; cette attitude néfaste de la fédération a eu pour but d'impatisser les camarades sur les réseaux et d'accroître le mécontentement. Par leur attitude du 1er mars ils se sont désolidarisés du cas des camarades provisoirement emprisonnés, des secrétaires des comités de grève, des militants les plus actifs qui étaient ainsi sacrifiés bénévolement, dans le but d'avoir le contrôle du mouvement et d'empêcher son extension aux autres corporations.

Boisnier (Majoritaire) – La grève a été déclenchée dans des conditions que nous ne pouvions accepter, sur un **acte d'indiscipline aux statuts**.

**Erckbourg** – Je me rappelle, il y a dix ans, avoir entendu dire dans nos meetings que les directives venaient surtout de la masse et que quelquefois on pouvait être acculé à laisser de côté la question de discipline. J'estime que depuis la guerre, un état révolutionnaire a été créé... Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que les camarades de Villeneuve-St-Georges se soient levés sur un principe de solidarité pour sauvegarder les principes mêmes du syndicalisme contre les compagnies et que la grève soit partie de la base de l'organisation ouvrière.

**Besnard (P.E.R.D.)** – Les uns et les autres nous ne parlons pas le même langage, parce que les uns et les autres nous n'avons pas la même conception de l'action. Les uns voient dans la discipline la possibilité de faire un mouvement d'une ampleur formidable à un moment donné, qu'ils pourraient choisir à l'avance. Nous disons nous, les événements, les circonstances doivent avant tout déterminer l'action. Nos adversaires disent la classe ouvrière et celle du rail en particulier n'est pas à même de tenter une action ayant simplement pour but l'idéal. Les faits aujourd'hui montrent, ce qu'il en est, que nous sommes capables d'actions, pour un autre but que la satisfaction d'intérêt égoïste et purement matériel. Nos camarades de la Fédé ont été les hommes du temps de paix, ils ne sont pas les hommes du temps de guerre; car qu'on le veuille ou non, la guerre est déclarée entre le prolétariat et le gouvernement. Si la tête de la Fédé ne le comprend pas, si elle ne comprend plus nos aspirations, elle n'a qu'à disparaître parce que le salut de la classe ouvrière l'exige. C'est à des hommes nouveaux, à des hommes résolus qui comprennent cette situation présente qu'il convient de confier la direction de l'organisation, pour accomplir la besogne qui s'impose à toute la classe ouvrière...

**Le Guen (Majoritaire)** – Il n'y avait que deux solutions, ou prendre la direction du mouvement, ou déclarer que nous nous désolidarisons du PLM. Votre méthode représente "le thé chambard pour l'organisation". Voyez plutôt : le mercredi matin, en rentrant des ateliers de Tours, j'allais à l'union des syndicats de l'Est et, là des camarades, des ateliers de La Garenne et d'autres syndicats, venaient m'aviser que les syndicats parisiens du réseau d'Etat étaient en grève pour les services sédentaires, ils me déclaraient "nous te demandons rien, nous venons simplement t'aviser que nous sommes en grève. Jusqu'à présent c'est nous qui avons la **direction** de notre mouvement".

**Ganet (Nord)** – A chaque instant, notamment au moment du 22 juillet, on nous a répété qu'on pouvait pas faire de mouvement parce que la masse n'était pas prête. Aujourd'hui, ce sont les masses qui ont dépassé les militants. On vient reprocher aux masses d'avoir fait le nécessaire et malheureusement ce sont précisément ceux qui n'ont pas su donner l'impulsion qui viennent blâmer ceux qui ont eu l'attitude la plus énergique.

**Lévêque (Secrétaire du Secteur de Propagande de Paris)** – Nous retrouvons partout la même méthode tendant à remplacer l'autorité de l'ensemble de l'organisation, par l'**autorité** de quelques-uns, qui sont de véritables dictateurs qui n'ont rien prévu, ni préparé et qui engagent les cheminots dans l'impasse des commissions paritaires, des commissions d'exploitation et de traction, c'est-à-dire dans une **collaboration de classes**, très étroite, de l'organisation syndicale

et du gouvernement. Par là, ils désaxent complètement le mouvement et le mettent à la remorque des Cies et des réseaux d'Etat, ce qui est contraire aux décisions du Congrès de 1919.

Vous n'êtes pas suffisamment en contact avec la **masse** de laquelle vous vous êtes éloignés volontairement et dont vous vous moquez ironiquement trop souvent... l'expression que l'on retrouve sous toutes les lèvres c'est "nous sommes vendus", il ne peut en être autrement... ; nos camarades, obscurs militants, comprennent tout de même que c'est eux qui travaillent et non pas vous. Vous réclamez d'eux des efforts, mais, en attendant, vous vous gardez d'aller sur les chantiers ou à l'usine. Il y a la "République des camarades" ; on s'arrange entre soi, si bien que l'on arrive à ne pas fournir la somme de travail sur laquelle on est en droit de compter dans l'organisation syndicale. Je conclus à la nécessité d'un balayage total, que la totalité du conseil fédéral qui a failli à son devoir soit renvoyé à ses moutons et ce pour donner des directives nouvelles à l'organisation, mais il ne suffit pas de remplacer les hommes, il faut aussi changer les méthodes d'organisation et nous donner celles qui conviennent.

**Monmousseau** – (...) Eh oui c'est une victoire qui fait honte je le déclare comme je l'ai déclaré parce que vous avez méconnu la puissance d'action de la classe ouvrière et parce que vous avez devant vous la CGT et que vous avez eu peur de la CGT... , cela s'explique facilement. Vous avez eu plus confiance dans le gouvernement et cela s'explique aussi. Vous êtes plus près du gouvernement que de nous et cela s'explique encore ; il y a entre nous et vous une barrière infranchissable, un abîme que rien ne pourra combler... Votre esprit démocratique n'est plus de saison, votre méthode est du temps passé... Vous confondez des intérêts antagonistes, ceux des profiteurs de la guerre et ceux des victimes de la guerre, ceux des profiteurs de la paix et ceux des victimes de la paix... Aveuglés, vous mélangez les intérêts des uns et des autres. Voilà ce qui nous sépare de vous. Nous sommes nous pour la lutte des classes, mais pas dans un cadre étroit, dans un cadre corporatif; vous irez jusqu'à admettre la grève générale des cheminots dirigés contre les Cies, mais vous reculerez devant le spectacle de la force prolétarienne entrée en lutte contre les intérêts qui lui sont opposés... ? Vous confondez les événements de 1910 et de 1920, vous êtes les hommes d'une autre révolution, et vous ne pourrez pas concevoir que d'autres en fassent après vous, vous nous déniez notre expérience propre, nos conceptions et un état d'esprit qui vous dépasse, comme toujours l'état d'esprit des enfants dépasse celui des parents. Maintenant pour ce qui est de "l'unité syndicale" toujours mise en avant pour rappeler à l'ordre elle est là, la masse l'a faite, le désir de la masse à réalisé l'unité syndicale. Les aspirations de la masse valent mieux que nous, elles valent mieux que vous, les masses sont travaillées. Vous ne connaissez donc pas les hommes à Paris et en province, résolus et capables d'assurer le triomphe du mouvement de grève, qui ont fait plus de travail que nous mêmes !... L'organisation syndicale c'est ni vous, ni nous, **c'est la masse**. Votre tort a été de vouloir, trop longtemps, personnifier la masse, si bien que vous avez été dépassés par les événements. Quand ils se dressent devant vous, vous êtes effrayés et vous fermez les yeux... Il faut remettre les choses au point. Oui nous sommes révolutionnaires et nous l'affirmons... Nous savons que la révolution ne se décide pas à une date fixe. Ce serait la plus dangereuse inconscience de penser que la révolution existe du fait que les militant

prennent position dans un mouvement de grève générale, la révolution surgit, elle se greffe sur les événements. C'est **l'imprévu** qu'il faut prévoir, les événements nous poussent et vous voulez le nier! Vous dites "la situation n'est pas révolutionnaire", vous dites "nous voulions la révolution, nous l'avions préméditée". Mensonge, mauvaise foi, ignorance. Si la CGT saisit des possibilités de réalisation, vous briser son action. Nous vous blâmons d'avoir peur de la CGT, du mouvement ouvrier plus que du gouvernement lui-même.

**Le résultat du vote sur le rapport moral affirme l'emprise des idées révolutionnaires sur les délégués cheminots qui sont acquis aux minoritaires – et contre la direction fédérale – par 196 298 voix contre 123 012.**

**Le Congrès dans ses 5ème et 6ème séances aborde le problème de l'orientation syndicale.**

**Lardeux** – Nous ne voulons plus de ces participations, sous prétexte de faire notre éducation au point de vue administratif, nous perdons notre temps..., en nous mettant à la disposition des Cies nous allons à l'encontre de la nationalisation. Il faut aller à rencontre de la paralysie des énergies individuelles dans les commissions, il faut recourir à réaction revendicatrice sur tous les réseaux, dans tous les centres, il faut recourir à l'action directe s'il le faut, et à la lutte des classes. Maintenant quand on donne l'ordre de cesser le travail, il faut évidemment un certain courage, mais c'est là, en somme, qu'un droit que nous donne la loi de 1884, le droit de grève. Considérons par contre la méthode préconisée, au cours de la grève par la CGT – le ravitaillement de la capitale avec le concours des cheminots et, d'autre part la formule syndicale qui tient dans ces mots : la **reprise** des moyens de production et la **remise** des moyens de production entre les mains des travailleurs eux-mêmes. J'estime que le jour où la CGT voudra que la Fédé des cheminots prenne, en partie ou en totalité, à sa charge le ravitaillement du pays, il ne s'agira plus d'une grève générale, mais ce sera la reprise de l'instrument de production. Là il n'y aura pas seulement une période révolutionnaire, parce qu'au nom de l'humanité et de nos principes la confédération aura passé de la théorie aux actes, mais une remise entre les mains des producteurs des instruments de production pour le bénéfice de la collectivité toute entière.

**Bidegaray vient à la tribune pour donner lecture de la réponse du Président du Conseil, à la motion déposée par une délégation du Congrès. Millerand fait savoir, qu'il ne saurait satisfaire à la demande de retrait des poursuites intentées, pour des motifs tels que, excitation à la désobéissance, de ceux qui se dressent contre l'intérêt public et se mettent en dehors de la loi. Aussitôt, la salle est en effervescence. Un délégué se lève et demande de crier tout de suite : "vive la grève générale !"**

**Monmousseau demande que sans plus tarder le Conseil fédéral définisse l'action, et de toute façon avant la fin du Congrès.**

**Totti** - Pour nous la lutte des classes, c'est la rupture entre deux mondes, qui ont de la vie une conception différente, elle suppose le **prolétariat en révolte permanente** contre les organismes qui exploitent la production. Ainsi le monde du travail doit s'isoler de ses cadres particuliers et créer des organismes spéciaux

qui lui sont propres... La révolution est nécessaire mais à condition qu'elle n'emprunte pas les armes de la bourgeoisie, à condition qu'elle ne fasse pas de mariage de raison. Dans notre façon de concevoir la lutte de classes, nous n'admettons pas de nous asseoir à côté des représentants de la bourgeoisie en vue de trouver une formule magique sur des concessions mutuelles... Attendant comme des chiens qu'on veuille nous jeter des miettes... Non à la domestication ou à la promiscuité, il faut arracher notre **libération**... Quant à la nationalisation, nous voulons qu'elle se réalise dans le cadre de la transformation sociale, elle ne doit contenir en elle aucune forme limitative et elle ne peut empêcher à la réalisation des aspirations qui sont la base même de la lutte du monde ouvrier pour son émancipation.

Le syndicat est aujourd'hui un groupement de résistance et dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale... La grève générale peut être décrétée par l'organisme central comme elle peut être le résultat de grèves partielles qui s'étendent et qu'il faut saisir délibérément.

**Le vote qui suit se fait en faveur des principes minoritaires, il est nettement en accord avec l'initiative des cheminots qui voient que les accords de mars sont bafoués et indique leur volonté d'obtenir rapidement satisfaction tant la combativité était grande.**

**La motion "d'orientation d'action immédiate" recueille 174 030 voix contre 147 932 à la motion "majoritaire".**

**Le secrétariat général passe aux mains de Momnousseau, Midol et Lévêque. La dernière séance est consacrée à la discussion sur l'action à donner au 1er mai et le prolongement vers la grève générale. Le débat porte sur la nature de l'arrêt de travail.**

**Le Comité fédéral, réuni le 26, décide la grève générale à partir du 30 avril à minuit, en présence de Dumoulin, secrétaire adjoint de la CGT ; celui-ci invite les cheminots à prendre une décision suivant le caractère des résolutions de leur Congrès. La CA de la CGT entend le 28 les cheminots et accepte bon gré mal gré la grève réclamée par les militants du rail.**

<p style="text-align: center;">Troisième partie LE JOLI MAI, UNE APOTHEOSE</p>
--

**Duplicata d'une lettre saisie à la poste de Decazeville et transmise à Monsieur le Juge d'Instruction à Villefranche, pour être envoyée au Parquet de Lyon ; Decazeville le 19 mai 1920, le Commissaire Spécial.**

Lyon le 14 mai,  
Bien cher copain,

Je ne perds pas de temps à te faire réponse à ta lettre que j'ai reçue à midi (...).  
Je vais te donner des nouvelles de Lyon sur le mouvement ouvrier car **ça marche** très bien depuis le 1er mai, les cheminots sont en grève, après un fléchissement qui a duré 3 ou 4 jours le mouvement marche à merveille on compte comme grévistes-service roulant 80% et service atelier 90 %. Nous métallurgistes

nous nous sommes arrêtés lundi et on compte maintenant 50 % de chômeurs et le nombre s'accroît journalièrement. Aujourd'hui nous avons débauché 3 boîtes à Vaise et esquiné pas mal de non grévistes que l'on appelle des renards. Les trains sont arrêtés complètement et les élèves des écoles supérieures de la garde civique qui essaient de remplacer les grévistes sont copieusement arrangés car ils nous menacent avec leurs brownings c'est vrai qu'on a pas bien peur de ces blancs-becs à manchettes et de ces fainéants. Depuis hier on emploie des moyens forts et ce n'est pas fini, ce soir nous avons arrêté une locomotive, fait jeter ses feux et un voiturier qui se mêlait de ce qui ne le regardait pas a été lynché et son camion renversé sens dessus dessous, j'en ai les mains abîmées mais ça fait rien, c'est du bon boulot; il y a 5 meetings par jour l'après-midi à Lyon et l'on compte 30 à 40 000 grévistes heureusement que d'après les journaux tout le monde travaille, qu'est-ce que ça serait s'il ne travaillait pas. Et à Decazeville comment ça va, car par les journaux (...)

Reçoit, cher Noël, les bonnes amitiés et bons souvenirs de ton bon copain,  
Paul Thomas.

PS. A quand le pont d'Alais pour aller chercher le cresson, voilà six mois que je n'ai pas remis les pieds là haut (...)

En dernière heure je t'envoie le résultat de la journée d'hier, le 14 ; Il y a eu une violente bagarre, place Bellecour et par cela nous sommes tous fous de rage et ça se terminera que par une révolution et je te jure que je serai pas le dernier car c'est honteux de la part des policiers de frapper à coups de casse-tête les mutilés qui étaient installés à certains cafés; aujourd'hui 15 l'effervescence est grandiose, il y a de nombreux tués et blessés chez les jaunes et les bourgeois. Tant mieux c'est ce qu'il faut, gare lundi aux non-grévistes. Ne te gêne pas pour me parler, mes parents ne décachettent pas mes lettres.

**Le policier (note de police du 19/IV/1920 ; Objet; prévision du 1er Mai) –**  
*(...) Du côté des syndicalistes minoritaires à la tête duquel Monatte, et qui regroupe des éléments bolchevisants des organisations confédérales on n'a pas démasqué quels étaient leurs projets. Au siège de la "Vie Ouvrière", 96 quai de Jemmapes, il ne doit cependant pas se désintéresser des événements que préparent les cheminots et doit s'appêter à y jouer un rôle (...) Entre les communistes de la fédération communiste des soviets, et le parti communiste, un comité d'action est en voie de formation, c'est une base d'entente des éléments extrémistes syndicalistes et politiques pour engager l'action révolutionnaire, il comprendrait, outre les délégués de ces deux groupements communistes: le comité des syndicalistes minoritaires, les jeunesses syndicales de la Fédération Anarchiste, le comité de Défense Sociale, le Comité des Marins de la Mer Noire et le groupe de Clarté...*

*Effectifs nécessaires au maintien de l'ordre dans l'éventualité la plus défavorable : 17 400 gardiens de la paix, à pied et à cheval. Plus des unités militaires pour le renforcement du gouvernement de Paris.*

**27 avril, Lettre de Fougerat à son camarade Alix** – Cette fois, c'est la lutte finale, le congrès national a décidé la grève pour le 1er Mai, ce sera le triomphe de la cause prolétarienne.

**La voix d'un cheminot : le 1er Mai** – La grève commence comme prévu, sur certains réseaux elle est presque totale. Le matin est assez calme, des réunions publiques sont organisées un peu partout, au Pré-St-Gervais et à Levallois. Des cortèges parcourent les rues, Monmousseau vient prendre part à celui de Levallois -Perret où il arrive dans une auto de l'Humanité, il est reçu au chant de l'Internationale. Dans son discours étonnamment pacifiste, il appelle au calme dans la rue, il ne faut pas, dit-il, donner prise à des provocations gouvernementales.

**Monmousseau** – Rappelez-vous qu'ici vous êtes chez vous, tandis que dans la rue vous êtes chez eux. Nous obtiendrons satisfaction par la force d'inertie. Aux gaz asphyxiants, aux tanks et aux mitrailleuses, nous opposerons la paresse et les bras croisés.

**La voix d'un cheminot** – A la Maison des Syndicats l'ambiance était plus révolutionnaire. Racamond du syndicat des boulangers prit la parole

**Racamond** – Je suis **solidaire** des cheminots. Je suis avec eux parce que ce sont les amis des ouvriers et que leur intention n'est pas comme on le dit d'affamer la population.

**Souron** – Le premier Mai ne doit pas être une fête du travail comme certains se plaisent à le dire. Il y a trop de morts à pleurer et de trop nombreux prisonniers dans les bagnes d'Afrique. Mais un jour où les travailleurs doivent s'élever contre ceux qui les exploitent et manifester leur volonté d'émancipation. Un vent révolutionnaire souffle depuis jeudi soir à l'Ecole Militaire, **des soldats ont chanté l'Internationale**. Le jour est venu d'abattre la société pourrie qui domine encore par la puissance de ses mitrailleuses le troupeau des travailleurs. Les cheminots qui l'ont compris se sont mis les premiers dans l'action (...)

**Marcel Cachin** – Pour la première fois le 1er Mai revêt un caractère révolutionnaire.

**Le policier (notes de l'Inspection générale des services de la Préfecture de Police à Monsieur le Préfet de Police, en date du 12 mai)** – *En fin de matinée des rassemblements de chômeurs dans les rues, au boulevard de Strasbourg et à la Porte St-Ouen empêchèrent les tramways de circuler (...)*

*L'après-midi, les jeunes gens de la banlieue et des arrondissements périphériques occupèrent le centre de Paris (...)*

*Place de la Madeleine on arrête les autobus, les wattmans et les receveurs sont molestés (...)*

*A Montmartre une camionnette de gardien de la paix est entourée puis renversée (...)*

*Boulevard St Martin des manifestants brisent les grilles d'arbres pour s'en servir comme projectile pour lapider les tramways et les autobus.*

*Place de La République, à proximité de la Bourse du Travail, les nombreux rassemblements tournent à l'échauffourée (...)*

*Vers 16 h 30, un groupe de jeunes manifestants, à la tête duquel marchent Vaillant-Couturier et Blanc, crie : "A bas la France ! A bas l'armée ! Vive les soviets ! Amnistie ! A bas la France, vive l'Allemagne !"*

*Ils furent appréhendés au moment de la dispersion (...)*

*Au carrefour des boulevards Magenta et Strasbourg, vers 17 h 30, des manifestants attaquent une armurerie. En quelques minutes, le tablier de fer est arraché, la devanture brisée et les manifestants s'emparent de fusils, de révolvers et de munitions (...)*

*A la tombée de la nuit, à la faveur de l'obscurité des bagarres violentes se produisent Place de la République (...)*

**Le 1 er Mai 1920 – Sur chaque voie ferrée, à l'entrée de chaque gare patrouillent les soldats, les cheminots les prennent à partie, les militants les incitent à la désobéissance, le Parquet juge en flagrant délit.**

**A Vierzon, un cycliste jette aux militaires qui assiègent la gare une poignée de tracts :**

---

#### LIGUE DES REFRACTAIRES

(Section française de l'Association Internationale Antimilitariste)

#### AUX SOLDATS

Camarades,

Non content de vous garder encasernés, malgré les nombreux mois de guerre dont, pour la plupart, vous avez souffert, le Gouvernement Français veut, une fois de plus, vous utiliser contre la classe ouvrière le Premier Mai.

A cela vous répondrez : NON !

Le Ministre de la Guerre, André Lefèvre, a déclaré dernièrement que vous serez armés et abondamment pourvus de cartouches. CE REPRESENTANT D'UNE SOCIETE D'ASSASSINS VEUT FAIRE DE VOUS DES ASSASSINS : OBEIREZ-VOUS ?

De 1914 à 1919, on vous fit tuer vos frères Allemands, Autrichiens, Turcs, Bulgares et Russes. Comme nous, par lâcheté vous avez alors obéi. CONSENTEZ-VOUS AUJOURD'HUI A TIRER SUR VOS FRERES FRANCAIS ?

#### CAMARADES SOLDATS,

Si on vous arme contre nous, que ferez-vous ?

Garderez-vous l'arme au pied ? Relèverez-vous vos fusils et vos baïonnettes quand les colonnes de travailleurs, de femmes et d'enfants se présenteront devant vous sous la seule protection du drapeau rouge !

CAMARADES, REFLECHISSEZ !

Vive le Premier Mai !

Vive la Révolution !

Vive la Grève Générale !

**Sauve M.** – Le 2 mai, rue Edouard Manet, il y avait Marius Olivier qui était là, et pendant que je causais avec lui pour savoir comment ça se passait arrivent quatre chauffeurs de la Syndicale- Taxi, qui était une organisation de coopérative ouvrière dirigée par Francey, il y avait deux gars avec leurs grands paniers, des chauffeurs d’Etampes qui étaient tels qu’ils avaient quitté leurs machines, tout plein de fumée et de cambouis. Olivier avait commandé deux taxis pour emmener ces gars là à Brétigny et d’autre part il voulait organiser une randonnée à Périgueux. Alors me voyant là disponible il me dit : “qu’est-ce que tu fais ? Tu pourrais pas aller à Périgueux ? Fais pas d’histoire il faut se dévouer”, – “bon je me défile pas que je dis”. Il me dit : “voilà j’ai des papiers à remettre à Marcel Delagrangé et de l’argent à lui faire parvenir, je peux bien l’envoyer par la poste mais ça risque d’être barboté, il me faut quelqu’un de sûr”. – “Bouge pas lui dis-je, je vais jusqu’à mon hôtel, l’hôtel des Arts et Métiers, je vais prendre un pardessus et je reviens”. De retour, je monte dans un taxi et les deux chauffeurs dans l’autre et nous voilà partis. Tout le long du chemin on chantait l’Internationale, tous les gens nous regardaient et se demandaient ce qui se passait et puis ma foi on arrive à Orléans. Mes parents habitaient à Fleury-les-Aubertais pas très loin de la gare. Je m’arrête pour leur dire bonjour. Ma mère me dit comme entrée en matière : “es-tu gréviste ?” – “Oui oui je lui dis” – “alors va-t’en je veux pas te voir” – “Bon je dis” et nous voilà reparti. Entre St Cyr et la Ferté St-Aubin on ramasse un orage terrible qui nous oblige à nous arrêter sur le bord de la route avec notre bagnole. A la Ferté St-Aubin on va casser la croute chez le charcutier qui s’appelait Délandre, et puis on continue avec mon chauffeur jusqu’à Vierzon. On y était à une heure du matin. En arrivant j’avise le premier gars, je lui dit : “dis-donc tu es pas cheminot par hasard ?” Il me dit que si, “tu pourrais pas m’indiquer où c’est la permanence de grève de Mottar ?” – “si je vais vous y conduire”. J’arrive à la porte, je dis “j’suis Sauvé, j’arrive de Paris envoyé par Olivier et je m’en vais à Périgueux mais avant je voudrais voir Mottar”. “Oui mais on rentre pas comme ça” – “ben je dis, j’ai pas d’ordre particulier... mais Charbonnier est pas là ?” – “si il est là” – “alors va le chercher”. Charbonnier qui me connaissait me dit de venir et il m’explique qu’ils avaient eu des arrestations, etc – “alors maintenant, me dit-il, on fait une chose, on fout le **tampon syndical sur le ventre** des gars et quand ils arrivent en assemblée générale ils baissent le pantalon pour montrer le cachet, avec ça on est tranquille”. On arrive à Limoges dans la nuit. Je pars à la recherche de Bert, le secrétaire. Je le trouve, je lui explique de quoi il retourne. Il me dit : “je vais te donner quelqu’un pour te conduire parce que j’ai ap-pris aujourd’hui qu’ils avaient décidé d’arrêter Delagrangé et que toutes les issues étaient plus ou moins gardées par la police, alors il faudrait que tu passes sans histoire”. Avec ce camarade, nous voilà repartis à Périgueux. Entre temps on a des ennuis de bougies, on casse un ressort, enfin bref on finit par arriver. Il était à peu près 8 heures du matin. La Maison du Peuple était un ancien monastère avec des murs très hauts. On arrête la voiture et puis je vais à la porte qui était gardée par des gars qui faisaient les cent pas, matraques à la main. Je dis “ben voilà, je viens de Paris... je voudrais voir Delagrangé” – “alors là mon vieux, tu le verras pas il est en taule, ils l’ont **arrêté au lever du jour**, ils ont mis une compagnie d’infanterie à cerner tout le pâté de maisons pour le posséder”. Je dis : “qu’est-ce qu’il y a là ?” – “Il y a Larcade” – “bon je vais le voir”. Je lui remets les papiers et l’argent et ils me reconduisent à l’hôtel de

la gare et me demandent de revenir le matin à l'assemblée des grévistes de façon à indiquer les raisons de ma présence et aussi d'inciter les copains à tenir le coup "pendant ce temps on fera réparer ta voiture pour que tu puisses rentrer". Le matin, comme prévu, j'interviens en AG et puis à midi et demie, une heure, on reprend la route de Paris. On a appliqué comme ça, mission accomplie. A ce moment là il y avait un mandat contre Olivier, il a dû se cacher et il s'est caché chez un nommé Saunier de Paris-Sceaux. Olivier a été arrêté, alors qu'il marchait tranquillement, après la grève, par deux gars de la Sûreté qui l'ont coiffé en disant : "Alors Marius, ça va ?" – "mais comment, je vous connais pas ! – comment tu nous connais pas, ben mon vieux, on est dans toutes tes réunions et ben si tu nous connais pas nous on te connaît, allez viens on t'embarque". Le complôt tout ça, ça s'est évanoui puisqu'il n'y avait rien, toute l'affaire est tombée à l'eau. **Oui ça c'est des événements...**

**Dès le 3, le 2 étant un dimanche, les mineurs, les marins et les dockers entrent en action.**

**Le 3 mai, Raymond Lefebvre, de l'Union des Syndicats, à la Plaine-Saint-Denis :**

**Lefebvre** – L'ère de la révolution sociale est ouverte.

**Les corporations du Cartel, selon un plan de bataille fixé par la CA de la CGT, doivent être l'armature même du mouvement qui va se développer autour de la grève des cheminots, ces corporations doivent intervenir successivement dans la grève par "vagues d'assaut" ou par "palliers". Cette 1ère vague de grévistes doit "faire le vide des stocks" ; les mineurs par leur action empêcheront la reconstitution des stocks; par les leurs, les cheminots, les marins et les dockers empêcheront la répartition des matières premières. Quant aux autres corporations en continuant le travail, elles diminueront les stocks et feront ainsi pression sur le gouvernement par le chômage qui va en découler .**

**Routhier (le 3, au cours d'un meeting des cheminots de Noisy-le-Sec, 95 rue de la Forge)** – Les compagnies ont juste du charbon pour 7 ou 8 jours, elles seront ensuite obligées d'arrêter tout le trafic sur les réseaux.

**Sauve M.** (Interview Juin 1975) – (...) Oui mai entre le 1er mars et le 1er mai les Cies des Chemins de Fer ont fait venir d'Angleterre du charbon à outrance pour tenir le coup. Elles ont reconstitué partout des stocks parce qu'elles se doutaient bien que l'affaire allait rebondir, étant donné l'état d'esprit des militants. Vous l'avez bien vu dans vos recherches, la police était bien renseignée, elle avait des archives de police bien mieux tenues que les archives syndicalistes hein, des informations formidables (...)

**Le policier (extraits de notes de police)** – *L'action de Dejonckère à Saintes : Un partisan des soviets russes... Il est à la tête des cheminots les plus violents... Parlant du 1er Mai avec des camarades : "ce jour là je serai avec vous, et si je trouvais cinquante hommes résolus, je me chargerais de prendre la mairie et la sous-préfecture... Dans les ateliers, depuis la grève, les ouvriers couvrent leurs placards à effets, de chapeaux et de rubans rouges...*

**La Voix d'un cheminot** – Dans les meetings, en ouverture, des concerts avaient lieu. C'était la dame Cabiron, Rose, femme d'un vérificateur qui chantait "Mireille", puis Gu érad, un chansonnier révolutionnaire qui interprétait "Révolution". En cours de séance, un nouveau venu nous apportait un mot que lisait l'orateur. C'était pour nous faire connaître l'entrée en lutte, ce jour même, des ouvriers de Citroen et de Renault. Un autre, Perrin, annonçait que les métallos étaient impatients de seconder les cheminots. L'orateur prenait à partie, les élèves de Centrale qui, sans expérience, conduisaient les locos. On les tenait pour responsable de l'accident qui venait de se produire sur le réseau PLM, où il y avait eu 120 blessés.

A propos de ces réquisitions d'élèves, peu à vrai dire étaient volontaires pour s'inscrire sur les listes d'union civique, à peine 20 %, mais le gouvernement avait une façon particulière de les enrôler. Je me souviens quelques temps après avoir lu dans l'Humanité, une lettre d'élèves qui protestaient contre le fait qu'on leur ferma leur école.

**Le 4 mai : Ministre de l'Intérieur à Préfets de France** – "Vous infonne que instruction est ouverte contre Monmousseau, Sirolle, Lévèque et Midol pour attentat et complât contre la Sécurité Intérieure, article 87/89 du Code Pénal et Loi du 24 juillet 1894.

**Le policier (Rapport du 7 mai)** – Sur instruction du Ministre de l'Intérieur sont recherchés, pour **provocation** de militaires à la **désobéissance** ou **complot** contre la Sécurité Intérieure ou Extérieure de l'Etat les personnes suivantes : Monmousseau, Midol, Lévèque, Sirolles, Sigrand, Chaverot, Semard, Monatte, Delagrange (Périgueux), Olivier, Verdier (métallo à Decazeville), Rey et Dejonckère ( de Saintes), Totti ( de Marseille), Gautier et Courage (Sotteville), Thys et Doumere (Lille).

---

Monmousseau Léon, Gaston, René, né le 17 janvier 1883 à Luynes de...

Signalement :

taille: 1 ,60 m env.

cheveux châtain

sourcils châtain

barbe châtain

front large

yeux gris bleus

nez gros

bouche moyenne

menton rond

visage pâle et oval

teint pâle et maladif

corpulence assez forte, mais maigre

marié, un enfant

son père, ancien garde-champêtre à Luynes

puis journalier et brûleur d'eau de vie.

.....

.....



**Paris le 13 mai, le Commissaire de Police à M.le Contrôleur Général des services de Police Administrative** – *J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit: concernant une mission à Saintes, à l'effet de rechercher le nommé Dejonckère.*

*La tâche difficile, par instants périlleuse, fut rendue plus ingrate encore du fait d'une part de l'organisation gréviste et d'autre part, de la mauvaise entente au sein de l'administration elle-même.*

*Les Cheminots forment dans la commune de Saintes, une grosse majorité, habitant les mêmes quartiers où chacun se connaît et suspecte par principe tout ce qui est étranger au milieu.*

*Des sentinelles habilement placées aux abords des bâtiments publics (Gare, Mairie, Commissariat de Police, Palais de Justice, Casernes) sont chargées de veiller à l'identification de toute personne étrangère, et si celle-ci est douteuse une filature s'organise aussitôt à travers toute la ville et au dehors si besoin est. Une pareille organisation entrave notablement les recherches et il est impossible d'accéder sans danger, soit aux réunions privées, soit aux réunions de plein air, où les cris "Au renard" s'élèvent aussitôt, en même temps que la personne suspectée se trouve enveloppée.*

*De nuit, les mêmes difficultés existent, plus sérieuses encore et à deux reprises nous fûmes assaillis à coups de pierres; nous pûmes à chaque fois nous dégager sans mal, et éviter de répondre à une provocation qui eut pu amener dans la ville une effervescence regrettable.*

*Il ne fut pas davantage possible d'obtenir d'un cheminot quelques renseignements en le faisant boire. La discipline voulait en effet, tant par économie pour les intéressés, que par bonne renommée pour le parti gréviste, que les cabarets fussent peu fréquentés.*

*La résidence exacte de Dejonckère n'a pu ainsi être localisée. Les nombreuses allées et venues de sa garde du corps, permettaient seulement de supposer qu'il fut dans une direction plutôt que dans une autre, mais la filature serrée dont nous étions l'objet ne nous permettait pas de nous arrêter pour en avoir la certitude.*

*La tâche fut par ailleurs rendue difficile par suite d'une mésentente flagrante entre la sous-préfecture et le Commissariat de Police...*

**Le 4 mai, Raymond Lefebvre aux cheminots du Paris-Etat - Rive Gauche :**

**Lefebvre** – Sur tous les réseaux, le succès est beaucoup plus important qu'en février dernier. Laissez faire les compagnies, les gouvernants et les journaux à leur solde ; ils sont dans leur rôle, restez dans le vôtre. Les voyageurs sont à même de juger de ce qui se passe; malheureusement ce sont eux qui pour le moment souffrent des exigences et de la bêtise des dirigeants. Restez calmes. Vous serez forts. Tous les efforts sont faits pour remédier aux défaillances possibles. Ainsi ce matin, on nous a signalé des hésitations à Chartres. Des camarades sont partis pour la propagande (...). La lutte se continuera dans le calme avec la ferme résolution d'aller jusqu'au bout pour le succès et l'amélioration du sort de tous les camarades de misère.

**Le policier (5 mai à Levallois)** – *Pendant le meeting, un inspecteur de police est séquestré par les cheminots puis relâché après avoir reçu des coups. Quand le Commissaire de police est venu le réclamer on lui a répondu que sa "bourrique" était déjà en liberté.*

**Le 6 mai, Barberet devant les cheminots de Noisy-le-Sec :**

Barberet - J'ai eu toutes les peines du monde à retenir 3000 ouvriers espagnols travaillant dans le bâtiment et qui voulaient se mettre en grève pour appuyer le beau mouvement des cheminots. Ils n'attendent pas le mot d'ordre confédéral pour entrer dans la lutte...

Le gouvernement parle de complot contre la Sûreté de l'Etat, en effet, il y a un complot, mais ce complot c'est le gouvernement d'accord avec les compagnies qui l'ont tramé. Nous avons la preuve par tout le charbon que les compagnies entassaient dans les dépôts au détriment de l'industrie civile car elles savaient que les engagements qu'elles avaient pris le 1er mars ne seraient pas tenus et que les cheminots poussés à bout par les brigades sont ils étaient l'objet, ne tarderaient pas à se mettre en mouvement.

**Le 7 mai se jugeant maître de la situation, le gouvernement annonce qu'il ne négociera pas, tant que le travail n'aura pas été repris.**

**Le policier** – *Une note des cheminots, très confidentielle, sur la situation dans le secteur de Paris "le mouvement est magnifique sur l'ensemble de notre secteur".*

**7 mai encore : Effervescence à St Etienne. Les grévistes auraient décidé d'envahir la gare et de s'emparer des bureaux d'exploitation.**

**La voix d'un cheminot** – Ce jour là j'étais à une réunion du Paris-Etat-RD, au parc à charbon de Levallois-Perret, la situation nous paraissait bonne.

**Vigier (de l'union des Syndicats de l'Etat)** – Nous avons l'opinion publique avec nous, non pas celle des propriétaires, des mercantis, mais celle des **ouvriers agricoles** que nous avons gagné par notre propagande incessante à travers la campagne.

**La voix d'un cheminot** – Sur ce, Avroux, contremaître à l'usine d'oxylythe à Asnières est venu nous dire que tout le personnel de cette usine était en grève pour aider les cheminots à obtenir satisfaction.

**Blascher** – Pour vous prouver, jusqu'à quel point le service est normal, je dois vous dire que nous sommes obligés, pour communiquer avec Sotteville, d'employer des moyens de fortune.

**La voix d'un cheminot** – Ce disant il ouvre un panier duquel s'échappent **deux pigeons.**

Le lendemain c'est Delage des usines De Dion-Bouton qui nous apporta son appui, ainsi que le terrassier Lepetit.

**Delage** – Dans mon usine, les camarades sont hésitants parce que la CGT n'a pas donné l'ordre au syndicat des métaux d'entrer en lutte. J'ai été heureux cependant de convaincre quelques amis et de les entraîner avec moi.

**Lepetit** – La répression gouvernementale n'est pas un signe de force car elle n'a jamais arrêté la **marche d'une idée.** Les massacres de Chicago, de Fourmies

et Russie n'ont pas arrêté l'évolution du prolétariat.

**L'extension du mouvement est annoncée par la CA de la CGT, qui le 8 mai fait appel, pour le 10, aux métaux, au bâtiment, aux moyens de Transports, à la voiture-aviation et aux éléments des ports et des docks, restés au travail ainsi qu'aux mineurs du Nord, d'Anzin et du Pas-de-Calais.**

**Besnard** – Après-demain, nous allons recevoir l'appoint formidable de plusieurs fédérations qui vont venir grossir nos rangs, simplement par solidarité. Le prolétariat a compris, répondant à l'appel de grève de la CGT, que des questions plus intéressantes pour son avenir, que des revendications salariales, étaient en jeu. Les cheminots qui sont les initiateurs du mouvement se doivent de continuer jusqu'à ce que satisfaction nous soit donnée.

**Letourneur (du bâtiment)** – Une des questions intéressante vise à renverser le gouvernement de pourriture qui nous opprime et se laisse diriger par des royalistes. D'autre part nous voulons que tous ceux qui ont été condamnés soient relâchés y compris les soldats qui ont été condamnés pendant la guerre et qui actuellement gémissent dans les geôles de la République.

J'engage les assistants à aller par petits groupes visiter les usines de Levallois pour persuader les camionneurs, sans employer la violence, que leur intérêt est de prendre part à la lutte.

**La presse, continuant sa campagne honteuse, annonce la reprise du travail pour le 10. Il n'est rien. Le nombre des grévistes est imposant. Des grèves de solidarité éclatent dans la région lyonnaise : dans les tramways à Lyon et à St. Etienne, puis du 11 au 16 chez les imprimeurs. Mais à Paris, ni le métro, ni le Nordsud ne participent à la grève, tandis que les transports en commun de surface suivent. Les tramways et autobus, qui roulent sont conduits par les volontaires de l'Union civique. Les réseaux de chemin de fer du Nord et de l'Est restent en dehors du mouvement.**

**Le policier (11 mai, note du préfet de l'Aube à M. le Ministre de l'Intérieur ; conférence à la Bourse du Travail dimanche soir)** – *Marius Hanot qui fait l'objet de poursuites antimilitaristes, est venu de Paris pour prendre la parole à Troyes.*

*Après avoir fait l'éloge des soviets et dit son espoir de voir triompher le mouvement actuel malgré la pagaie qui y règne par suite des ordres et des contre-ordres. Il recommande à ses camarades de se tenir prêts pour l'action directe car il faudra employer le sabotage et mettre le feu dans les taudis des travailleurs pour les installer dans les maisons des riches car enfin il faudra qu'ils s'aperçoivent que c'est la révolution et que quelque chose a changé. Il conseille également la lecture des brochures de sabotage, brochures qui ont paru avant la guerre et qui circulent sans nom d'auteur. Ces faits m'avaient été signalés par mes indicateurs, ils sont rendus publics aujourd'hui par un article du journal "La Tribune de l'Aube".*

**11 mai à La Talaudière (Mines de la Chazotte) –16 h.** – *Irruption dans la localité de 2 à 3000 individus, mineurs et cheminots, portant des drapeaux rouges avec inscriptions “mort aux renards”, hurlant des chants révolutionnaires, terrorisant la population et mettant à sac un café ouvert à nos ouvriers travaillant.*

**La CA de la CGT décide, le soir, pour faire échec aux transports souterrains, de mettre en grève les électriciens à partir de minuit. Mais les usines électrique continuent une production réduite avec des “remplaçants” et le courant ne manque pas aux transports.**

**Le 11 mai ; Réunion, à Saint-Ouen, des groupements de toutes les corporations.**

**Ollivier (PO)** – Je regrette que la grève générale n’ait pas été déclarée le premier jour, c’était la seule façon d’arriver au but poursuivi. Après douze jours les résultats acquis sont pour ainsi dire nuls, beaucoup de corporations n’ayant pas répondu de façon satisfaisante. Pour décider les hésitants il faut employer la **force** si c’est nécessaire (...) Je salue le régime des soviets qui a délivré la Russie du joug capitaliste.

**Besson (travailleur municipal)** – Les cheminots luttent pour la nationalisation, mais nous, **nous voyons plus loin** ; les chemins de fer aux cheminots, la mine aux mineurs, etc... pour cela nous n’hésiterons pas à renverser le gouvernement de forbans pour le remplacer par celui des travailleurs.

**Pedro (des terrassiers)** – La grève est déclarée dans toutes les corporations à Orléans, Nevers et Laroche. A Laroche, au cours d’une réunion syndicale, trois mariages de cheminots ont été célébrés par le secrétaire des Syndicats de Cheminots, on peut donc **se passer** du Maire et du curé, comme vous voyez.

**Le mardi 11, le Conseil des ministres a ouvert des poursuites, “aux fins de dissolution”, contre la CGT et fait opérer des perquisitions et des arrestations sous prétexte de complot ou d’atteinte à la liberté du travail, la CA de la CGT lance une 3ème vague comptant sur les forces nouvelles de l’Ameublement, du Sciage et du Découpage ainsi que sur les gaziers, ici encore la main d’œuvre militaire encadrée par des ingénieurs se cantonne dans les usines.**

**Le policier (le 12 mai à Auxerre)** – *Des grévistes veulent afficher sur les WC un placard. Le surveillant des télégraphes s’interposant est renversé. La police arrête deux grévistes. C’est alors que envahissant la gare une bande de 300 à 400 grévistes délivrent les deux grévistes a"étés et bousculent les employés. Le poste de police reste impuissant.*

**(14 mai à Oullins)** – *Une femme d’équipe “fidèle” est attaquée par un groupe de femmes au moment où elle allait prendre son service, elle a reçu des coups de pieds dans le ventre qui l’obligent à interrompre son travail.*

**Le 14 mai : Sur la pelouse, à la Porte Reuilly, au bois de Vincennes, Un ouvrier du gaz à Saint-Mandé** – J’ai eu ce matin l’occasion de causer avec plusieurs soldats chargés “de la garde de notre usine”. Or l’un d’eux m’a déclara-

ré en présence de ses camarades : “que les grévistes ne nous interpellent pas, qu’ils ne nous disent rien. Mais dites-leur bien que si un jour on nous donne l’ordre de tirer sur eux, ce ne serait pas dans leur direction que nos fusils partiraient mais dans celle de ceux qui nous commanderaient de tirer”.

Vous voyez camarades que vous n’avez rien à redouter des soldats qui sont des fils d’ouvriers. Ne les provoquez donc pas. Quant aux officiers, ce sont des vaches et des fumiers.

**Le policier (le 14 mai)** – *Le 14 mai à 8 h et demie, fuite de Lévêque et Monmousseau qui quittent la maison commune de Levallois déguisés, dans la camionnette “La cheminote”.*

**Au bout de deux semaines de grève, doutant des résultats escomptés, la CGT déclare “il faut bien se rendre à l’évidence la résistance ouvrière ne peut se prolonger dans des conditions devenues défavorables, il y a la lassitude de certains centres et les efforts du Cartel ne peuvent pas donner les résultats escomptés”.**

**Le 15 mai – La CA examine la situation générale : “est-il possible de lancer de nouvelles forces dans la bataille, comme le demandent les cheminots désireux de “doubler le cap” du 3ème lundi ? Les postiers répondent qu’il n’y aurait pas plus d’un tiers de grévistes. D’où deux solutions se présentent pour la CGT :**

**1 – déclarer la grève générale illimitée de toutes les corporations sans faire ajouter au mouvement des forces de valeur sociale, autres que médiocres et qui sont des éléments de désarroi.**

**2 – limiter la durée de la grève générale “ce qui permet de restreindre l’effort de toutes les organisations” et montrer que le mouvement n’est pas atteint ; La CGT reconnaît "que cette dernière solution a l’inconvénient de laisser les mains libres au gouvernement".**

**Une délégation de la CA, est désignée pour participer à l’examen de la situation avec le Conseil Fédéral des cheminots qui doit se réunir le dimanche 16 mai, elle y défendra la résolution confédérale de limiter le mouvement au 17 avec rentrée en masse le lendemain.**

### **Le 15 mai**

Aux camarades de la Commission Exécutive de la Fédération.

La Confédération Générale du Travail paraît s’être résignée à lancer l’ordre de reprise du travail, sans conditions. Cette décision, si elle se confine, ferait plus que proclamer une faiblesse, elle consacrerait une trahison (...); il nous est difficile d’admettre que l’unique conclusion d’une lutte de cette importance soit une écœurante capitulation.

Pourront l’envisager sans remords ceux qui, sans doute, restent avec un demi-pied au quai d’Orsay. La C.G.T. ne prend pas son programme au sérieux; elle a été amenée à la lutte par des événements au-dessus des petits calculs des géomètres de la démocratie. Elle a dû l’accepter, mais avec cet esprit qui, pendant cinq années, a fait de notre organisme central ouvrier, un instrument de liaison entre les hommes du pouvoir et la classe prolétarienne avec comme objectif principal, **les intérêts de la nation, non ceux du monde ouvrier** (...). Son attitude a constamment permis l’inquiétude et même, à l’heure du coup de force de Millerand, portant si fortement atteinte au prestige confédéral, sa protesta-

tion si molle dans les tennes, dénonçait déjà, au moins, une lassitude coupable. On appelait cette indifférence “maîtrise de soi-même” (...). On veut donc de toute façon la débâcle ouvrière (...). Le jeu des coulisses entre habile médiateur et l’affreuse comédie se sera, comme toujours, jouée sur le dos des prolétaires (...).

Les détenus de la Santé ne s’associeront jamais à un pareil marchandage. A l’avance, ils dénoncent comme indignes d’eux les tractations possibles engagées après la capitulation. Ils se retournent vers la Fédération des Cheminots et lui demandent de continuer sans défaillance la lutte pour sauver, au dernier terme, l’honneur ouvrier (...). La Fédération des cheminots, entrée la première dans l’arène sociale, doit la dernière s’en retirer. Il faut qu’en la minute extrême, elle ramène la bannière, à l’occasion d’une bataille qu’aurait pu, comme en mars dernier, magnifier une victoire digne du dévouement de tous si comme on pouvait l’espérer, elle avait été engagée sans arrière-pensée de la part de la C.G.T., des solutions plus conformes à sa destinée.

Signé : Totti, Sirolle, Delagrangé, Chaverot, Sigrand, Gautier, Courage, **tous détenus à la Santé.**

**Au Conseil Fédéral, les discussions piétinent et aucune résolution n’est dégagée ; l’événement est créé par les trois lettres, signées Midol, les emprisonnés de la Santé, et Sirolle. Toutes trois portent des accusations contre la CGT .**

**Le policier (16 mai) – Lévêque et Monmousseau, furieux contre l’attitude du conseil fédéral de la Fédération Nationale des Chemins de fer à la séance du matin sortent de leur gîte, 85 rue Danton à Levallois pour se rendre à 16 h rue Baudin.**

**C’est dans la soirée que Lardeux donne connaissance de la décision des cheminots : la continuation de la lutte jusqu’à satisfaction, et demandent à la CA de la CGT la grève générale illimitée. La CA se retire sans prendre de décision, déclarant que c’est au Comité Confédéral National de statuer.**

**Le 19 mai, Pelletan, cheminot au Paris-Etat-Rive-Gauche,**

**Pelletan** - J’ai assisté à la séance de la Chambre, en fait de Parlement, c’est une boîte à ordures. On y entend des **paroles** qui ne sont pas à prendre avec des pinnettes. On sent chez ces législateurs, une aversion pour la classe des travailleurs ; ils ont plus de haine contre vous que contre les Boches. Ils savent que si ces derniers les menaçaient, ce ne sont pas eux que l’on enverrait pour leur barrer la route mais, encore, les cochons d’ouvriers, pendant ce temps ils continueraient à toucher leurs 27.000 Frs.

Mais les travailleurs ont des projets qui contrarient ces pourceaux; ceux-ci veulent vivre dans le calme et continuer à mener leur vie joyeuse, que l’ouvrier **crève de faim et peine au travail** c’est son rôle, ou du moins ils le prétendent. Ce n’est pas notre avis, et nous le leurs prouveront en serrant les rangs et en continuant la lutte.

**Le CCN a lieu du mercredi 20 au vendredi midi. Les débats ont été manipulés, les dés pipés, dira Lardeux :**

**Lardeux** – A ce CCN on ne consulta pas tout d’abord les secrétaires d’UD, sur la situation des départements respectifs, mais on consulta les secrétaires de fédération, qui étaient pour la plupart également membres de la CA confédérale. Ces camarades firent un tableau très noir de la situation et nombre de nos camarades qui avaient le mandat de faire la grève générale illimitée, mirent leur mouchoir par dessus cet ordre de grève et ne la votèrent pas.

**Au terme des débats, deux motions s’opposent. Celle de Mayoux, qui comporte 9 mots : “le CCN décide la grève générale illimitée” et le texte de Million qui annonce la rédition avec la reprise le 22, il prévoit un versement quotidien de chaque syndiqué, d’une cotisation de 50c pour les cheminots qui continuèrent la grève.**

**Le vote donne: 11 voix pour Mayoux, 96 pour Million et 15 abstentions.**

**Les cheminots “enragés” continuent seuls, après la capitulation de la CGT mais un peu partout, de nombreux lock-out, de plus ou moins longue durée attendent les ouvriers, les patrons “filtrent” les entrées des usines et font des coupes sombres dans leur personnel. Cette attitude de représailles approuvée par le pouvoir entraîne la prolongation de conflits à Calais, Dunkerque chez les dockers, à Marseille chez les inscrits maritimes, dans la Loire chez les mineurs. Le 22, Nantes, Sotteville et Le Mans reprennent le travail ainsi que dans certains centres de l’Etat.**

**Le policier (le 22 mai)** – *Une note, très confidentielle, des cheminots des Syndicats Parisiens : “la situation générale laisse beaucoup à désirer, des déficiences nombreuses nous sont signalées”.*

**(29 mai à Tours)** – *Après divers attentats, coups de feu sur une patrouille de gendarmerie qui surveillait la voie et qui ont fait un blessé grave. Sur ordre de l’autorité militaire, à 6 h du matin les Hangars Renault seront fermés. Les grévistes ne pourront plus s’y réunir ni y organiser des soupes communistes. Le Parquet engage des perquisitions dans trois permanences de grève.*

**(Faits de grève)** – *Relevé des attentats et incidents pour la période du 1er au 31 mai :*

*“coups de feu tirés sur les machines en plus de jets de pierres contre les trains, signalés de toutes parts : Tours, Limoges et sur le PLM”.*

*“rails coupés ou “décoincés” ”.*

*“explosifs, pierres et dynamite posés sur les rails”*

*“fils de transmission sectionnés, aiguillages ou signaux bloqués”*

*“entraves à la liberté du travail ou débauchage de non-grévistes”*

*“violence contre un contremaître à Arles aux ateliers du PLM”.*

**Le 24 mai, à Noisy-le-Sec**

**Vergeat** – Je félicite les cheminots de leur ténacité, on ne peut que regretter que les métallos n’aient pas continué la lutte avec autant d’énergie. Le mouvement économique et social poursuit aussi le but d’obtenir l’amnistie totale. A la nationalisation l’on doit substituer la prise de possession de tous les moyens

de production et d'échange. La classe ouvrière ne doit pas désaffilié tant qu'elle n'aura pas détrôné la classe bourgeoise et le capitalisme et pris en main la direction des affaires du pays. Après cinq ans que nous venons de passer, la classe ouvrière doit être **plus que jamais antimilitariste** et c'est aux parents de faire l'éducation de leurs enfants dans ce sens.

**Une délégation de cheminots, conduite par Bidegaray, tente une démarche à la présidence du Conseil pour négocier les conditions de reprise. La CE décide l'ordre de reprise pour le 28. Il y a des fortes résistances à cette consigne, dans le Midi, au PO, à Périgueux, à Saintes – qui compte un îlot de grévistes irréductibles –, à Bordeaux, la reprise est retardée au 2 et 3 juin. Simultanément, les Cies ferment les ateliers d'OuUins, d'Arles, sur le PLM, de Périgueux, de Tours sur le PO, de Béziers, de Bordeaux sur le Midi. Il ya 22.000 révocations (12 % des grévistes, 5% des effectifs). Les Cies refusent, comme le ministère des Transports, les demandes de la fédération des cheminots de réintégration des révoqués.**

La grève est suivie, note la "Journée industrielle", "d'une augmentation très sensible du rendement du travail des cheminots" fait consécutif à l'assainissement moral résultant des révocations. Du côté ouvrier Lardeux note un enrichissement de la connaissance ouvrière. Pour les révoqués la situation est désespérée. Des soupes communistes sont organisées à la Bourse du Travail et servies pour 12 sous. Mais encore, ils sont chassés de leur logement, des cités ouvrières qui appartiennent aux compagnies. Cette situation d'instabilité physique a des prolongements psychiques. La démoralisation touche également les responsables des masses, eDe va jusqu'au suicide d'un secrétaire de syndicat, Jouanneau, dans le foyer des cheminots, le 16 juillet. Les lettres de révoqués, la désertion syndicale témoignent du sauve-qui-peut. Cet après grève amène aussi à un approfondissement du fossé entre les deux tendances du mouvement syndical jusqu'à la scission désormais inéluctable, à une mise en évidence, dans les journaux, les Congrès, de l'alternative Réforme ou Révolution et enfin, et surtout, « à la mise hors jeu du syndicalisme comme issue à la crise ouvrière ouverte en France après-guerre ».

# LA CHAÎNE ET LE PARAPLUIE



*« Les patrons et leurs alliés réformistes (...) persistent à nous représenter comme les défenseurs de la routine et du conservatisme industriel, et même à nous comparer aux briseurs de machines de 1848 ».*

C'est dans ces termes que Rabaté, dirigeant de la Fédération unitaire des métaux (CGTU), introduit son rapport au 4e Congrès, en 1927.

Protestation d'innocence : nous ne sommes pas adversaires des nouvelles méthodes de travail (la "taylorisation"), mais de leur mauvais emploi capitaliste.

Moment décisif où se fixe la doctrine du syndicalisme unitaire face à la réorganisation du travail qui suit la guerre de 14-18.

La reconstruction de l'économie nationale passe par la restructuration industrielle ; le patronat s'emploie à maintenir et élargir l'acquis de la production de guerre : l'apparition massive d'une nouvelle main d'oeuvre (femmes et immigrés) et les transformations du procès de travail (notamment par le développement du machinisme). Le mot d'ordre est à l'organisation, aux méthodes américaines. L'objectif patronal, inspiré de Ford et de Taylor, est de rationaliser le travail pro-ductif. La métallurgie constitue un secteur de pointe.

La "bataille de la rationalisation" constitue la toile de fond de l'histoire ouvrière, de la première guerre mondiale à 1936 ; le 4e congrès de la Fédération unitaire des métaux, en 1927, délimite le champ de cette bataille et les règles du combat. En résultent des réalités familières aujourd'hui : OS et travail à la chaîne, cadences et encadrement despotique (maîtrise, bureaux d'études). Nouveautés alors ; les révolutionnaires de l'époque tenteront d'en prendre la mesure. Et les ouvriers, de briser leurs chaînes.

### **L'espoir révolutionnaire**

Au sortir de la guerre, une grande effervescence se manifeste dans la classe ouvrière, et particulièrement chez les métallurgistes. Sur la lancée des grèves de 1917-18 de nombreux mouvements éclatent un peu partout. La révolution paraît possible, comme elle l'a été en Russie. Dans les assemblées grévistes s'exprime fréquemment l'espoir d'un temps nouveau : on crie "*Vive la grève ! Vive la révolution ! Vive la révolution sociale !*" etc. Voici ce que déclare le secrétaire de l'Union des métaux, en février 1920, dans une réunion d'ouvriers de chez Renault et Salmson :

*Il n'y a qu'un moyen d'améliorer la situation des travailleurs, c'est de suivre l'exemple du peuple russe. Il faut secouer le joug de ceux qui nous oppriment. Il y a pour la classe ouvrière des hommes compétents qui sont Susceptibles de remplacer avantageusement les patrons et les gouvernants. Dès maintenant, les salariés doivent se grouper, se serrer les coudes, pour être prêts le moment venu à marcher comme un seul homme à la conquête des bienfaits de la révolution.*

*Pour réussir, la révolution doit être conduite rapidement, car en général les villes n'ont que quelques jours de vivres, huit jours au plus (...). Si au mois de mai un mouvement réussit aussi bien que celui de l'année dernière, ce sera peut-être le moment de nous débarrasser de nos oppresseurs".*

Autre exemple : en mars 1920, pendant la grève générale de l'Isère, à Vizille (municipalité socialiste unifiée) toutes les usines s'arrêtent et la population descend dans la rue. *“Les dirigeants se disaient convaincus de la grève générale en France, sur ordre de la CGT, suivie de la révolution”*. *“Vizille, qui avait déjà joué un rôle initial lors de la première révolution française, devait donner le signal de la seconde”*. *“Les femmes surtout se montraient emballées. L'idée de la réussite et d'une organisation nouvelle était si forte chez certains que l'entrepreneur de transport des dépêches et du service automobile de la Mure à Grenoble fut informé par eux de la réquisition de son matériel par les dirigeants nouveaux. Des conseils d'usine devaient être nommés, laissant les directeurs actuels en place, mais assurant le partage des bénéfices entre tous en fin de mois”* (Rapport de police).

Au-delà de l'échec du printemps 1920, le même élan persiste, mais il n'est plus guère porté que par une minorité activiste qui déplore la démission des masses. Et déjà d'autres voix autorisées se font entendre ; ainsi, Merrheim va expliquer aux métallos de Dunkerque, en janvier 1921, qu'*“il faut assurer la production avant de faire la révolution”*...

Pourtant, jusqu'en 1922, on peut suivre la trace de ce rêve de révolution ; après, la révolution ne sera plus présentée comme but de grève mais comme objectif lointain (mais déjà réalisé en URSS). Pour les états-majors, il faudra commencer par apprendre à gérer les grèves (les usines), avant de songer à gérer la société.

Clôture symbolique de cette période, une tentative unique – sur la foi d'un télégramme du commandant de gendarmerie de Courbevoie en 1922 : l'entreprise Simon, à Gennevilliers, licencie ses 130 ouvriers qui voulaient élire un conseil des Soviets pour le substituer à la direction.

### **L'héritage de la guerre**

Cette même année 1922, la création de la CG TU consomme la scission de la gauche ouvrière - point final organisationnel du débat idéologique entamé depuis le rétablissement de la paix. Provisoirement, la nouvelle gauche communiste tire le bilan de l'effondrement de 1914 et règle ses comptes avec les collaborateurs de l'Union Sacrée, en (uUrrl(!n( ses regards vers les héros soviétiques.

Or, pendant toute la période 1918-1922, de nombreux mouvements et des grèves éclatent sur des questions liées à l'organisation du travail : extension du travail aux pièces, introduction du chronométrage.

Par exemple, en 1920 à Chalon-sur-Saône, des ouvriers se mettent en grève pour obtenir des augmentations de salaires et la suppression du travail aux pièces.

En 1921, chez Clément-Bayard (usine d'automobiles) à Levallois-Perret, un délégué est licencié pour refus de se laisser chronométrer; appuyé par ses camarades, il réintègre son atelier; la direction maintient son licenciement, l'usine fait grève.

En 1922, première grande grève chez Peugeot, à Sochaux, contre la mise en place d'un système de chronométrage et l'introduction d'opérateurs; ceux-ci sont chassés des ateliers et doivent défiler entre deux rangées de grévistes.

Tous ces mouvements s'inscrivent dans la continuité des dernières luttes de l'avant-guerre (notamment la grève Renault de 1913) et leur apparition n'amène guère de commentaires dans la presse ouvrière. C'est que, à ce moment, la taylorisation et ses dispositions pratiques (travail à la chaîne, cadences, systèmes de rémunérations, etc) ne se sont pas encore imposées dans toutes les industries. Ce qui remplit les colonnes de la presse ouvrière, ce sont surtout les controverses idéologiques et les problèmes d'organisation, qui mobilisent l'essentiel des énergies militantes. La Fédération des métaux en 1921 publie simplement une brochure d'information sur "*Les méthodes scientifiques appliquées au travail, le travail aux pièces, les principes de Taylor, l'évaluation du travail et le calcul des temps, le chronométrage*".

Les problèmes d'organisation du travail n'apparaissent qu'à l'intérieur d'une réflexion plus générale sur le **contrôle ouvrier**, pensé à la fois comme outil de la lutte quotidienne et instrument de gestion des usines après la révolution. Argence (futur animateur du syndicat autonome des métaux de Lyon) et Hercllet (futur cadre du PC) publient en 1921 une brochure sur "*Contrôle ouvrier et comités d'atelier*" qui examine le double esclavage du travailleur :

*"Du patronat (...), du travail divisé dont il ne peut plus s'échapper" ; "le travailleur, par le fonctionnement même du contrôle, prendra conscience de son rôle de créateur et gagnera, en moralité et en intelligence, autant que son œuvre achevée comporte de science et de beauté" (1).*

Argence encore publie dans la Vie Ouvrière du 9 septembre 1921 un article sur l'étude des mouvements qu'il juge "*intéressante*" car il s'agit "*de déterminer dans toute la série des gestes que demande l'exécution d'un travail quelconque, ceux qui sont utiles, nécessaires, de ceux qui ne le sont pas, c'est-à-dire ceux qui produisent de ceux qui fatiguent sans résultat ; (...) Les gestes habituels, presque rituels, que fait chaque ouvrier dans l'accomplissement de sa tâche sont le résultat, le fruit d'une longue expérience et de génération en génération ces gestes se sont communiqués du compagnon à l'apprenti, lentement peut-être, mais en se perfectionnant, en se sélectionnant chaque fois. Dans sa façon de tenir sa lime, l'ajusteur accumule l'expérience et la science de milliers d'ajusteurs et si l'on demande à l'apprenti de bien tenir, sans crispations des doigts, le manche de son outil dans la paume de sa main droite, le pouce toujours au-dessus, ce n'est pas simplement pour obéir*

à une théorie quelconque. mais bien parce que c'est là la seule méthode pour maintenir la lime sans effort et pour la maintenir droite". Aussi accepte-t-il "une nouvelle technique de l'effort (...) si elle a pour but d'épargner de la fatigue".

Discours magistral du compagnon assurément, encore tout entier centré sur le métier. A cette appréhension traditionnelle des transformations du procès de travail, ne correspond donc aucune modification dans la conduite des luttes.

Il y eut pourtant une volonté, même limitée, d'intégrer la pratique nouvelle de l'occupation d'usines, particulièrement dans le sud-est de la France (1). Le 7 octobre 1921, pendant huit heures. à Vienne, une usine fut occupée par les ouvriers qui s'opposaient à une diminution de salaires, frappant, plus que les jeunes, des travailleurs de 15 à 30 ans de maison "parce qu'ils n'étaient pas capables du même rendement". Mais il fallut attendre 1936 pour que se réalisent de véritables occupations d'usines...(2).

Il y a donc pendant cette période chez les syndicalistes, dans leur perception des transformations des méthodes de travail. un décalage par rapport à la réalité que vivent les ouvriers. L'histoire des usines Voisin en est l'illustration exemplaire.

Fin 1920, syndicat et patron sont d'accord pour expérimenter le travail à la commandite. Berrar, secrétaire général du Syndicat des métaux, explique aux militants de Boulogne-Billancourt que "cet essai a surtout pour but de faire l'éducation de la classe ouvrière qui, après la révolution, sera ainsi en mesure de prendre la direction des usines". Mais un ouvrier de chez Voisin proteste : avec ce nouveau système, les ouvriers les plus lents et les manœuvres n'ont pas été gardés et la production a fortement augmenté (de 25 à 40 voitures). La réunion devient houleuse; malgré cela, l'assemblée vote le principe du travail en commandite.

Huit mois plus tard, en juillet 1921, 15 ouvriers (sur 400) sont licenciés pour incapacité à tenir la cadence ou agitation. Les contremaîtres s'opposent à leur entrée dans les ateliers, l'un d'eux est frappé. Aussitôt, l'équipe de jour (350) quitte l'usine; l'équipe du soir à son arrivée se déclare solidaire et une vingtaine d'ouvriers se proposent même d'occuper l'usine la nuit, mais les flics les délogent. Derniers recours de ce "patron philanthrope" : la police. Car "la philanthropie n'est pas suppression de l'autorité" (3), et le travail en commandite moyen d'émancipation de la classe ouvrière offert par le patron...

---

(1) Sans doute la proximité de l'Italie joua-t-elle, et la présence d'une immigration italienne. L'occupation d'usines est proposée dans des réunions ouvrières à Lyon, Saint-Etienne, - et dans la Vie Ouvrière du 14-1-1921 et du 28-1-1921 (Article de Hercllet : « Occupons les usines ! »).

(2) Il y eut d'autres « occupations » qui firent les gros titres de l'Humanité : 15 heures au Boucau en 1930, quelques heures à la CICCA en 1931, chez Ratcau en 1932...

(3) Article de « Démocratie Nouvelle ».

## Un syndicalisme nouveau...

La constitution de la CG TU en 1922 correspondait à la volonté révolutionnaire de briser avec les vieilles pratiques syndicales qui avaient fait faillite en 1914 et en 1920 et de forger un outil nouveau reprenant en compte toute la positivité de l'action de la CGT. Ce n'est que dans les années suivantes que se met en place réellement ce syndicalisme nouveau, étroitement dépendant de son jeune frère politique, le PC (SFIC) – cette subordination du syndicat au parti politique constituant d'ailleurs l'élément fondamental de la nouveauté et l'objet des divisions internes de la jeune CGTU. Dans la métallurgie le congrès de fondation de juin 1922 élit un bureau composé de Chevalier, Argence (membres du Comité de Défense Syndicaliste) et Ferré ; un an plus tard, le 2e congrès Guillet (1923) les remplace par un bureau d'orientation majoritaire, c'est-à-dire pro-PC (Poussel, Gaye, Rabaté). Dès 1923, par conséquent, la Fédération unitaire des métaux passe sous direction communiste.

### Le contrôle ouvrier

Le nouveau syndicalisme commence par s'inscrire dans un cadre de pensée hérité de la vieille CGT, et en grande partie apporté par les militants transfuges de cette organisation. L'idéologie syndicaliste, confrontée à la volonté et à l'espoir d'une révolution encore pensée comme imminente, et sur le modèle de la révolution russe, éclatera rapidement. Ce n'est que dans les années 30 que les nouvelles pratiques militantes seront véritablement mises en place dans la routine de l'action quotidienne.

En 1922, la Fédération des métaux n'est unitaire que dans son adhésion au principe du **contrôle ouvrier**. Si les premiers congressistes sont divisés sur des questions qui engagent, dans une certaine mesure, l'avenir de leur organisation (faut-il ou non déplacer le siège de la Fédération en province ? Faut-il accepter la ré éligibilité des secrétaires fédéraux et donc le principe des permanents ? (1)), l'unanimité se réalise sur le programme d'action qui fixe comme objectif le contrôle ouvrier. Argence en précise les modalités concrètes : il s'agit de contrôler l'embauche et le débauchage, les salaires, le respect des lois ouvrières, de l'individualité, etc.

*Au-delà, il s'agit de "contrôler ce que nous produisons, c'est-à-dire le produit même que nous fabriquons (...). Actuellement, nous produisons sans trop savoir ce que nous fabriquons. Nous pouvons employer de mauvaises matières premières dans notre fabrication, alors que les articles ainsi fabriqués peuvent être vendus excessivement cher. Il en résulte que nous portons préjudice à la*

---

(1) "Vous devez choisir entre les fonctionnaires et les militants...). On peut être plein de bonne volonté ; on peut être excessivement honnête ; mais il arrive un moment où, à force de rester dans son bureau, on n'est plus un ouvrier, on devient un bureaucrate, un fonctionnaire. On n'a pas de mauvaises pensées, mais on oublie comment est fait le manche de la lime et comment on tourne les manivelles. On ne sent plus les souffrances de l'atelier".

Intervention d'Argence. 1<sup>er</sup> Congrès Fédération unitaire des métaux.

*collectivité tout entière, au consommateur lui-même, c'est-à-dire à nous". Il s'agira de calculer les prix de revient et de les rendre publics, d'étudier "tous les éléments de la production".*

Le syndicalisme (1) est encore pensé comme l'école de la révolution pour les masses ouvrières ; son principal but est d'apprendre aux ouvriers la gestion des usines, dans la perspective de la révolution. Dans la même perspective, la FUM crée une revue technique : Le Creuset.

Un an plus tard, le mot d'ordre de la FUM devient: constitution de comités d'usines, étape préalable au contrôle ouvrier. Rabaté répond à Argence en renvoyant le contrôle ouvrier aux lendemains qui chantent :  
*"Les comités d'usine doivent être la forme d'organisation de la vie économique de la Révolution. Le comité d'usine doit être la base du syndicalisme nouveau. (...) Il doit en même temps s'efforcer de se faire l'éducateur des ouvriers d'usine (...). D'autre part le rôle des comités d'usine composés ainsi de camarades militants (...) doit être de réclamer, d'imposer (...) Lorsque le contrôle des ouvriers sera imposé, les camarades constituant les comités d'usine pourront mettre le nez dans la comptabilité patronale, ils connaîtront non seulement les bénéfices réalisés par le patronat, mais encore et surtout la façon dont se font la fabrication, la transformation et l'échange des produits manufacturés de l'usine".*

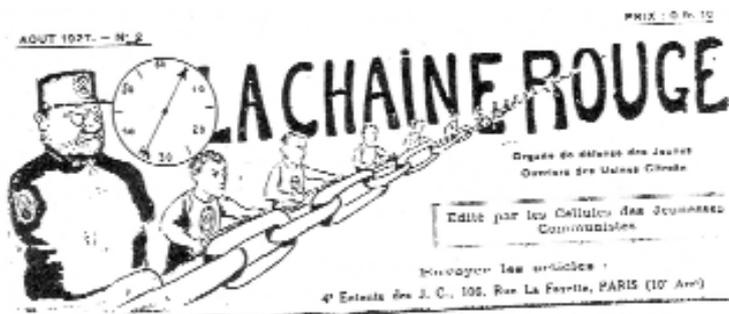
Renvoyé pour l'essentiel à l'avenir, le contrôle ouvrier s'efface derrière des préalables organisationnels : la création de comités d'usine en 1923, que remplaceront les comités d'unité prolétarienne en 1925, puis les comités de lutte, d'action, dans les années suivantes.

Ce qui permet de prévoir ce futur et de le construire dans le présent, c'est la révolution russe; l'expérience de la direction ouvrière en Russie définit les voies d'accès au contrôle ouvrier en France :  
*"La révolution ne peut avoir pour causes que des raisons d'ordre économique. Le comité d'usine qui sera dans la place pourra remplacer le patronat. Nous ne serons pas obligés comme le font nos camarades russes de faire appel à des techniciens esclaves du capitalisme et de tolérer dans un pays révolutionnaire qu'il y ait des capitalistes. (En Russie) la direction des usines est confiée en grande partie à des ouvriers ; mais il y a également une minorité de techniciens qui ne sont pas d'anciens ouvriers, qui n'ont rien de commun avec la classe ouvrière, dont l'esprit n'a rien de commun avec l'esprit révolutionnaire ; on est obligé de supporter ces éléments de contre-révolution à l'intérieur du pays".*

En 1923 demeure encore l'exigence d'une prise en charge par le syndicalisme des problèmes posés par les techniciens et la technique. La classe ouvrière doit produire elle-même, de ses propres rangs, les techniciens qui participeront

---

(1) *"Le contrôle ouvrier ne peut venir que de la puissance syndicale"*. Chevalier, 1er Congrès FUM.



à la gestion ouvrière, conciliant ainsi les nécessités du pouvoir, de la production et de l'émancipation. Pour l'immédiat, Cuny, délégué de Troyes, réclame la formation de semi-techniciens à qui l'on ne ferait pas suivre de cours de dessin industriel, par exemple, mais "*des cours pratiques de géométrie et le moyen scientifique de faire tel ou tel métal. Nous ne sommes pas seulement des machines à produire*".

Or, en dehors de ces discussions de principe, le Congrès ne se fait guère l'écho des grévistes qui se révoltent précisément contre la volonté patronale de les transformer en "*machines à produire*". Par exemple, en février 1923, une grève éclate chez Lorraine-Dietrich à Argenteuil (1 800 ouvriers) contre le système de démonstration, c'est-à-dire de chronométrage, que vient de mettre en place la direction. Il semble que les ouvriers délégués auprès du patron ne discutent pas le principe du chronométrage, mais simplement son application; ils critiquent vivement les démonstrateurs et leur attitude inadmissible vis-à-vis des ouvriers. Cette grève se termine sur une transaction que chaque partie, apparemment, interprète à son avantage (1).

#### **Des ouvriers inéduqués, inorganisés, indisciplinés...**

Le souci principal des dirigeants syndicaux reste de construire leur organisation, d'y faire affluer les ouvriers en masse et ainsi de les diriger sur les voies de la révolution. Dès la fin de 1923, ils expliquent aux ouvriers qu'il ne faut pas lancer de grève partielle sans que la direction du syndicat ait été consultée (meeting de 2000 métallos de Renault-Salmson-Farman à Boulogne-Billancourt) (2).

(1) Lettre du préfet de Seine-et-Oise au ministre de l'intérieur : "*La direction de l'usine est arrivée à faire admettre par son personnel l'application du principe du travail aux pièces taylorisé, ce qui lui permet d'espérer obtenir un rendement vraisemblablement bien supérieur. Ce résultat ne laisse pas d'être particulièrement intéressant ; étant donné que c'est la première tentative de ce genre faite dans un Grand établissement de la région (...) où les ouvriers sont habitués au salaire horaire*".

Lettre du commissaire de police d'Argenteuil au préfet : lui parle de "*victoire des ouvriers, leur réclamation sur les procédés employés par les chronométreurs a été admise en principe... Bien plus, et voilà le point important (dans l'accord signé, le directeur) s'engage 'à doter le service de démonstration d'une organisation qui donne toute satisfaction et garantie aux deux parties'. Les ouvriers interprètent ainsi cet article : 'Les essais de chronométrage seront effectués sous le contrôle d'ouvriers mandatés par le personnel'. La théorie de la participation à la gestion de l'usine – le mot n'est pas trop fort – paraît aux yeux de certains recevoir ainsi un commencement d'application*".

(2) Cf. aussi cette affiche de la CGTU collée à Maubeuge en mars 1924 :

"*Augmentation de 6 francs par jour !  
Respect des huit heures !  
Plus de grèves partielles !*"

Les grèves partielles sont vouées à l'échec (1) : c'est sur ce thème qu'ont lieu la plupart des interventions au 3e congrès de la FUM en 1925. Le rapport de propagande note que suite "aux brimades, aux vexations, à l'instauration du travail à la chaîne" est apparue "dans certains centres une fièvre de batailles dans des régions d'ordre secondaire, eu égard au plan de bataille envisagé par le bureau fédéral". La même explication vaut pour l'échec de l'implantation des comités d'usine : "La masse inorganisée, inéduquée, indisciplinée, laissa aller son tempérament et des grèves surgirent un peu partout. Ce fut une guerre de francs-tireurs contre l'armée capitaliste bien organisée qui savait ce qu'elle voulait". D'échecs en échecs, les comités d'usine disparurent.

Ouvriers attardés, patronat organisé : le syndicat unitaire est laminé entre ces deux réalités. Certes, le patronat est bien organisé et syndiqué (argument inlassablement renvoyé aux ouvriers si peu empressés à permettre à la FUM de réaliser son plan de recrutement: les 100000 adhérents pour le congrès suivant...). Il manie impitoyablement le licenciement en masse, le lock-out, le transfert de fabrication d'une usine en grève à une autre usine au travail. Pour la FUM, dans ces conditions il ne peut y avoir de salut que dans une "stratégie des grèves" – conformément à l'appel lancé par Lozovski (2) ; désormais, chaque congrès votera une "Résolution sur la stratégie des grèves". En 1925, "le Congrès condamne comme nuisibles à la marche générale du mouvement les grèves dites 'sauvages' échappant au contrôle des organisations tant dans leur période de préparation qu'au cours de leur développement". Dès lors, le contrôle ouvrier s'exercera comme volonté de contrôle sur les ouvriers par leurs organisations. Face au manque de maturité des masses, le syndicalisme ne peut plus être seulement l'outil de leur émancipation, il doit devenir l'instrument de leur discipline.

*"Nous avons derrière nous l'expérience des difficultés rencontrées. Nous avons vu le manque de compréhension des masses sur la nécessité d'exercer le contrôle ouvrier sur la production, leur manque de compréhension de la nécessité d'acquérir les connaissances économiques et techniques leur permettant de gérer les usines au lendemain de la prise du pouvoir."*

Dans ce mépris des masses s'enracine le culte de l'organisation comme dépositaire exclusif du savoir de la lutte. Seul le Bureau fédéral rassemblant la documentation économique et disposant ainsi d'une vue d'ensemble de la situation pourra déterminer le moment opportun pour déclencher un mouvement, et de préférence un mouvement d'ensemble (par région, par industrie, ou national). Ainsi, peu à peu, aux grèves localisées on préférera les grèves

---

(1) Si en 1925 on reproche aux grèves partielles (sauvages, spontanées) de conduire à l'échec, en 1928 on leur reprochera d'être parfois victorieuses : dans une circulaire interne "pour une campagne d'agitation et d'organisation dans les usines de métallurgie de la Région Parisienne", le PC explique que si parfois le patronat cède face à des mouvements d'ouvriers inorganisés, c'est "évidemment dans le but de tuer le mouvement dans l'œuf mais aussi dans le but de discréditer le syndicat unitaire et au travers de ce dernier le Parti"... Déjà l'autonomie ouvrière ne pouvait être qu'un complot anti-parti !

(2) Cf. L'Internationale Syndicale Rouge n° 16, 30 novembre 1923.

générales et les journées revendicatives nationales qui doivent mettre en mouvement l'ensemble de la classe ouvrière. A la guérilla on préférera la guerre classique. Pour préparer ces grandes batailles, il faut un appareil centralisé (1), discipliné, documenté; il faut aussi une classe ouvrière obéissante et encadrée.

Cet encadrement, la FUM en 1925 se propose de le réaliser par des sections syndicales d'entreprise et, à court terme, par les Comités d'unité prolétarienne qui lutteront contre le fascisme naissant et pour réaliser l'unité syndicale. Ces deux objectifs atteints, les Comités d'usine, (si vite défunts) "*surgissant à ce moment pourront enfin remplir les grandes tâches de leur programme qui pour nous n'ont pas changé : contrôle ouvrier de la production et préparation technique des travailleurs pour la gestion des usines*". Rhétorique de congrès et concession aux derniers rêveurs d'une société de producteurs, à laquelle les ouvriers eux-mêmes ne comprennent rien...

Pourtant ces ouvriers inconscients attendent rarement le feu vert du Bureau fédéral pour déclencher un mouvement.

Ainsi, en février 1924, Citroën lock-out ses usines à la suite d'une grève provoquée par l'introduction de la chaîne à la tôlerie.

En juin 1925, à Citroën Levallois, les polisseurs se mettent en grève pour obtenir l'augmentation du prix des pièces, un nouveau mode de travail l'ayant diminué ; ils sont immédiatement licenciés et remplacés le lendemain.

Toujours chez Citroën, fin 1925 – début 1926 : un nouveau lock-out consécutif aux réactions des ouvriers du montage qui constatent une augmentation des cadences de production et une diminution du boni; puis une grève de 125 polisseurs-nickeurs contre l'imposition du travail à la chaîne et en commandite (qui consiste à payer les équipes en fonction du travail effectué avec une prime d'affûtage horaire). La direction les licencie et les remplace.

D'autres exemples encore: une grève contre le système Rowan en 1924 à Saint-Etienne, contre la surveillance du travail par des fiches de travail à Lille ; en 1925, une grève contre le chronométrage à Courbevoie, etc. "*Inéduqués, indisciplinés, inorganisés*", les ouvriers résistent à l'introduction de nouvelles méthodes d'exploitation et se battent pour contrôler, dans leur usine et au coup par coup, leurs conditions de travail. L'introduction de la chaîne, particulièrement, est presque à chaque fois à l'origine d'une riposte ouvrière. Ce n'est qu'en 1927, dans son 4<sup>e</sup> congrès, que la FUM apportera toute son attention à cette initiative ouvrière et s'appliquera à l'organiser et à lui fixer ses objectifs. La "*rationalisation*" deviendra le cheval de bataille de la CGTU, non sans un certain manque de sensibilité parfois aux réalités de son application. Ainsi, en mars 1927, pendant une réunion d'une centaine d'ouvriers de Citroën (sur 20 000), les responsables syndicaux prononcent des discours.

---

(1) Dans le Métallurgiste de mars 1925 (organe de la FUM), on peut lire un article intitulé "*Contre le fascisme, pour nos revendications, CENTRALISONS !*" qui attaque le "*fédéralisme suranné des fédérations*".

Mais *“certains assistants se plaignent du fonctionnement actuel de la chaîne ; d’autres déclarent qu’ils ne veulent plus être traités militairement”* (rapport de police). Un dirigeant syndical leur réplique qu’il faut d’abord s’occuper des jaunes qui ne respectent pas la loi de huit heures en travaillant 9 ou 10 heures par jour; ensuite seulement il sera possible de s’attaquer aux autres problèmes.

Un mois plus tard, la grève éclate, prenant de court les unitaires qui n’arrivaient pas depuis plusieurs semaines à établir un cahier de revendications...

### **De Moscou à Paris : les chaînes de l’esclavage**

Le 4<sup>e</sup> congrès de la FUM se tient après cette dernière grève chez Citroën (Javel) d’avril 1927. Pour protester contre une diminution de salaires et les nouvelles méthodes de travail, spontanément des milliers de manoeuvres et manoeuvres spécialisés (les OS de l’époque), hommes et femmes, arrêtent le travail. Après quelques jours de lock-out, l’usine rouvre mais de nombreux ouvriers sont licenciés. La FUM appelle à la grève générale de toutes les usines Citroën le jour où un grand nombre de ces manoeuvres spécialisés reprend le travail; les responsables syndicaux, devant cet échec, appellent alors les ouvriers à rentrer dans l’usine pour poursuivre la lutte à l’intérieur .

C’est dans une atmosphère de règlements de comptes, après l’échec Citroën, que se déroule le congrès. Vient au centre des débats l’attitude à adopter face à l’organisation scientifique du travail et à la mise en place de la chaîne dans de nombreuses usines. Les discussions sont vives et opposent à la majorité des délégués des minoritaires proches de *“La révolution prolétarienne”*.

Pour Rabaté, le taylorisme est l’organisation du surmenage par l’accroissement de l’intensité de travail. Il faut donc que le contrôle ouvrier sur les conditions de travail s’exerce par l’intermédiaire de délégués à l’hygiène et à la sécurité qui surveilleront le chronométrage pour éviter une trop extrême fatigue aux ouvriers. Cette fonction de contrôle devrait être prise en charge au sein de conseils d’entreprise, dernier avatar des comités d’usine.

Mahouy (minoritaire) explique que la dernière grève Citroën était en fait dirigée contre la rationalisation : *“Au fond de tous les conflits Citroën, il y a eu ce mécontentement contre ces nouvelles méthodes de travail”*. Richard (majoritaire) le conteste. Il admet à propos de Citroën que *“c’est en effet pour l’industrie de la transformation en France le laboratoire où s’expérimentent les nouvelles combinaisons pour améliorer la production et où nécessairement les ouvriers au premier chef sont appelés à en subir les conséquences”*. Mais puisqu’il s’agit de *“combinaisons pour améliorer la production”*, il faut admettre l’inévitable : *“Si le travail à la chaîne est défectueux, ce n’est pas en le combattant de front que nous arriverons à faire comprendre aux travailleurs qu’ils ne doivent pas travailler à la chaîne. Tous les rationalisateurs bourgeois ne sont pas venus nous demander si cela nous plaisait qu’ils emploient de nouvelles méthodes de travail (...). En ce qui concerne la rationa-*

*lisation capitaliste dont les conséquences sont si sérieuses, il ne faut pas mener les ouvriers à une bataille contre des moulins qui leur ferait perdre un temps précieux et oublier leurs revendications immédiates.”*

La discussion continue :

*“Mahouy : Pouvez-vous me citer un exemple où dans le travail à la chaîne on ne travaille pas dans les conditions que je vous indique ?” (production à bon marché “abrutissant les hommes”).*

*“Rabaté : OUI, à Moscou !”*

*“Mahouy : Nous ne sommes pas en régime prolétarien, mais en régime capitaliste, et quand vous faites cette confitsion en disant que dans un régime prolétarien ce sera une excellente méthode de travail, croyez-vous que les ouvriers français travaillant à la chaîne croient à la révolution ? Non !”*

Peu après, Rabaté fixe la position de la FUM sur la question de l’organisation scientifique du travail et du travail à la chaîne (**voir annexe**). En découlent des objectifs de lutte immédiats: arrêt de la chaîne 10 minutes toutes les 2 heures, contrôle de la vitesse de défilement, pas d’embauche de femmes ni de jeunes de moins de 21 ans, mise au courant des nouveaux embauchés (1).

Il s’agit de combattre les conséquences néfastes de la rationalisation et non son principe. Progressivement, la cible de ce combat s’élargira: on passera des conséquences dans le travail lui-même aux conséquences sur le salaire qui se trouve souvent diminué. Ainsi, au début de 1929, alors que la rationalisation capitaliste est dénoncée sans relâche comme la cause ultime de toutes les souffrances ouvrières, le rapport préparatoire au Comité national de la FUM exposera : *“Il n’est pas difficile de démontrer que la surproduction exigée, que le rythme actuel du travail dans les usines rationalisées ou en voie de rationalisation augmentent considérablement les besoins des ouvriers. Pour résister à la fatigue, pour récupérer des forces suffisantes et continuer à suivre l’allure infernale de la machine, de la chaîne ou de l’équipe, il faut que le salaire ait une capacité d’achat en rapport avec des besoins plus grands”*. Conséquence obligée: il faut lancer une grande campagne sur les salaires. Parmi toutes les *“Autres revendications”* figurant dans ce rapport sera simplement mentionnée la nécessité d’un arrêt périodique des chaînes, sans prolongation d’autant de la journée de travail.

Suite logique à cette nouvelle théorie des besoins : au congrès de 1932, Galopin expliquera qu’il ne faut plus lutter pour la suppression du travail à la tâche mais déterminer l’effort physique pour chaque catégorie de travail afin d’établir un salaire horaire correspondant. Il ne s’agit plus tant de lutter

---

(1) Extrait de la plate-forme revendicative des usines Citroën, janvier 1928.

En janvier 1930, le congrès des usines de la Région parisienne réclame encore, à côté d’augmentations de salaires et de la diminution du temps de travail, le ralentissement de la cadence de travail par la lutte contre le chronométrage et la vitesse de la chaîne.

contre la rationalisation que de se battre pour en obtenir de bons salaires. La voie de la réunification syndicale, sur ce point, était ouverte (1)

A la stratégie des grèves correspond une construction idéologique et politique ; la réflexion sur la rationalisation et ses conséquences constitue un bon miroir du communisme en France jusqu'à 1936, car elle est propre à cette nouvelle force militante qu'est le PC et son représentant syndical la CG TU. Dans la France d'après 1914 qui voit se modifier les rapports Etat/patronat/organisations ouvrières et se transformer le système industriel, PC et CG TU adoptent une attitude d'opposition radicale : aussi bien à l'impôt sur les salaires (motif de nombreuses grèves ouvrières) qu'aux assurances sociales (qui provoque dans les années 30 les mêmes réactions), au militarisme qu'à la rationalisation. Sur ce dernier point, la radicalité de cette opposition manifeste rapidement ses limites. PC et CGTU sont résolument hostiles à la rationalisation dans ses conséquences – et non dans son principe. C'est que leur espace de pensée est limité à droite par l'exemple américain, à gauche par l'exemple soviétique (cf. l'exclamation de Rabaté au 4<sup>e</sup> congrès de la FUM). D'où cette position intenable et contradictoire: être pour la rationalisation en URSS, contre aux USA ; pour dans une France soviétique, contre dans la France capitaliste. On ne peut qu'être pour puisqu'elle est appliquée dans la patrie du socialisme.

A un niveau supérieur, l'autorité de Lénine et de Staline atteste le bien-fondé de cette position. Le marxisme, science des transformations révolutionnaires de la société, hérite de la bourgeoisie ses acquis scientifiques: l'organisation scientifique du travail, dans ses variantes taylorienne ou fordienne, est prise au pied de la lettre pour scientifique, pour un progrès technique : *“Nous sommes pour ‘la production maximum dans le minimum de temps pour le maximum de salaires suivant la formule’ ; ‘le travail à la chaîne par lui-même (...) permet de produire davantage à meilleur marché et avec le même effort’* (Rabaté). A preuve l'URSS où l'on ne travaille plus que 7 heures. Il y a un noyau scientifique dans l'OST et l'on ne peut pas plus combattre la science ou les machines que la pluie (cf. annexe ).

Assurément, comme “science” de l'intensification du travail, l'OST est efficace et la construction du socialisme en URSS en a *“profité”* ; mais dans ce culte d'une rationalité empruntée au capitalisme s'évanouit sa contrepartie l'intensification féroce du despotisme d'usine et de l'esclavage salarié. Ainsi, pendant le congrès de 1927 de la FUM, le grand débat de principe occupe le devant de la scène, les interventions qui exposent la réalité quotidienne de la rationalisation passent presque inaperçues (2).

---

(1) La CGT avait approuvé la rationalisation (en en critiquant elle aussi les abus) et repris le credo taylorien/fordiste : rationaliser, c'est accroître la production et les salaires, et développer le bon marché et la consommation.

(2) Alice Brisset examine les conséquences de la rationalisation pour les femmes : *“Des camarades travaillant aux presses chez Citroën me disaient : Il y a une formule très populaire : un doigt par jour, une main par semaine”*.

Tout perfectionnement de la technique est bon en soi; après la révolution, il faudra préserver tout ce qu'il y a de progressif dans l'héritage de la vieille société : *"La rationalisation doit être combattue avant la Révolution, réalisée après"* (1). Attitude qui s'inscrit dans une conception de la révolution adoptant le point de vue de l'Etat et de sa raison économique, devant lequel s'efface le point de vue d'en-bas...

Rationalisation bourgeoise et rationalisation socialiste s'opposent comme l'avant et l'après de la révolution, comme l'ici de l'enfer capitaliste et l'ailleurs du paradis socialiste. D'un côté la rationalisation est au service du patronat, de l'autre au service des travailleurs; le même outil peut être utilisé de façon contradictoire, mais c'est bien du même outil qu'il s'agit. Il est possible de déchiffrer dans le taylorisme un aspect révolutionnaire, de tirer du fordisme un contenu positif. Achelin s'y emploie dans *La Vie Ouvrière* (2). Il s'appuie sur les travaux de l'Institut psychotechnique de Kharkov qui distinguent deux aspects dans le taylorisme : l'un renvoie à la productivité du travail et tire le taylorisme du côté du socialisme (car ce sont *"des problèmes de la solution desquels dépend la marche du socialisme"*), l'autre renvoie à l'intensité du travail et fait basculer le taylorisme du côté du capital. Quant au fordisme, dans sa positivité, on peut lire l'industrialisation de l'URSS (et réciproquement ?) : organisation rationnelle du travail, décentralisation des usines et suppression des manœuvres et transports inutiles (voyez les décisions prises au 14e congrès du PCR sur la décentralisation industrielle), division croissante du travail (voyez Staline : *"Le bolchévisme doit s'américaniser"*), standardisation, suppression de la bureaucratie, récupération des déchets, réduction du cycle de production au minimum, industrialisation de l'agriculture (voyez les tracteurs en URSS) ! Un élève de l'Ecole léniniste de Moscou écrira même du fordisme qu'il est *"la méthode de production de l'avenir"*, ce qui suscitera des remous et une longue discussion dans les Cahiers du Bolchévisme (3).

La seule attitude révolutionnaire en France consiste donc dans *"la lutte implacable contre tout ce qui empire la situation de la classe ouvrière"* (4), en attendant *"la rationalisation ouvrière, c'est-à-dire le Socialisme"* (5).

Il ne peut y avoir de véritable rationalisation qu'ouvrière, le capitalisme étant le règne de l'anarchie (donc de l'irrationnel). La fascination de la rationalité habite à ce point les dirigeants ouvriers que l'un d'eux déclarera au congrès de 1927 de la FUM : *"Le bureau fédéral doit rationaliser"*, *"La propagande doit être rationalisée"*... (6).

(1) Achelin, *La Vie Ouvrière*, 13 août 1926.

(2) *"La rationalisation : Taylor, Gilbreth, Ford"*, *La Vie Ouvrière*, 12-19 nov. 1926.

(3) Lettre de A. Juin publiée dans les Cahiers du Bolchévisme n° 58, 1926. Voir la série des Cahiers du Bolchévisme des années 1926-1927.

(4) Boukharine.

(5) M. Thorez : *"La rationalisation du capitalisme"*, Cahiers du Bolchévisme n° 66, 1927.

(6) Cf. compte rendu du 4<sup>e</sup> congrès de la Fédération unitaire des métaux, pp. 93-94.

Les analyses de l'Internationale communiste trouvent, dans la rationalisation capitaliste, une promesse pour l'avenir : elle prépare l'ère de la massification ouvrière. La déqualification généralisée du prolétariat constituera les ouvriers en un bloc soudé, indifférencié, aux intérêts et aux espoirs communs, et dont le sort s'aggraverait de plus en plus par le renforcement de l'exploitation et de l'oppression. Le risque d'un écrasement durable est envisagé, mais ces ouvriers des temps nouveaux peuvent être aussi les artisans de la grande secousse révolutionnaire. La bourgeoisie creuserait ainsi sa propre tombe en faisant disparaître l'individualisme de métier et l'aristocratie ouvrière : *“La bourgeoisie ne peut plus maintenant s'offrir le luxe d'une aristocratie ouvrière... aussi ne garde-t-elle que ce qui lui est strictement nécessaire pour sa production, le reste, le gros des éléments ‘professionnels’, est jeté dans le travail de basse classe, dans le travail à la chaîne”* (1).

Or apparemment, il y a une contradiction entre la vocation de la gauche communiste à s'adresser aux larges masses ouvrières déqualifiées et à les organiser, et sa propre base sociale : de nombreux cadres au départ et la majorité des syndiqués sont des ouvriers qualifiés. Ce qui n'est pas sans incidence parfois sur les rapports qu'ils entretiennent avec les ouvriers sans qualification. Par exemple, en 1927, Richard explique que les professionnels doivent apprendre aux ouvriers nouvellement embauchés leur *“métier”* : *“Il est inadmissible que nous voyions entrer tout de suite dans la commandite ou le travail à la chaîne les nouveaux venus qui, étant inexpérimentés, nous ‘bouffent’ le boni”* (2).

Les grands mouvements (Renault, Citroën) partent le plus souvent des manœuvres et des manœuvres spécialisés qui comptent une forte proportion de femmes et d'immigrés – encore plus difficiles à organiser dans les syndicats que les hommes.

En 1926, la Vie Ouvrière salue la première grande grève chez Renault où se côtoient de multiples nationalités : Tchecoslovaques, Polonais, Russes blancs, Chinois, Arabes, Sénégalais... En 1930, il y a 25 % d'étrangers qui travaillent chez Renault, mais il y en a beaucoup plus dans certaines régions, l'Est de la France par exemple.

En 1927, ce sont les manœuvres et manœuvres spécialisés qui lancent la grève Citroën et désertent les ateliers : *“Notons en particulier le rôle joué par la main d'œuvre féminine”,* laquelle est peu syndiquée : *“C'est pourquoi cet esprit combatif, nullement orienté par un réseau actif de syndiqués, ne pouvait durer longtemps. Un exemple typique est celui des femmes, qui, parties les premières et avec le plus d'ardeur dans la lutte, sont aussi rentrées les premières.”* (3)

(1) Hénave : *“La rationalisation chez Citroën”*, Cahiers du Bolchévisme n°70, 1927.

(2) Même si c'est pour exiger que l'apprentissage soit à la charge du patron et éviter que les nouveaux venus *“ne puissent pas suivre la cadence”*... Cf. Compte rendu du 4<sup>e</sup> congrès de la FUM, p. 184.

(3) A. Carlier *“Le conflit Citroën”*, Cahiers du Bolchévisme n° 73, 1927, qui invite *“les professionnels syndiqués à se départir de la morgue que quelques-uns d'entre eux conservent encore à l'égard de la main d'œuvre non qualifiée, dont le rôle dans la grande industrie devient de plus en plus important...”*

Les manœuvres sont ainsi à la fois l'élément révolutionnaire, sous le regard de la théorie et dans les faits, et l'élément le plus instable, renonçant vite à la lutte et refusant de se syndiquer. En outre, les femmes sont toujours perçues comme l'instrument de la déqualification, par leur adaptation au machinisme et la concurrence qu'elles exercent contre les hommes (1). Les quelques militantes autorisées à intervenir dans les congrès et dans la presse commencent toujours par expliquer que l'entrée des femmes dans les usines est irréversible et qu'il ne doit pas y avoir de ressentiment à leur égard.

C'est ce prolétariat déqualifié, ouvriers des chaînes et forçats du travail aux pièces, qui est l'acteur principal des grèves sauvages et la première victime de la rationalisation en même temps que son produit; pour le gagner au syndicalisme, les unitaires transformeront leur bataille de la rationalisation en une bataille des salaires.

La gauche communiste en déséquilibre, coincée entre le stakhanovisme moscovite et l'impatience de Billancourt et Balard, ne propose qu'une hypothétique révolution, dont elle-même commence à douter, et en attendant d'ouvrir le parapluie en réclamant des augmentations.

La position communiste sur la rationalisation est liée par une solidarité fondamentale à la réflexion bourgeoise sur l'organisation du travail, enracinée dans le respect des mêmes modèles de production, de discipline et d'effort. C'en est bien fini du grand rêve syndicaliste d'un monde meilleur; le rêve ne trouve plus à se nourrir que de la réalité grise de l'URSS. Aucune idée nouvelle d'une organisation du travail différente n'apparaît plus; toute imagination propre a déserté les dirigeants ouvriers, d'autant plus que la révolution paraît lointaine...

Ce discours sur la rationalisation, qui le tient ?

Ne peut-on retourner contre eux-mêmes ce que disent les militants ? Puisqu'ils "*expliquent*" la faiblesse du syndicalisme unitaire par la "*tendance au syndicalisme d'aristocratie ouvrière*" (2), peut-être leur attitude s'explique-t-elle à son tour par leur position supérieure d'ouvriers qualifiés, qui n'ont

---

(1) "*Le machinisme s'accroît de plus en plus (...) La période de guerre a été pour le patronat une des plus grandes inspiratrices. La main d'œuvre féminine s'est dans la production de guerre spécialisée en peu de temps au machinisme industriel*". Orsini, au 3<sup>e</sup> congrès de la FUM, semble faire écho à l'Union des métaux de 1916 qui déjà déclarait : "*Nous n'avons pas lutté contre le travail aux pièces et le système Taylor pour l'introduire bénévolement avec la femme dans l'industrie*".

(2) 5<sup>e</sup> congrès de la CGTU, 1929.

Les faiblesses du mouvement syndical révolutionnaire :

"2° : *une résistance au renforcement de la CGTU par le recrutement des ouvriers non-qualifiés et des catégories les plus exploitées : femmes, jeunes ouvriers, travailleurs étrangers et coloniaux. Cette résistance est caractérisée par une tendance fréquente au syndicalisme d'aristocratie ouvrière, dédaigneux des revendications des masses moins favorisées et des tâches qui incombent aux syndicats unitaires pour les organiser*" (Compte rendu, p. 538).

apparemment rien à perdre dans le processus de rationalisation – peut-être même ont-ils quelque chose à y gagner : devenir un “professionnel”, régleur des machines et des chaînes où s'épuisent les manoeuvres spécialisés ?

Mais peut-on vraiment prendre pour argent comptant cette explication des échecs par l'étroitesse de la base de classe et les mauvaises tendances ? Ces syndiqués qualifiés, à la veille d'être avalés par la machine taylorisée-fordisée, n'en appellent-ils pas d'un présent mutilant à un avenir de réconciliation ouvrière ?

Ce discours contradictoire, sur quoi s'accroche-t-il ?

Les grèves lancées par les manoeuvres et manoeuvres spécialisés, notamment chez Citroën et Renault, prennent pour cible les conditions de travail et les atteintes contre les salaires, mais ce sont des grèves qui suivent l'introduction de la rationalisation.

Par contre, des mouvements éclatent précisément contre la mise en place de nouvelles méthodes de travail et surtout le travail à la chaîne. En 1928, chez Rosengart contre l'installation de démonstrateurs; chez Talbot, Donnet (Pontarlier), Renault (La Plaine Saint-Denis, atelier de carrosserie) contre l'établissement de la chaîne.

En 1930 à la SMT (Boulogne-Billancourt) 150 ouvriers de l'atelier de réglage se mettent en grève contre l'introduction du travail à la chaîne et toute l'usine (3 500 ouvriers) suit. Le lendemain, les 150 ouvriers sont licenciés ; aussitôt, 2000 ouvriers font la grève des bras croisés. L'usine est lock-outée et ne rouvre ses portes qu'une semaine plus tard en maintenant les licenciements.

En 1932, aux aciéries de Rombas, une nouvelle méthode de travail provoque des variations dans les primes de rendement. Les tourneurs sur cylindres se mettent en grève et réclament la suppression des catégories de salaires, un salaire unique. *“Les tourneurs sur cylindres, ouvriers plutôt sélectionnés, furent froissés d'abord par la présence auprès d'eux d'un ingénieur contrôlant leur rendement au chronomètre”* (rapport du commissaire de police).

Dans tous ces cas, les ouvriers luttent contre leur déqualification et l'extension du despotisme d'usine.

Mais pour de nombreuses autres grèves, il est difficile de savoir exactement qui fait grève. Ainsi en 1929, dans les multiples conflits pour la suppression du travail aux pièces, le renvoi d'employés du bureau des méthodes, etc. En 1931-32 et dans les années suivantes, c'est l'apparition du système Bedeaux qui est à l'origine de la plupart des mouvements: les 1 200 ouvriers de Babcock-Wilcox à la Courneuve obtiennent de la direction qu'elle supprime le système Bedeaux récemment institué (1931).

Toutes ces grèves portent sur les transformations du procès de travail et les modifications qui en découlent dans les systèmes de rémunération, les conditions de travail, etc. La rationalisation est ainsi combattue à plusieurs niveaux et par les diverses catégories de la classe ouvrière. Cette résistance dispersée s'avère impuissante face à la machine capitaliste qui impose des conditions de travail effrayantes (1). De fait, ces luttes restent isolées ; la gauche communiste ne les unifie pas : sa "*surdité aux souffrances de l'atelier*" la rend bavarde sur les lendemains qui chantent de la rationalisation ouvrière (2) – unique espoir de la "jeunesse du monde".

Le travail à la chaîne, les méthodes techniques d'organisation du travail, c'est quelque chose de tout à fait nouveau et qu'on ne peut pas briser.

Dire, comme Mahouy, qu'on est contre le travail à la chaîne, cela me fait penser à quelqu'un qui dirait qu'il est contre la pluie. Sans doute, on n'aime pas la pluie, mais comme on ne peut l'empêcher de tomber, alors on se contente de prendre un parapluie. On ne peut pas plus empêcher le travail à la chaîne qu'on ne peut empêcher la pluie de tomber, Don Quichotte est mort et les moulins à vent sont devenus des minoteries mécaniques, en dépit de ses efforts. Par conséquent, je crois que notre rôle n'est pas tant de dire partout que nous sommes contre le travail à la chaîne, et de nous briser dans une lutte sans issue, mais de chercher ce qui peut nous servir de parapluie contre ses conséquences.

Voilà pourquoi nous ne pouvons pas être d'accord avec Mahouy, dont la phraséologie radicale, mais vide de contenu pratique contre le travail à la chaîne cache une impuissance absolue à lutter pratiquement contre les conséquences de ce travail à la chaîne, et sert objectivement les intérêts des rationalisateurs.

Notre position est bien nette. Nous disons : Nous sommes pour les principes de l'organisation scientifique du travail, y compris le travail à la chaîne, y compris la norme de production. C'est quelque chose qui correspond à un stade du développement du régime capitaliste. Essayer d'entraver les progrès techniques, ce ne serait pas être vraiment révolutionnaire. Les révolutionnaires savent que la classe ouvrière sera le successeur du capitalisme et que cette organisation scientifique permettra d'aller beaucoup plus vite, lors de la prise du pouvoir par le prolétariat, dans l'édification socialiste.

Il s'agit surtout pour nous d'éviter au prolétariat les conséquences qui résultent de la rationalisation, de l'organisation scientifique du travail, du surmenage et de tout ce qu'amène la rationalisation capitaliste, qui n'est pas la rationalisation tout court : Parce que nous avons cette conception que le capitalisme, organisation de l'anarchie de la production, ne peut pas rationaliser et que la rationalisation implique d'abord la disparition du régime capitaliste. Je parle de la véritable rationalisation révolutionnaire, par ce que les deux mots rationnel – c'est-à-dire organisé – et capitalisme, qui signifie anarchie, ne peuvent être déceimment accouplés.

(4ème congrès FUM)

---

(1) Pour une bonne description, voir S. Weil, *La Condition Ouvrière* (sur son expérience de travail en usine).

(2) "*Devant la crise se résigner ? non LUTTER !*"

(...) "*contre la rationalisation esclavagiste, le surmenage, le chômage croissant, exigez la journée de 7 heures sans réduction de salaires !*"

(...) "*A bas la rationalisation capitaliste génératrice de nouvelles guerres impérialistes ! VIVE LA RATIONALISATION SOCIALISTE !*". (Appel à tous les métallurgistes. Affiche CGTU 1931.

# « L'AFFRANCHISSEMENT DE NOTRE SEXE »



## UNE LECTURE DU DEDANS OU DU DEHORS

A propos de "L'Affranchissement des Femmes", Claire Demar, réédité par Valentin Pelosse, Payot 1976.

*Des textes nous reviennent enfin, qu'on avait oubliés, perclus même sans les avoir jamais connus. Le féminisme existe au 19e siècle et il ne signe pas toujours une émancipation bourgeoise.*

S'il est si important de le découvrir, qu'y mettons nous de nous-mêmes ? Valentin Pelosse permet enfin que se diffusent les textes de Claire Demar ; il nous propose aussi une analyse du Saint-Simonisme pour mieux les comprendre. Prudent et honnête, il ne croit pas aux lectures "innocentes" et n'offre son propre texte que comme le résultat d'un "plaisir" loin d'une objectivité impossible. Mais il aurait fallu aller au-delà de ce relativisme ; puisqu'il s'agit d'individualiser nos lectures, pourquoi ne pas se demander comment un homme peut parler du féminisme ? Non pas qu'il faille croire que toute femme soit par essence et par histoire susceptible d'être la plus à même de rendre compte d'une révolte de femmes, et qu'inversement tout homme en soit incapable; mais il est sûr que refuser l'innocence et s'offrir le plaisir de lire ne se fait pas dans l'indifférence et la neutralité. Que peut donc être un discours d'homme sur les femmes ?

Impossible de retrouver les pratiques vivantes, nous dit M. Pelosse, et nous sommes bien d'accord. Il faut à la fois refuser de reconstruire abstraitement l'histoire "telle quelle" et reconnaître ce qui nous lie à certains moments passés. Mais peut-être alors qu'à connaître les intérêts qui nous attachent à la résurgence du féminisme du 19e siècle il y a des pratiques qui, tout de même, ne nous échappent pas.

Est-il vraiment possible, à la fois, d'isoler Claire Démar des autres Saint-Simoniennes, d'insister sur sa destinée individuelle, et de parler d'un groupe, de prétendre en faire l'analyse ? Opposer une seule femme à l'ensemble des Saint-Simoniens, c'est occulter, nous semble-t-elle place même de Claire Démar à l'intérieur du groupe des femmes Saint-Simoniennes, place à part certainement, mais qui s'inscrit dans une communauté décalée par rapport à la collectivité masculine.

Isoler Claire Demar à la fois des hommes et des femmes Saint-Simoniennes n'est donc pas sans importance; c'est lui octroyer une destinée individuelle, martyre ou folie, et c'est oublier de restituer l'enjeu politique de sa démarche.

#### **“FORMULER ELLE-MEME SA LOI D'AVENIR” : L'appel de Claire Demar.**

Valentin Pelosse souligne la solitude psychologique et politique de Claire Demar, en fait volontiers une victime, mais ne dit pas mot de ce qui nous touche au plus profond, de ce qui, justement, est le contenu même du féminisme de Claire Demar, comme s'il était inutile d'en parler et qu'il suffisait de le supposer pour ensuite s'intéresser à ses racines ou à ses prolongements. Seulement pour nous, ce que Claire crie est ce qui nous importe directement; nous n'avons pas à nous défendre de son discours, ou à le médiatiser, nous le lisons pour écouter les correspondances et les différences d'avec le nôtre.

*“L'individu social complet, c'est l'homme et la femme”* (p. 14) : l'idée de complémentarité fondue dans l'unité est un des lieux communs des socialistes utopistes et Claire Demar reprend cet idéal, attend l'heure de "l'attraction divine" où homme et femme seront ce "couple sublime". Le couple parfait, c'est bien sûr, le couple-prêtre tel qu'Enfantin, leader de l'école Saint-Simonienne, l'imagina et l'importance politique de l'union du PERE et de la MERE est fondamentale.

Cependant Claire vit aussi cette vision du couple pour elle-même, comme un rêve qui reste à l'horizon de sa révolte. Pendant ce temps, elle sent la réalité de sa solitude, sa certitude de devoir conquérir sa liberté par elle seule. Ce n'est ni l'homme, ni le couple, qui pourront faire cesser son esclavage de femme. Car le couple actuel n'est que l'union "de l'homme seul et de la femme seule" et non de l'homme et de la femme. C'est une relation "publique" marquée de la reconnaissance légale et sociale, véritable "prostitution" souvent, dont le désir est généralement absent. Au mieux, le mariage, l'amour accepté n'est, comme l'a dit Mme de Stael qu'un "égoïsme à deux", miroir utile et gratifiant qui n'est somme toute que mensonge et parjure. Entre le couple idéal et le couple actuel se vit bien toute cette recherche d'autonomie et d'épanouissement en même temps que le désir d'un réel échange. Et à ce rêve comme à cette réalité d'union vient buter un refus qui se parle entre femmes, la volonté de ne pas transiger avec le désir qui s'accorde plus souvent avec le "mystère" qu'avec la "publicité". Ce sont les lois de constance et d'inconstance qui régissent la place à faire au désir. La lutte contre le mensonge exige qu'on sache être inconstant. Et Claire Demar suit ce mouvement contradictoire entre son idéal, ses convictions, et la nécessité, ses exigences.

La **loi**, le **code**, la **Charte** sont établis sans les femmes. A cette loi des hommes s'oppose la "justice-femme" qui est "persuasion et amour". Il ne suffit donc pas de corriger ou de compléter la loi des hommes, il faut la transformer plus profondément : "la femme a des armes qui sont propres à sa faiblesse". Cette faiblesse n'est pas un obstacle, elle a été créée par les hommes eux-mêmes. La légalité présente ne sera donc détruite que par une nouvelle loi décalée ou détournée, née de l'oppression même ; comme dans l'amour où c'est la "loi d'inconstance" qui est la plus juste.

A vouloir enfermer ainsi l'honnêteté et l'estime réciproque des hommes et des femmes, la jalousie n'est plus qu'une histoire sordide de propriété et la paternité qu'une affaire d'héritage. Plus encore, la filiation mère/enfant contraint la femme dans un rôle qui va à l'encontre de son épanouissement. C'est donc à l'état-fonctionnaire de prendre en charge les enfants.

Union provisoire, famille éclatée, voilà où Claire voit l'avenir et l'affranchissement de la femme, voilà où les femmes d'aujourd'hui se reconnaissent à défaut de s'identifier dans un mouvement de femmes qui existait déjà.

Comment rééditer des textes sans parler concrètement de la révolte ? Dans son analyse, V. Pelosse ne parle jamais, sauf sur le mode du cri de désespoir, de "*L'appel d'une femme au peuple*" et de "*Ma loi d'avenir*" : En revanche, il commente abondamment sa correspondance. Il marque bien l'opposition constante chez Claire entre la reconnaissance du Père et sa recherche d'indépendance de femme qui ne voit alors en lui qu'un homme comme les autres.

Fille ou femme, elle ne sait jamais comment appartenir au groupe sans censurer son individualité propre face à un maître qu'elle reconnaît et qu'elle critique. Cette contradiction est bien marquée par l'analyse et le commentaire, mais il semble que V. Pelosse privilégie sa dépendance, s'intéresse de façon unilatérale à son rapport au Père, sans voir comment il s'étire lorsqu'elle parle à partir

d'elle-même et non en fonction de son rapport au groupe. Il n'insiste pas vraiment sur ce que représentait le groupe des femmes dans la famille saint-simonienne, pour Claire. Comme femme et non comme fille, elle sait bien l'importance de cette collectivité qui a tant de mal à exister, en parallèle au groupe d'hommes. Mais parfois, se voulant dans un rapport égalitaire avec Enfantin, elle lui exprime son mépris pour ses sœurs "*plus ou moins dépouillées d'individualité*". On sent une haine des femmes bien contradictoire avec son désir de les retrouver. Il ne faut pas oublier que cette aristocrate qui s'est volontairement dépouillée se retrouve aussi loin des bourgeoises que des ouvrières.

Ainsi ce n'est pas une image idéale que nous voudrions restituer et qu'avec le temps il faudrait sacraliser. Seulement ses contradictions ont pour nous de l'importance, nous y retrouvons les nôtres, formulées ou non: le couple ou la solitude de l'affranchissement; la loi des hommes ou son détournement par les femmes; l'obéissance à un maître, sa concurrence ou un décentrement à partir du groupe de femmes.

Une lecture qui privilégiait un destin et ne l'étudiait qu'à partir du centre politique masculin ne pouvait donc nous satisfaire.

**"JE SENS QUE L'ISOLEMENT NOUS TUE"** Claire Demar à Louise Crouzat 1833.

Ce que nous voulons tenter maintenant d'élaborer est un commentaire à trois registres autour de celui de V. Pelosse.

Sa postface nous servant de point de départ, nous avons voulu en **contrepoint**, saisir la personne d'Enfantin et ses fils, dans leur rapport aux femmes, dégagé de l'abstraction théorique, puis, **autour et hors** de ce centre, la réflexion et la pratique d'une collectivité de femmes (dont nous n'isolons pas Claire Demar), qui, par les traces qu'elles ont laissées (correspondance, journaux, livres) et les jugements qu'elles ont suscités, nous fourniront la matière de notre argumentation, visant à les montrer, **par delà l'écran du symbolique**, dans la tangibilité d'un réel qui ne les inscrit pas seulement dans l'éternité du statut de FILLES (ou FEMMES) du PERE, source de toute pensée et de tout discours, mais les montre bien en révolte et en rupture d'avec cette représentation.

**"LES HOMMES, ENCORE LES HOMMES, ET TOUJOURS LES HOMMES !"** L. Crouzat à C. Demar.

Le commentaire de V. Pelosse qui met bien en évidence la **contradiction** Femme/fille du Père qui imprègne tout le vécu de ces femmes, la réduit cependant, à notre sens, à la toute prégnance du maître et de son discours. D'abord pour Claire :

*"A la lecture de la correspondance, il apparaît que c'est dans une acceptation du "père symbolique", la faisant bénéficiaire de l'intégration dans le groupe saint-simonien, fût-ce sur un mode conflictuel, qu'elle a un moment puisé la force et la lucidité nécessaire à la mise à mal de l'institution paternelle et à l'élaboration du féminisme radical qui semble en avoir été la conséquence".*

puis il ajoute curieusement, **en petite note**,

*“Encore faut-il souligner que “L’Appel d’une femme” semble avoir été déjà entièrement rédigé à l’automne 1832 (cf première lettre), donc antérieurement à la fixation sur la personne d’Enfantin”* (Page 190).

Ce qui logiquement, annule ou au minimum, affaiblit sérieusement la première affirmation.

Lorsqu’en outre, cette affirmation se généralise à l’ensemble des femmes :

*“C’est à partir de cette expérience groupale, de sa théorisation et de sa symbolique que prendra son essor le féminisme saint-simonien...”*

on s’interroge sur la nécessité éprouvée par V. Pelosse (p. 173), justifiée à notre sens, de distinguer “féminisme” et “mouvement de femmes”, englobant le premier dans le second. Mais alors si le féminisme saint-simonien naît de l’expérience d’un groupe qui est fondamentalement un groupe d’hommes, V. Pelosse renvoie bien le mouvement des femmes saint-simoniennes à cette “métaphorique immobilité” qu’il dénonce.

Car, si Enfantin et le groupe d’hommes autour de lui, ont posé les jalons d’une théorie de “l’émancipation des femmes”, la collectivité des femmes dans l’école, l’a repris à son compte et poussé plus loin, en l’inscrivant dans des pratiques où venait s’articuler une réflexion qui se voulait elle aussi théorie, affranchie de toute paternité masculine.

Et si le balancement autonomie/intégration et reconnaissance est une des constantes du “schéma” d’insertion des Saint-Simoniennes, l’existence – et son affirmation – de leur communauté se joue **hors de/et même contre**, la relation au Père et au groupe des hommes.

A côté des grandes proclamations théoriques masculines sur l’inéluctabilité de l’affranchissement des femmes; **la pratique et les attitudes des hommes saint-simoniens** (et surtout de leur leader Enfantin) viennent accentuer l’enfermement et l’exclusion des femmes: la décision d’Enfantin, en 1831, de les proscrire des réunions de la famille, de la hiérarchie, de la direction des sections ouvrières, ne va pas sans **protestations**, dont celle d’**Eugénie Niboyet**, directrice d’un degré ouvrier :

*“Vous voulez que les femmes soient adjointes et non point directrices. Il me semble que c’est les frapper d’impuissance car si elles n’ont pas la faculté de rien déterminer par leur propre volonté, elles seront plus que jamais régentées... C’est par la bouche d’une femme que la parole saint-simonienne doit être, je crois, enseignée et prêchée aux ouvriers ; nous ôter cette faculté c’est nous ôter la vie”.*

V. Pelosse, qui note (p. 201) l’homosexualité latente qui existe dans les relations des hommes entre eux, ne voit pas – nous semble-t-il – comment elle se construit aussi contre les femmes : Exclues de la retraite à Ménilmontant où les apôtres, désormais “célibataires”, se réfugièrent au printemps de 1832, exclues du remodelage des repères temporels et spatiaux (calendrier saint-simonien articulé autour des dates de naissance et des noms des apôtres masculins) censés scander la vie de ce modèle pour une société future que constitue le microcosme de la secte, dont pourtant participent les femmes.

“Chaque jour amènera ainsi une communion de deux hommes”, Michel Chevalier à Holstein, 6 février 1833.

Alors, bien sûr, c’est dans l’espace de cette exclusion que la communauté des femmes est venue inscrire son autonomie, mais réduire cette dernière à une closturation décrétée par les hommes, n’est-ce pas nier sa réalité même, proclamer qu’aucune parole de femme ne peut exister sans impulsion masculine; alors qu’on sait par ailleurs, la suspicion et les freins mis en place par les hommes autour des faits et gestes des femmes ?

“LE BESOIN DE NOUS DONNER EN FACE DES HOMMES UNE PERSONNALITE”, Suzanne, 29 janvier 1838

Suzanne n’a pas manqué de s’en plaindre :

“Ils croient voir de notre part une tendance à l’usurpation lorsque nous osons manifester notre volonté...

... en général, les hommes, même dans la famille, sont à l’égard des femmes comme les gouvernements à l’égard des peuples : ils nous craignent et ne nous aiment pas encore”. “Apostolat des femmes” n° 10, 1832.

On peut aussi citer cette réunion chez Suzanne, en août 1834, où les femmes désirant “communiquer aux hommes un rêve de colonie dans l’Océanie” les “fils d’Occident” furent encore “bien mâles” (commentaire de Bazin à Enfantin), qui proclamaient que le temps n’était pas encore venu où les femmes seraient libres, car, d’une part l’intelligence des femmes n’était pas assez développée et d’autre part elles devaient “souffrir” (sic); qu’en conséquence avant d’y arriver, il se commettrait de très nombreux suicides de femmes, qu’ils étaient même “nécessaires” (sic) puisqu’ils devaient servir d’exemples...

Cette immixtion violente provoqua de nombreuses protestations, dont celle d’**Adrienne Baissac** qui écrit :

“Il était indispensable que les femmes cherchassent à protester contre les paroles dures prononcées contre elles et l’opinion peu favorable qu’on a énoncée. Oui, nous avons bien souffert et nous avons vu que nous n’étions pas encore au temps où nous aurons cette liberté à nous promise par vous autres, hommes, et que pourtant vous pensez si peu à nous donner puisque vous nous avez ôté celle de la parole et de la pensée...

... car dans un monde où les hommes accordent aux femmes la liberté que les grands accordent au peuple quand ils disent: vous êtes libres, parfaitement libres, mais vos réunions seront restreintes à vingt personnes; vous êtes libres mais vous ne pouvez penser que ce qu’il vous sera permis de penser. De même les hommes nous disent : vous êtes libres mais vous ne vous conduirez que d’après nos impulsions et si vous vouliez faire une œuvre grande et belle, si nous ne sentions pas cette œuvre, vous ne l’accompliriez pas. Hé bien, Messieurs, c’est ce que nous ne voulons pas : il nous faut, entendez-vous, il nous faut la véritable liberté, celle qui nous a été offerte par quelques-uns d’entre vous... aussi s’il arrivait qu’un homme voulût encore présenter des objections à un projet qui ne le regarde en aucune manière, alors Mesdames, nous avons le droit de lui imposer silence car dans cette assemblée c’est nous qui devons nous occuper de nous...” (1)

(1) C’est Adrienne Baissac qui souligne.

Vieux monde, éveillez-toi, qu'au bruit de nos clairons,  
Tombe dans ses fossés la robe de muraille :  
Pour payer le pain noir du pauvre qui travaille  
Nous voulons monnoyer l'airain de tes canons.

A l'Orient, etc.

*(Les hommes seuls.)*

Et les FEMMES aussi qui disent: Nous en sommes;  
Et qui, se prennent à nos bras ;  
Et qui pour marcher notre pas,  
Attachent à leurs pieds la sandale des hommes.  
FEMMES ! venez , venez ; l'Orient est à vous :  
Vos voix nous soutiendrons gracieuses et pures;  
Vos baisers sont puissans à guérir nos blessures,  
DIEU MÈRE, en vos souris, donne un sourire à tous.

A l'Orient, etc.

*(Les femmes seules.)*

Nous avons tant d'amour, tant de Foi dans nos ames,  
Que partout nous l'épanchons ;  
FEMMES APOTRES , marchons !  
Allons au loin réveiller d'autres femmes,  
Humanité ! vieillie en la douleur,  
Nous te crions au fond de ta misère  
Humanité nous te crions : Espère !  
La FEMME vient vers toi, tressaille de bonheur!

A l'Orient, etc.

... Il faut un nouveau monde où les femmes puissent se conduire d'après leurs inspirations..."

Et au travers de l'analyse de V. Pelosse, c'est beaucoup plus les filles du Père que les Femmes et leur affirmation d'elles-mêmes, que nous saisissons, quand il écrit, concernant sa propre démarche :

*"A bien des égards, Je discours de C. Demar relève de l'idéologie saint-simoniennne, dans sa version enfantinienne, le lecteur a pu en juger, le soin pris à déterminer les modes et facteurs d'intégration de la correspondante d'Enfantin au groupe saint-simonien répondait au désir d'écartier d'élémentaires non-sens dans la lecture de ses textes ; mais si aujourd'hui nous sollicité l'auteur de "L'Appel d'une Femme" son appartenance au Saint-Simonisme n'intervient dans cet intérêt renouvelé qu'au second degré. C'est sur ce qui fit sa marginalité, sur une fonnulation originale et personnelle de l'idéologie saint-simoniennne et souvent sur une rupture, que repose pour nous sa modernité..."* (p. 219).

Pourquoi, alors que le deuxième terme semble devoir le "solliciter" davantage, son commentaire ne repose-t-il que les "les modes et facteurs d'intégration" ?

Ces femmes n'existaient pas que dans la **manipulation** et la **reconnaissance**. Toute leur pratique les inscrit, en contrepoint, dans la **dissidence** : rupture d'avec les hommes et contradictions dans la communauté des femmes elles-mêmes.

– Dissidence d'une **Claire Demar** qui ose dire au Père qu'elle a été plus loin que la Morale proclamée par ce dernier, et jette ce cri véhément dans sa "Loi d'Avenir" :

*"Car aujourd'hui toute parole de femme doit être dite pour l'AFFRANCHISSEMENT de la FEMME, car aujourd'hui qu'une voix de femme énergique, puissante, au long retentissement, ou tremblante, indécise, ou inarticulée, amie ou ennemie, discordante et heurtée comme les mille bruits confus, les cliquetis funèbres qui jaillissent du choc des sociétés qui croulent en ruine, des civilisations que l'on démolit, ou suave et harmonieuse comme l'hymne des fêtes de l'avenir. Toute voix de femme sera entendue et écoutée..."*

et écrit avec amertume à **Charles Lambert** (l'un des principaux "apôtres") l'isolement dans lequel la place cette marginalité là :

*"... Personne ne vient à l'appel que j'ai fait pour la brochure dont je vous ai parlé afin de me faciliter les démarches qu'il faut faire chez l'imprimeur, démarches pénibles pour une femme, on me laisse me débrouiller seule..."* (lettre à Lambert, 1832, citée par V. Pelosse, p. 26).

– Dissidence des "**Prolétaires saint-simoniennes**" (ainsi qu'elles se nommaient elles-mêmes) (1), qui en août 1832, fondent leur "petite feuille" fièrement appelée "LA FEMME LIBRE", sans aide ni soutien de l'Ecole et avec l'argent de leurs travaux d'aiguille.

*"Notre pauvre feuille, créée et continuée par des femmes prolétaires, privées de fortune et de position"*

**Suzanne**, Mémoires, p. 96.

(1) Un prochain article leur sera consacré dans la revue.

**Charles Lambert**, lui-même reconnaîtra dans ses notes de voyages, jetées en style télégraphique dans son Journal :

*“Lambert insiste sur ce que nous devons faire un mea-culpa général devant les prolétaires... dépeint la situation de **Suzanne** et l’abandon où on l’a laissé ; rapproche son journal que nous n’avons nullement aidé de celui de **Cécile** (2) élevé partout”* ( conversation entre Infantin et ses compagnons sur le bateau qui les mène en Egypte )

révélant ainsi les résistances du groupe des hommes et leur politique de division, face aux projets de femmes.

C’est cette pratique de division et son statut de femme-alibi que **Claire Bazard** remet en question en écrivant aux deux chefs de l’Ecole avant leur séparation, Infantin et Bazard, le 6 octobre 1830 :

*“En vain vous me placeriez sur un trône au-dessus de toutes les femmes, en vain vous me proclameriez la première d’entre elles, elles y verraient non leur élévation, mais une élévation personnelle Qu’elles envieraient ou Qu’elles dédaigneraient peut-être... Oh! assez de ces élévations passagères dont nous sommes retombées toujours si douloureusement, assez de ces distinctions illusoire qui ne nous ont jamais rapprochées de vous, et nous ont toujours éloignées de nos sœurs... Assez de ces trônes isolés qui font de l’être qui l’occupe un être sans place parmi les autres êtres...”*

Mais la rupture entre Bazard et Infantin et la proclamation de la “nouvelle morale” par ce dernier allait hâter dans le groupe des saint-simoniennes, un antagonisme qui les scinde en Bourgeoises d’un côté et Prolétaires de l’autre.

**Clouet**, directeur de la propagande ouvrière des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> arrondissements rapporte le 8 octobre 1831 :

*“Plusieurs de nos filles qui portent bonnet se plaignent de recevoir moins d’égards que les dames à chapeau qui vont à la prédication”.*

V. Pelosse, le note sans assez insister sur ce point fondamental: les contradictions qui traversent la communauté des femmes, qu’elles reconnaissent et même revendiquent.

Parmi ces “dames à chapeau” **Aglaé Mathieu Saint-Hilaire** tient une place particulière par les prétentions hégémoniques qu’elle tenta d’imposer aux Prolétaires dont celles-ci eurent à se défendre, et par l’hostilité qu’elle manifesta à ces dernières, qu’elle étendait même aux autres femmes, laissant poindre dans sa correspondance au Père une volonté concurrentielle manifeste.

**Suzanne Voilquin** la décrit bien dans ses “**Souvenirs d’une fille du peuple**”. C’était en 1832, avant la création de la “Femme Libre” :

*“Mademoiselle Saint-Hilaire... nous réunit dans son salon. C’était bien, prolétaires comme bourgeoises toutes nous étions disposées à mettre en commun notre activité et notre dévouement. Mais cette dame, qui pouvait diriger une discussion sans être récusée par personne, eut la fâcheuse idée de se poser au milieu de nous comme un agent suprême, en réclamant le nom de Mère, et de*

(2) « Le Livre des Actes », tenu par Cécile Fournel.

vouloir nous hiérarchiser avant de nous connaître nous-mêmes ; c'était inconscient. Mon cœur et mon esprit indépendant repoussèrent l'une et l'autre de ces prétentions...

Cette dame décidée à ne pas présider une République et moi de mon côté, ne comprenant pas la hiérarchie possible avec notre nature, nous ne pûmes nous entendre.

Ce fut regrettable, beaucoup de force se perdit en se divisant, car plusieurs autres dames suivirent mon exemple.

Comme le titre réclamé était la condition de notre présence en ce lieu, nous nous soumîmes à ce petit coup d'Etat.

Nous nous retirâmes résolues d'agir chacune selon notre inspiration" ...

Tandis qu'A. Saint-Hilaire, écrit à Enfantin en décembre 1832, donc après la parution du Journal des Prolétaires :

*"La pauvre Madame Voilquin a beau faire des discours comme un homme de six pieds, je doute que tout cela la mène où elle dit vouloir aller..."*

Ainsi quand V. Pelosse (p. 195) juxtapose dans son énonciation les différentes pratiques de femmes entre 1832 et 1834, comme signes de leur autonomie, il oublie que "Le Livre des Actes" tenu par Cécile Fournel, à la différence des brochures de Claire Demar et du journal des "Prolétaires saint-simoniennes", est très précisément né du désir d'Enfantin; et qu'il était clairement censé contrer/conjurer ces ailleurs que les femmes (et surtout le groupe des Prolétaires) s'étaient créés.

Leur statut de **Parias** se prolongera longtemps, en écho dans l'œuvre des historiens du Saint-Simonisme : C'est **Georges Weill** qui, plus de cent ans plus tard, déposera sur les plateaux de balance de son moralisme bien-pensant, ce jugement sur les Prolétaires opposées aux Bourgeoises :

*"...Il y avait des Saint-Simoniennes d'esprit plus sain et de condition plus relevée, ce furent elles qui sur le désir d'Enfantin se mirent à publier en 1833*

*"Le Livre des Actes", sorte de journal officiel relatant les faits et gestes des missionnaires..."*

**"DEPUIS LONGTEMPS NOS PROTECTEURS NE SE SERVENT DU POUVOIR QUE LEUR DONNE CE TITRE QUE POUR NOUS SEDUIRE",  
Jeanne-Désirée.**

A propos des "faits et gestes des missionnaires", il est intéressant d'aller voir derrière l'écran de cette "symbolique groupale", la **réalité** du quotidien dans l'école saint-simonienne, et il nous semble insuffisant de dire (V. Pelosse, p. 199) :

*"La pression des divers tabous sociaux s'exerçait violemment à l'intérieur même du groupe, pour les femmes principalement ; elle bloquait chez elles la "Parole", cette volonté de tout dire de soi, ce désir de transparence dans les relations interpersonnelles caractéristiques de la pratique communautaire saint-simonienne".*

# COMPAGNONAGE DE LA FEMME.

CHANT.

PAROLES DE E. BARAULT,

Musique de F. DAVID.

1.

Peuple, rends hommage à la femme,  
Elle change tes vœux en concerts !  
Ne mandis plus un jong infâme ;  
Sa main détachera tes fers.  
Douce, majestueuse et belle,  
Elle fait bénir sa bonté ;  
Et la paix marche devant elle ;  
C'est l'ange de la liberté !

*Compagnons de la femme,  
Si tu vois nous réclame,  
De cœur, de bras et d'âme  
Soyons prêts !*

*Que nul effort ne coûte,  
De fleurs semons sa route  
Et que la terre écoute  
Ses chants de paix !*

2.

Voici la fin de ta souffrance !  
Tes vœux étaient d'ingrats tuteurs,  
Ils déshéritent ton enfance,  
Et s'engraissent de tes larmes.  
Peuple, tu n'as plus point de MÈRE,  
Et tu souffrais sans être plaint ;  
DIEU ne veut plus de ta mère,  
Tu ne seras plus orphelin !

*Compagnons de la femme, etc.*

3.

Partis ! C'est l'heure de la trêve ;  
Le sang ne coule plus dans vos camps ;  
Ah ! loin, loin de vous votre gloire !  
L'embrassez-vous, fiers combattants.  
Prenez à désarmer l'indigence,  
En bonne mère, entre ses fils,  
C'est elle qui tient la balance,  
Et les frères vivent unis.

*Compagnons de la femme, etc.*

4.

Plus de sang, de haine et de guerre !  
L'atelier est un champ d'honneur,  
Le travail exalte la terre ;  
La gloire attend le travailleur.  
Peuple, relève enfin la tête  
De la poussière du chantier ;  
La femme t'invite à la fête  
Et se moque de te voir un lâchet.

*Compagnons de la femme, etc.*

5.

Ah ! l'honneur est notre sans tâche  
Dont le fruit est un nouveau destin ;  
Du bonheur que l'oublier te cache  
Va, l'oisillon est moins honteux.  
La femme, au milieu de l'orage,  
Luit comme l'étoile des mers ;  
Ses yeux te montrent le rivage,  
Des cieux amis et des flots clairs !

*Compagnons de la femme, etc.*

6.

Peuple, apprends à bénir la MÈRE !  
Le PÈRE est captif en prison,  
Et toi, captif dans ta misère,  
Ensemble invoquons tous son nom.  
C'est l'heure de la délivrance ;  
Prison ! rendez lui son époux !  
Enfin la liberté commence ;  
La femme nous a sauvés tous !

*Compagnons de la femme,  
Si tu vois nous réclame,  
De cœur, de bras et d'âme  
Soyons prêts !*

*Que nul effort ne coûte,  
De fleurs semons sa route  
Et que la terre écoute  
Ses chants de paix !*

citée par Enfantin, elle se “confesse” en présence de son mari et du Père, d’une “faute de jeunesse” et voyant les deux hommes se jeter dans les bras l’un de l’autre, au lieu de la soutenir dans cette pénible épreuve, se récrie devant cette “*inique répartition de la justice-mâle*” ; car prolongeant le poids de la **double morale** qui pèse sur les femmes, les pratiques affectives et sexuelles du Père en particulier, et des apôtres en général, se traduisaient, derrière le paravent des déclarations théoriques sur l’affranchissement de la femme et la nouvelle “Morale” par la légitimation de l’ECHANGE des FEMMES entre hommes.

Pour les femmes, il s’agissait de se “débarasser de leur état de gêne et de contrainte où les tient la société” (**Marie-Reine**, “La Femme Libre” n° 1) et si Claire Demar a été l’une des seules à oser bousculer violemment la respectabilité assignée comme une obligation pour les femmes, il n’en reste pas moins que, malgré les interdits de la morale bourgeoise, malgré les barrières mises en place par les hommes de l’école, d’autres Saint-Simoniennes ont osé pousser la logique de leur révolte et de leur “Foi” jusqu’à s’exiler volontairement – soit à la suite des “Compagnons de la Femme” partis chercher la MERE en Orient, – soit seules comme **Suzanne**, qui après avoir suivi les hommes en Egypte, part seule en Russie puis en Amérique –. On mesure la force de cette volonté quand on sait les interdits qui pèsent sur les déplacements des femmes seules à l’époque.

Il y avait donc bien de la part de ces femmes, renonciation à/ou plutôt transgression de la morale dominante et décision de vivre cette “nouvelle morale”. A ce titre l’expédition en Orient, non seulement opéra une cassure dans une pratique des **femmes entre elles**, mais se concrétisa encore, enveloppé dans l’étendard de la libération, par un type de relation entre les hommes et les femmes, qui était bien une mise à la disposition des secondes aux premiers, pas très loin des pratiques de sérail.

Aussi ne faut-il pas prendre la phrase d’Enfantin qu’au second degré (lettre à Alexis Petit, 26 juin 1833, citée par V. Pelosse p. 207) :

*“Claire m’a dit un jour et même écrit que je voulais faire un sérail et qu’elle n’en voulait pas être. Elle se trompait... Mais il y a sous ce vilain mot, une idée qui pourrait être prophétique. Nous verrons...”*

et lui qui était censé apporter au monde “une paternité nouvelle” (Œuvres, 30 janvier 1832, cité par V. Pelosse) ne manqua pas, ainsi que ses fils, d’y laisser des traces de “l’ancienne” paternité.

Quelles furent les conséquences, pour les femmes, de ces paternités restées “mystérieuses” et qui se parlèrent très peu.

On en trouve des échos dans leur correspondance.

– C’est **Aglaé Saint-Hilaire** qui écrit au Père en Egypte, en juin 1835 :

*“La question la plus grave dans tout ce petit peuple qui se remue, c’est celle des enfants, et il en pleut facilement...”*

*“... Encore une qui pleure ce qu’elle s’est persuadée être un grand acte...”*

*“Lorsque je considère toutes ces pauvres filles ou femmes qui se sont frottées*

à la doctrine et qui, aujourd'hui, éparpillées, sans lien pour les guider, sans argent pour vivre, n'ayant point assez de force pour trouver dans l'excès de leurs maux le remède à toutes leurs douleurs, je me demande ce que Dieu veut d'elles...".

– C'est **Judith Gregorio** et **Caroline Carbonnel**, deux prolétaires qui savent à peine écrire qui racontent au Père leurs difficultés à assumer la petite Pénélope, née sur le bateau de retour d'Égypte, qu'elles élèvent toutes les deux seules, ayant décidé que cette enfant "sans père" (en réalité Lambert) aurait "deux mères" ; et portent ce jugement :

"... les hommes sont étonnants... ils ne prennent pas tant de précautions pour se séparer d'une femme qu'ils n'aiment plus. Il faudra qu'ils changent et se moralisent sur ce point". 1837

– C'est **Suzanne Voilquin** qui envoie à Enfantin et Lambert (dont elle eut un enfant mort très jeune, au Caire) des lettres qui restent sans réponse, cherche auprès d'Enfantin, qu'elle nomme "AMI, AMANT, PERE" (lettre de janvier 1838) une assurance sur les "sentiments" qu'il peut lui vouer et se plaint de son manque d'intérêt pour elle :

"et dans un moment où la perte de mon enfant pesait encore si fort sur mon cœur, ce n'était ni juste, ni politique, c'était cruel ; malgré cela j'ai lutté contre moi-même, je ne vous ai point haï... devant le monde et devant ceux qui vous appellent Père, vous étiez toujours pour moi le premier homme, que je cherchais à mieux connaître et mieux aimer, avec cet énorme poids sur le cœur, j'ai du repousser votre pitié car votre envoi d'argent, sans un mot d'écrit avait pour moi cette forme et jamais la pitié ne sera à ma taille..."

"... je voudrais pouvoir déployer des ailes et rapide comme l'éclair, me transporter auprès de vous, poser ma tête sur votre épaule et murmurer à votre oreille mes pensées du ciel..."

"... et cet autre ami que j'ai tant aimé, Lambert, je n'en ai pas un seul mot, cher bien-aimé, que faut-il donc pour obtenir l'affection de cœur d'un homme... ?"

**"PERE REEL, MERE SYMBOLIQUE, FEMMES VIVANTES" :**

Ainsi dans l'attente ou parties chercher cette "Femme-Rédempteur", Mère mythique, c'est à un Père et à des hommes réels, que ces femmes vivantes vont se heurter .

Et dans les blancs du discours de V. Pelosse, ce sont ces conflits et les souffrances qu'ils ont engendrées que nous avons voulu pointer, puisque décidément : "*les hommes encore comme les rois, veulent des souffrances silencieuses*". **Suzanne**, "Apostolat des Femmes".

Pourtant V. Pelosse note bien (p. 200) :

"Ce fantasme collectif prit la forme d'une construction symbolique centrée sur "l'attente de la femme". L'aspect dynamique de cette machinerie symbolique apparaît bien dans la capacité d'adaptation de son fonctionnement, **sensiblement différent pour les hommes et pour les femmes**" (1).

---

(1) C'est nous qui soulignons.

Mais à vouloir demeurer dans la Symbolique, il occulte une fois de plus, ce réel qu'il nous importe de découvrir dans les creux des proclamations saint-simoniennes.

Car Enfantin et ses compagnons ont bien joué de cette **opposition Symbolique/Réel** en repoussant dans le temps et l'espace la venue de cette MERE dont l'image se perd dans les brumes d'un futur hypothétique, tandis qu'Enfantin, proclamé incarnation de la figure mâle du COUPLE-PRETRE occupait, lui, son fauteuil, marque de son pouvoir, rendu tout-puissant par la vacance prolongée et maintenue du siège de **LA FEMME** (1), dont la venue devait légitimer sa paternité encore bâtarde. (Œuvres p. 172, mars 1833, à Cécile Fournel).

Quant aux **FEMMES** (1) – **pluriel**- il ne leur restait plus qu'à attendre que les "APOTRES de **LA FEMME**" la leur ramènent d'Orient. Et le mouvement de cet antagonisme est bien là; contenu dans l'utilisation du singulier, l'attente de LA femme, de LA Mère-projetée par l'imaginaire masculin – qui renvoie à **L'UN, L'UNITE** (1) ; UN du nom propre, nom du père (que refusent les prolétaires Saint-Simoniennes qui signent de leur prénom), UN de l'Ordre de la Doctrine, de la Hiérarchie...

Claire Démar marque dans son APPEL de 1833, la force de cette opposition : "*...C'est à **LA FEMME**, c'est à dire **AUX FEMMES** (1) à crever le papier brouillard derrière lequel apparaissent vos fantasmagories parlementaires*"...

Et si les Saint-Simoniennes n'attendaient pas le développement du Mythe de la Mère qui atteint son sommet en 1833, proclamée "Année de la Mère", pour inscrire leur mouvement dans la réalité des faits; on peut estimer comme le dit V. Pelosse (p. 207), que ce mythe et sa recherche ont été interprétés par elles de manière **spécifique**, jusqu'à leur **rejet**. Il nous semble important d'insister, beaucoup plus que ne le fait M. Pelosse sur cette articulation propre qui éclaire davantage encore l'aspect dissident de ce mouvement.

– Derrière les brumes des fantasmagories masculines il y avait en effet pour ces femmes, l'espoir qu'existe réellement une Femme vivante qui serait celle dont la parole serait "souverainement révoltante".

Il semble que Claire Demar ait à un moment pensé à la duchesse Caroline de Berry, exemple de la révoltée en marge des lois d'une aristocratie haïe, qui intrigue pour le pouvoir et jette l'anathème sur celle qui eut la hardiesse d'aimer un homme de son choix. Mais, Bazin sécurise Enfantin en lui assurant : "*ses folies (celles de Claire) au sujet de l'infortunée Caroline de Berry ne lui reviennent plus*", 8 février 1833.

pointant cette opposition qui revient régulièrement :

- le Symbolique, et comment les hommes en jouent ;
- le Réel, et comment les femmes y croient.

Les hommes se situant dans la durée d'une fantasmagorie toujours repoussée, qui prolongeait leur relation symbolique avec le PERE et maintenait leur position centrale : PERE, FILS, THEORICIENS, APOTRES DE LA FEMME. La

(1) C'est nous qui soulignons.

figure de LA FEMME, dans cette fantasmagorie, renvoyant dans la **périphérie**, celles des femmes, prises alors dans le double mouvement :

- vouloir rentrer dans le cercle des hommes et faire leur la fantasmagorie masculine ;
- sortir du cercle et projeter une symbolique qui n'était plus médiatisée par les hommes.

– C'est dans ce sens que nous entendons l'échange entre **Louise Crouzat** et **Claire Demar**, en cette année 1833, déniaut aux hommes de s'arroger le droit d'aller chercher la Mère, remettant en cause le choix de cette partie du Vieux Monde : l'Orient, au profit de l'Amérique, terre neuve, vierge, en quelque sorte, de l'héritage du Patriarcat :

*“Ce que je n'approuve nullement c'est que ce soient des hommes qui aillent chercher la Mère... Non, ce n'est pas là (en Orient) que je veux aller chercher **notre Mère**, ce n'est que dans le pays où les femmes n'ont eu besoin que de leur propre inspiration, de leur propre mouvement pour montrer ce que nous sommes, quand nous voulons. C'est en Amérique que je veux la chercher...”*

**L. Crouzat**, 18 mai 1833, Lyon (1).

Claire lui répondant :

*“... Jamais je n'ai pensé, je n'ai cru que la mission de Barrault pût avoir d'autres résultats que celui de répandre une parole d'affranchissement et d'avenir, **d'y semer les doctrines saint-simoniennes**... Et moi aussi depuis longtemps j'ai les yeux tournés vers cette jeune Amérique...”* (1)

– Plus tard, dans ses “Souvenirs d'une Fille du Peuple”, **Suzanne Voilquin** ira jusqu'au rejet du mythe comme fantasme masculin construit autour de l'idée de l'UN, réinterprété par elle, comme un désir de réappropriation plurielle par l'ensemble des femmes, des promesses d'émancipation contenues dans l'attente de la Mère :

*“... sous la forme de l'UNITE je n'y ai jamais cru... Aussi, n'ai-je pu voir qu'un symbole dans l'appel de Barrault. Selon moi, toute femme devra se manifester en-dehors de l'influence masculine... **ces femmes se rechercheront par la force des choses afin de former entre elles un concile où chacune apportera sa pierre à l'édifice moral de l'avenir. C'est ce sentiment tout féminin qui créera ce que les Saint-Simoniens appellent LA MERE**”... (1)*

(Souvenirs, p. 187, cité par V. Pelosse ).

Ainsi, de même que ces femmes dans leurs revendications, bousculaient l'unité du dogme saint-simonien, de même nous avons éprouvé la nécessité d'interpeler la vision qu'a V. Pelosse de Claire Demar, exaltée comme figure INDIVIDUELLE et irréductiblement SEULE. Oh certes, Claire était en marge, elle le crie, elle l'écrit, mais nulle part, contrairement à ce que dit V. Pelosse (p. 219), on ne voit “les rédactrices de la Tribune des Femmes s'effrayer de la radicalité de son féminisme”. Il suffit d'entendre, dans cette “Tribune”, pour en être persuadé, les proclamations qui lui font écho, d'une Joséphine-Félicité, ou d'une Isabelle... Et si Suzanne, formule à plusieurs reprises des désaccords profonds avec Claire, cela ne l'empêcha pas, non seulement de publier l'œuvre de celle-ci, mais encore de reconnaître “cette parole si neuve, si étrange par sa hardiesse... ce grand cri

(1) Souligné par nous.

*de liberté, le plus fort, le plus énergique, qui ait été jeté au monde par une voix de femme*... (Préface de Suzanne à "Ma Loi d'Avenir", 1834) et de s'y reconnaître, elle-même, quelque part : "*si mon nom, désormais inséparable de celui de Claire*" (ibid.).

Ainsi, ces femmes qui revendiquaient leur adhésion à la rationalité du groupe, médiatisée par leur rapport ou leur "demande" au leader, avaient opéré une cassure dans l'unité et le monolithisme de **la doctrine** formulée par le **Père**, ne se retrouvant pas non plus, dans l'unité d'un discours de femmes, mais bien dans la revendication de cette fameuse **différence** à la fois lieu de l'oppression des femmes inscrites dans l'ordre social (que les Saint-Simoniens aussi figèrent dans la fixation des rôles, des comportements masculins/féminins, en les hiérarchisant) ; mais aussi "**Lieu retraversé**" par les femmes pour revendiquer "**ce pluriel qui ne reconduit à aucune unité**".

*"Nous n'avons pas cet esprit exclusif qui repousse tout ce qui n'est pas soi"*  
**Marie-Reine.**

Dans ce mouvement de réappropriation d'une histoire qui est la nôtre, refoulée dans le prétendu "continent noir" et dans l'idée que "nous les femmes, n'avons pas d'histoire", nous nous sommes donc interrogées sur le discours d'un homme, qui d'une certaine manière "permet" cette réappropriation, mais, en même temps reproduit certaines caractéristiques du discours historique dominant, dont il semblait vouloir se démarquer :

- comme celle de se réclamer d'un autre **Père** : FREUD, pour analyser le rapport au **Père** Enfantin, des Saint-Simoniens et plus particulièrement des femmes ;
- comme celle d'intituler une réédition de textes de femmes : "L'Affranchissement des Femmes" et de partir de ces textes de femmes en y projetant une analyse d'un discours d'homme (Enfantin) pour cerner le vécu de ces femmes ;

N'est-ce pas remettre en place les mécanismes de dépossession que semblable réédition serait censée (?) casser ?

- Et c'est encore de dépossession que l'on peut parler, face à un commentaire qui en parallèle du discours enfantinien, qu'il veut démonter, ramène à l'un, l'unité, l'individualité, ces voix de femmes en les pliant - paradoxalement (?) - à la même représentation : celle de voix d'hommes, celle du même, celle du centre. Alors qu'elles s'imposent comme multiples, contradictoires, hétérogènes, autres... C'est cet AUTRE, irréductible que nous avons voulu donner à voir dans les appels de ces femmes...

# LES AVENTURES D'UN MARIN ALLEMAND

*“La réputation d’héroïsme que fit (à Dimitrov) la presse de l’univers entier (...) ne fut à vrai dire que le résultat d’une mise en scène habile et méthodique (...). Des mois avant que le célèbre procès ne commençât, des négociations secrètes étaient déjà en cours entre Moscou et Berlin pour échanger Dimitrov et ses deux complices bulgares contre trois officiers allemands arrêtés pour espionnage en territoire soviétique. Il importait d’épargner à Dimitrov l’épreuve des tortures de la Gestapo, non pas pour le sauver, mais pour sauvegarder le fonctionnement du service secret soviétique et préserver le Komin-tern dont il connaissait trop bien les rouages intimes.*

*Devant le danger, Dimitrov s’était montré moins ferme que beaucoup de ses subordonnés. Il donna notamment à la Gestapo l’adresse du couple qui le cachait. Dimitrov livra également à la Gestapo le nom et l’adresse de sa maîtresse (...). Le marché conclu entre Moscou et Berlin le fut le soir qui précéda le procès, Mais pour sauvegarder les apparences Dimitrov fut retenu en Allemagne jusqu’à la fin de la grande comédie de Leipzig. Cet homme (...) bénéficia de privilèges que ne connurent jamais la masse des détenus anonymes (...). Les “petits” camarades, pendant ce temps, ne recevaient eux, que des coups – voire une balle dans la tête” (1).*

Qui s’applique ainsi à détruire la légende du héros le plus glorieux de la IIIe Internationale, le militant assez courageux pour revendiquer devant ses juges, sous le pouvoir nazi, son action de communiste, assez intelligent pour confondre ses accusateurs - assez lucide plus tard pour conduire l’Internationale à changer sa tactique en face du péril fasciste ? Un anti-communiste “frénétique” ? un désenchanté de l’appareil communiste international ? un qui ne vise – vieille recette de la littérature journalistico-politique – qu’à rendre visible l’envers du décor : les petites combines derrière les grands héroïsmes ?

Non. Celui qui écrit, c’est un marin allemand qui raconte son aventure, une aventure qui est une éducation.

Un marin allemand: il y a là de l’histoire et du légendaire; Dans les années 20 la figure du marin on la voit à travers le Potemkine ou le cuirassé Aurore ou

---

(1) **Sans patrie ni frontières** de Jan Valtin (Richard Krebs), réédition J.C. Lattès. Préface de Jacques Baynac, 1975, p. 478-9.

encore du côté des révoltes de la Mer Noire. Quelques-uns, moins nombreux, la voient aussi du côté de Kronstadt.

Un marin allemand, c'est aussi la figure de ceux de Hambourg, marins et dockers, formés par ces pratiques de boycott dont on ne sait plus aujourd'hui si elles sont rêvées ou si elles sont vraies, révoltés de Novembre 1918, cœur de la révolution que tous attendent dans les années 20, cette révolution allemande qui avorte en 1921 et 1923. C'est enfin la référence au parti communiste modèle, le P.C.A.

A la fois donc une pratique et une pensée du combat et un parti modèle. Plus que l'irruption d'une vérité cachée, plus qu'un témoignage sur l'appareil communiste – du P.C.A. au Komintern – “Sans patrie ni frontières” nous dit en effet les contradictions entre la stratégie du Komintern et les pratiques et les idéaux d'une tradition de métier et d'une tradition politique, celles des dockers et des marins.

Histoire d'un marin devenu fonctionnaire de la révolution internationale : la contradiction n'est pas là où la situent ceux pour qui la constitution d'un “appareil” et d'une bureaucratie suggèrent un monde de paperasserie poussièreuse et de mesquinerie administrative où viendrait s'éteindre la flamme révolutionnaire. L'air du large et l'odeur du danger ne manquent pas au fonctionnaire Valtin : tantôt c'est une grève à fomentier en Suède, tantôt du matériel de propagande à acheminer en Extrême-Orient, tantôt un traître à liquider à San Francisco. La contradiction elle est bien ailleurs : en ce que les desseins stratégiques de la révolution imposent de donner à chaque action de lutte d'en-bas une signification - et du même coup une issue décalées, voire directement opposées par rapport à la pensée et à la volonté des masses qui y participent. Ce décalage oblige à faire fonctionner un système de la double vérité. Ce que l'on explique aux masses n'est pas ce qui se dit dans les états-majors ou entre militants.

### **Il faut savoir terminer une grève.**

Exemple exemplaire : les grèves. Dans l'immédiat après-guerre, alors que l'Allemagne connaît une effervescence révolutionnaire sans précédent, elles sont commandées par le schéma léniniste grèves partielles/grève générale/insurrection (1). Ce n'est pas la grève en elle-même qui importe, mais ce qui constitue son au-delà : l'avenir qu'elle prépare. Il faut donc différencier réussite stratégique et réussite tactique : l'échec apparent peut se révéler bénéfique pour la révolution, s'il permet d'atteindre des objectifs plus décisifs que l'immédiate satisfaction des revendications. L'appréciation de la signification et de la portée

---

(1) “Rappelle-toi bien : une campagne, ce ne sont pas des brochures de propagande et des meetings! C'est de l'action, de l'action encore et de l'action toujours. Agir, cela veut dire grève. Une grande grève constitue le prélude à toute insurrection armée. C'est à nous de conduire les événements jusqu'au point culminant qui rend la révolution inévitable, et cela, par tous les moyens qui sont à notre disposition”. (p. 45).

d'un mouvement de masse renvoie à la duplicité consciente des responsables communistes nationaux et internationaux (ce sont souvent les mêmes...) (1). L'objectif d'une grève n'est pas toujours le motif avoué de son déclenchement. La vision stratégique (imposée par le Komintern) de "la situation et des tâches actuelles", propriété privée des états-majors, les autorise à tenir secrets les mobiles réels qui déterminent la bataille à laquelle ils mènent leurs troupes, aux yeux de celles-ci mêmes.

Bien souvent, ce n'est qu'en fin de conflit qu'est expliqué aux grévistes le sens de leur combat; et l'un des aspects les plus intéressants du témoignage de Valtin, responsable important mais justement ancien marin et proche de la base, c'est qu'il nous donne la confrontation de ces deux vérités, aussi bien pour des grèves (masses/militants) que pour des affaires internes au mouvement communiste lui-même (dirigeant/base, appareil secret/appareil officiel). Et si l'on peut repérer que c'est dans les années trente, lors de la bataille entre clans des couches dirigeantes du parti communiste allemand et du Komintern lors de la bataille de l'orthodoxie stalinienne que se systématise cet emploi de la double vérité, Valtin nous montre que sa mise en œuvre date des premiers pas de l'Internationale.

A Hambourg, l'organisation déclenche une grève parmi les marins et dockers. La spontanéité doit être quelque peu suscitée, la force contraint les hésitants à rejoindre le mouvement par la force ("à midi, le port offrait le spectacle d'un champ de bataille"). Intervention de la police et mise à l'arrêt de nombreux marins. Du coup, les dirigeants du parti réunissent en secret les militants les plus sûrs et leur ordonnent "*d'informer les annateurs qu'ils étaient prêts à naviguer à bord des bateaux désannés par la grève.*" La base proteste. Les stratèges expliquent que le jaune en apparence est du rouge en réalité : "*Camarades, le Parti attend beaucoup de vous. Il veut votre coopération dans une manœuvre tactique qui doit faire pénétrer le bolchévisme plus avant dans la marine marchande. La grève ne peut durer toujours. Devons-nous laisser à ces requins d'armateurs la possibilité de se venger de nous en excluant désormais les communistes des équipages de leurs bateaux ? Devons-nous laisser partir leurs bateaux sans essayer de faire de chacun d'eux une citadelle du parti communiste ? Non ! Nous devons tirer avantage de notre force présente pour l'augmenter afin de nous trouver prêts quand demain les grandes batailles auront lieu. Nous ne sommes pas des sourds-muets. Nous sommes des communistes. La discipline du parti exige que vous nous suiviez, que vous obéissiez à ces ordres*"(p.51).

Vérité pour les masses : faire la grève; vérité pour les militants; la briser, aux fins tactiques d'assurer la présence communiste dans les ports et sur les navires. Car la stratégie de l'Internationale est toute entière axée à cette époque sur la

(1) (A propos de la lutte contre l'influence d'un militant révolutionnaire indépendant)  
"– Moi, j'aime les situations nettes. Si nous combattons quelqu'un, pourquoi ne pas l'avouer clairement ? Les ouvriers **ne comprendront jamais les manœuvres à double sens**. Pourquoi ergoter ? Le congrès du Komintern nous a tracé la voie. Opérer la conquête des masses pour obtenir le pouvoir.

– Correct, interrompt Ryatt de sa voix hâchée et métallique. Nous devons demeurer en elles, nous lier avec elles, ne jamais nous en séparer – sauf en cas de conspiration" (p. 112).

nécessité de pouvoir paralyser, au moment propice, les ports par lesquels passe l'essentiel du commerce international : la mobilisation des dockers dans une grève générale, et le déclenchement de révoltes au sein des équipages, doivent advenir au moment décisif pour provoquer rasphyxie de réconomie allemande et précipiter une crise révolutionnaire – prélude à la prise du pouvoir par les soviets (p. 57).

Dix ans plus tard, en 1933, à roccasion d'une grève des marins suédois menée et contrôlée par les socialistes, Valtin est envoyé en mission en Suède par le Komintern. Il s'agit pour les communistes de prendre la direction du mouvement et de déconsidérer les socialistes aux yeux des marins; raffaire est sur le point d'être menée à bien, mais renvoyé de l'Internationale est informé que des pourparlers secrets entre dirigeants du syndicat non-communiste et armateurs sont en cours, lesquels doivent amener la reprise du travail; il donne sans plus attendre rordre de cesser la lutte : *“La discipline de fer se fait sentir aussitôt. D'importantes réunions eurent lieu dans tous les ports, et les militants communistes, non sans quelque recours à la bastonnade, firent comprendre aux marins qu'ils devaient accepter la réduction des salaires. Ainsi, pour les marins suédois, la grève jût une défaite; mais le parti communiste reprit sa place à bord de chaque bâtiment, plus solide que jamais”* (p. 432).

De 1920 à 1940, c'est toujours cette même distorsion entre deux niveaux de vérité qui fonctionne; mais si les pratiques militantes perdurent, l'idéal militant change insensiblement: on passe peu à peu de la “raison de parti” à la “raison d'état”, celle de rUnion Soviétique, alors que rhégémonie de Staline se fait plus prégnante sur le mouvement ouvrier international. Ainsi, en 1931, Valtin a mission de mener en URSS deux navires achetés en Allemagne, et de charger une cargaison de pâte de bois en Norvège. Il faut faire effectuer le travail par des jaunes, parce que la côte est paralysée par une grève des dockers. Valtin rapporte qu'il dût parler à ses marins communistes *“pendant des heures avant de les convaincre que les grèves étaient faites contre les capitalistes et non contre la patrie du socialisme”* (p. 266). En 1931 toujours, les ports de Hambourg et de Brême sont paralysés par une grève des travailleurs maritimes, et les navires soviétiques perdent leurs plus importantes escales. Le Komintern intervient et les comités de grève constituent des équipes spéciales pour charger et décharger les bâtiments russes - alors que la paralysie est totale. Les critiques sont étouffées, toute velléité de protestation violemment réprimée : *“Les ouvriers qui s'opposaient ouvertement à cette proclamation (saboteurs, traîtres à la patrie du socialisme, disait-on à ceux qui discutaient) étaient matraqués aux réunions, chassés du port par les équipes du Front Rouge et souvent conduits en droite ligne dans les bras grands ouverts des nazis”* (p. 248). Et quelques années plus tard, alors que le Komintern a lancé une campagne internationale pour empêcher les bateaux allemands d'arborer le drapeau nazi dans les ports, la croix gammée flotte tranquillement au vent dans la patrie du socialisme, car *“boycotter les bateaux allemands dans les ports russes équivaldrait à boycotter le plan quinquennal...”* (pp. 451-452).

## La stratégie et les masses

Ce double langage de la révolution, à usage interne et à usage externe, héritage léniniste revendiqué comme tel, repose à la fois sur le principe internationaliste de la défense de l'URSS patrie du socialisme, et sur le principe bolchevique de la **combinaison du travail légal et du travail illégal** : condition de possibilité et mode de justification du système de la double vérité. Pour simplifier: si l'on ne peut dire la vérité aux masses, c'est parce que la prise du pouvoir est subordonnée la stratégie de l'insurrection. Un putsch ne peut être victorieux que si joue un effet de surprise pour l'ennemi, mais les masses doivent être suffisamment préparées pour suivre l'avant-garde.

*“Le véritable bolchevisme (...) consiste dans l'exact dosage de méthodes légales et illégales de travail. Les manœuvres stratégiques tiennent une place considérable dans notre façon d'agir. Or, qu'est-ce qu'une manœuvre stratégique, sinon lancer une offensive foudroyante en prétendant n'observer qu'une stricte défensive. C'est feindre une grande amitié à l'égard d'un ennemi implacable afin d'avoir une occasion meilleure de le supprimer à l'heure que l'on saura choisir (...). Il faut davantage de cette souplesse bolchevique : le camarade Lénine lui-même nous a enseigné que la souplesse bolchévique réside dans son habileté à varier ses tactiques, à employer les méthodes les plus différentes en conservant toujours en tête un seul objectif: faire triompher le but final”* (pp.112-113).

Combiner le travail légal et le travail illégal, c'est préserver la possibilité de la violence et de son utilisation maîtrisée. La grève est pensée comme un acte de guerre civile et menée comme telle par référence à l'histoire immédiate de l'Allemagne : des soulèvements armés de Berlin à l'occupation de la Ruhr ; mais aussi en application de la stratégie de l'insurrection armée (1) cadre obligé de référence des luttes communistes en Allemagne bien après Hambourg, et même au-delà de l'effondrement de 1933 (2). Tout acte militant ne peut dès lors avoir d'autre statut que celui de nouveau pas en avant vers l'échéance révolutionnaire, tout mouvement de masse est vécu comme passage à la limite de l'insurrection: et c'est pourquoi il doit conduire si possible à l'affrontement avec la police et avec tous ceux qui freinent la dynamique du processus de radicalisation des luttes: syndicalistes non-communistes, socialistes et même simples ouvriers en désaccord avec la tactique. C'est que la révolution, pense-t-on, ne dépend que de l'audace et de l'énergie de l'avant-garde ; montrons

---

(1) Cf. Neuberg, L'insurrection armée, réédition Maspero 1970 : “L'insurrection armée est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat”, et plus loin : “Tout communiste pendant la révolution est un soldat de la guerre civile et un dirigeant de la lutte armée des masses. En préparant chaque jour intensivement et minutieusement la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, en les éduquant pour renverser la domination de l'impérialisme, les communistes de tous les pays doivent, dès aujourd'hui, dans une situation qui n'est pas immédiatement révolutionnaire, se préparer à leur rôle de directeurs de l'insurrection future du prolétariat”.

(2) “Nous étions persuadés (en 1933) qu'Hitler ne tiendrait pas plus d'un an. **D'ici là tout serait fini** et l'Allemagne se trouverait devant un nouveau choix qui ne pouvait être, à notre avis, que celui d'une république socialiste”. A. London, **L'Aveu**, p. 274 (Folio).

l'exemple et les masses suivront : *“Une fois que nous irons de l'avant, la masse suivra. C'est elle qui fera la révolution, mais c'est à nous de la conduire”* (p. 48). Cette déclaration prélude à l'insurrection de Hambourg en 1923. Ce putschisme commandera aussi de 1930 à 1933 le réglément du problème nazi : le jour J où nous nous en occuperons, il suffira d'appeler les masses à nous rejoindre dans la rue, – ce jour J, nous l'avons vu, coïncidant avec la révolution. Il y a une permanence de la pensée militaire, propre au PCA plus sans doute qu'à toute autre section de l'Internationale, l'Allemagne étant couverte de formations paramilitaires ( des groupes d'extrême-droite aux troupes nazies, en passant par le Reichsbanner, le Front de fer, le Front rouge, etc...).

Ainsi se trouve légitimée la constitution et l'extension d'un appareil secret (P.C.A., Komintern, Guépéou) chargé des besognes les plus délicates et qui devient rapidement le centre de gravité du mouvement communiste. Membre de l'appareil clandestin, Yaltin a bien entendu tendance à surestimer dans son récit le rôle de ces stratégies occultes. Mais c'est cette cécité même du militant de l'Internationale face à ce que Korsch nomme l'histoire **politique** de la révolution (1) qui fait témoignage : elle est une indication précieuse pour comprendre la surprise des communistes devant la montée du nazisme et leur impuissance à le combattre efficacement. L'hypertrophie de l'appareil clandestin et l'inféodation du mouvement communiste aux intérêts exclusifs de l'URSS sont en quelque sorte inversement proportionnelles à leur perception de l'état réel des masses laborieuses allemandes et à leur capacité de mobiliser le prolétariat contre la montée au pouvoir de Hitler .

### **La discipline jusqu'au bout**

Ce qui définit le militant, c'est la fidélité: à la révolution, au parti, à l'URSS (c'est la même chose). *“Nous sommes fidèles comme des disques de phonographe”* (p. 345). Donc pas question de changer de musique. L'autoritarisme dans le parti culminera dans le *“Parteibefehl”* auquel tout militant doit se soumettre : *“Dans la conscience de chaque communiste, le mot Parteibefehl – ordre du parti – représentait le summum et l'inexorable. Toute velléité d'indépendance, d'initiative était considérée comme un caprice, une manifestation à caractère d'héritage bourgeois. Du courage, de la ténacité étaient exigés et au-dessus de tout, une foi aveugle dans l'idéalisme et l'infailibilité du Politbureau de Moscou”* (p. 182). Ordre du parti: il faut s'y soumettre, quelque doute qu'on puisse avoir sur le bien-fondé. Après tout, le Parti sait, lui ; plus que le militant, qui n'est pas forcément familier du double langage, et ne maîtrise pas le jeu subtil des deux appareils. Sans doute quelque raison supérieure le motive-t-il, – et la règle élémentaire de la clandestinité consiste à ne pas poser de questions. Il faut faire confiance à la *“direction prolétarienne”*, celle du parti ou celle de la patrie du socialisme. Et si les dirigeants, divisés par des querelles

---

(1) Karl Korsch : **Revolution for what ? A critical comment on Jan Yaltin's “Out of the Night”**, Living Marxism, spring 1941 - Y, 4.

personnelles, s'espionnent mutuellement, c'est le "contrôle mutuel bolchevique" (p. 219) qui s'exerce, tout simplement. L'idéal militant du révolutionnaire professionnel (cf. profession de foi de Valtin citée p. 4) suppose discipline et auto-discipline (1). La "discipline personnelle" assure le bon fonctionnement de l'organisation révolutionnaire : "Nous qui appartenions aux couches dirigeantes du Parti nous ne nous faisons aucune illusion sur la terreur que le mouvement hitlérien allait bientôt laisser fondre sur nous. (...) Un assaut de front ne pouvait être qu'un suicide en masse – nous le savions tous" ; pourtant un seul responsable ose protester contre le mot d'ordre de grève générale pour abattre le nazisme ; et celui-là est exclu du parti comme "conciliateur" et "agent de la classe ennemie". Personne d'autre n'élèvera la voix contre le délégué du Komintern (pp. 374-375). Car le Komintern, c'est l'autorité de la révolution (et la menace du Goulag déjà). L'analyse de la montée du nazisme est à cet égard révélatrice ; jusqu'à l'incendie du Reichstag, la question du nazisme est considérée sous un angle purement militaire. "Le mouvement d'Hitler n'a pas de sympathisants parmi les travailleurs, réplique Dimitrov. Hitler promet tout à tout le monde. Il vole ses idées à chaque parti. Personne ne le prend au sérieux. Il n'a ni tradition, ni passé, pas même un programme. Ne vous laissez pas influencer. Le plus grand obstacle sur la route de la révolution prolétarienne est le Parti social-démocrate. Notre unique tâche est de détruire son influence – après quoi nous balancerons Hitler et ses "Lumpengesindel" dans la poubelle de l'Histoire" (pp. 198-199). De 1930 à 1933, les dirigeants du PCA et du Komintern continueront de penser que le mouvement national-socialiste n'a pas d'avenir et étoufferont les rares critiques (2). Seule la social-démocratie, poste avancé de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier retarde l'échéance révolutionnaire. Cette élimination complète de la question du rapport du nazisme aux masses commande une double attitude à son égard. D'une part on s'alliera avec lui pour combattre les "sociaux-fascistes". Ainsi en Janvier 1931 Dimitrov publie un mémorandum dont les instructions visent à "une action unique du Parti communiste et du mouvement hitlérien pour accélérer la désintégration du bloc démocratique croulant qui gouvernait l'Allemagne" (p. 244). D'où des ententes sur le terrain pour perturber les réunions publiques d'adversaires : syndicalistes, libéraux, etc..., qui se prolongent sur le plan électoral (printemps 1931). D'autre part la lutte ne cesse pas contre les nazis, mais d'un point de vue strictement militaire: les règlements de compte se succèdent entre Front rouge et Sections d'Assaut car la "peste brune" est de plus en plus agressive et il n'est pas possible d'attendre la "lutte finale" (3).

---

(1) "Nous suivions les instructions données avec une fermeté d'autant plus grande que nous avons été entraînés à nous astreindre à un contrôle de tous les instants et à des disciplines personnelles qui relevaient sans doute davantage des théories de Bismarck que de celles sacrées à nos yeux de Karl Marx" (p. 345).

(2) Par exemple, A. Ewert, un des dirigeants du PCA, partisan d'une alliance avec la SD, dut rédiger son autocritique, publiée dans Imprecor, Fév. 1923.

(3) "Après la destruction des socialistes, la lutte finale en Allemagne se livrera entre le bolchevisme et le fascisme". E. Tählmann 1930, p. 220.

En 1930 apparaît le mot d'ordre : "Frappez le nazi partout où vous le rencontrez" puis "Tuez 5 nazis pour un communiste assassiné" (Edgard Andree ). De plus en plus une lutte secrète oppose les appareils clandestins des deux formations : infiltration réciproque, élimination des agents ennemis, traque des responsables, terrorisme et contre-terrorisme. Ces processus évidemment renforce le "point de vue militaire" sur le nazisme: jusqu'au bout la social-démocratie sera le "Hauptfeind", le national-socialisme, l'obstacle à balayer du revers de la main. Sauf peut-être vers le milieu de 1932 où des désaccords se manifestèrent au sein du Comité Central lui-même : "*C'était une réunion extraordinaire. Le Comité Central du Parti y était assemblé ainsi que les chefs de toutes les organisations auxiliaires et les membres du corps volant. Cette séance orageuse dura de huit heures du soir à cinq heures du matin. Une douzaine de fractions étaient à couteaux tirés. Des hurlements et des cris ponctuaient les débats et j'eus l'impression plusieurs fois que l'élite du bolchevisme allemand allait en venir aux coups. Quelques-uns proposèrent que l'on dirigeât l'entière fureur du Parti contre Hitler. Certains parlèrent d'une alliance de la dernière heure avec les sociaux-démocrates. D'autres prétendirent qu'un coup d'état des nazis jetterait les ouvriers socialistes dans le camp communiste. Cependant il prévalut une fois de plus que le socialiste demeurait l'ennemi principal des Soviét*" (pp. 347-348). La ligne sera maintenue contre vents et marées, le Komintern, après Février 1933, pensera qu'il suffit de saboter l'industrie et les transports allemands pour que le régime nazi s'effondre... (p. 456).

La dernière partie du livre est significative quant au rapport entre la solidité de l'appareil et sa capacité de mobiliser les masses : dans la prison où Valtin et ses camarades ont été jetés par les nazis, l'appareil continue à tout contrôler et à donner ses instructions. Et c'est sur un plan arrêté par lui que Valtin feindra d'avoir été touché par la grâce nazie et deviendra agent de la gestapo pour le compte du Komintern : achèvement du système de la double vérité et déroute d'une politique de la révolution (1).

---

(1) Que le témoignage de Valtin soit celui d'un ancien agent de la Gestapo permettrait évidemment de le discréditer à bon compte, en omettant de dire pour qui il jouait ce jeu. Pourtant, toutes les recherches entreprises confirment l'authenticité des faits rapportés, – mise à part l'erreur d'identification de la prostituée du Komintern au Havre, dont Valtin lui-même avait donné acte dans une lettre du 28 septembre 1948. Au cours d'un long entretien, Jacques Baynac nous a présenté les résultats de la minutieuse enquête qu'il a menée, laquelle permet d'affirmer que les informations données sont, pour chaque cas vérifiable, parfaitement exactes ; tout au plus peut-on considérer que quelques-uns des faits que Valtin s'attribue en propre sont en réalité survenus à certains de ses camarades, et d'autre part que ses souvenirs ont dû être étayés par des archives dont il ne mentionne pas la source. Mais parmi les témoignages publiés et les études sur l'Internationale, d'après Bela Elek, les ouvrages les plus « sérieux » donnent tous leur caution explicite à SNPF. Le dernier travail de Eric Norgard : "**Revolutionen des Udeblev, Kominterns virksomhed med Ernst Wollweber og Richard Jensen i forgrunden**", éd. Fremad, Copenhague 1975, confirme lui aussi l'authenticité du récit.

# Les révoltes logiques

## Démocratie

« Le drapeau va au paysage immonde, et notre patois étouffe le tambour.

« Aux centres nous alimenterons la plus cynique prostitution. **Nous massacrerons les révoltes logiques.**

« Aux pays poivrés et détrempés! – au service des plus monstrueuses exploitations industrielles ou militaires.

« Au revoir ici, n'importe où. Conscrits du bon vouloir, nous aurons la philosophie féroce; ignorants pour la science, roués pour le confort; la crevaisson pour le monde qui va. C'est la vraie marche. En avant, route! »

*A. Rimbaud*